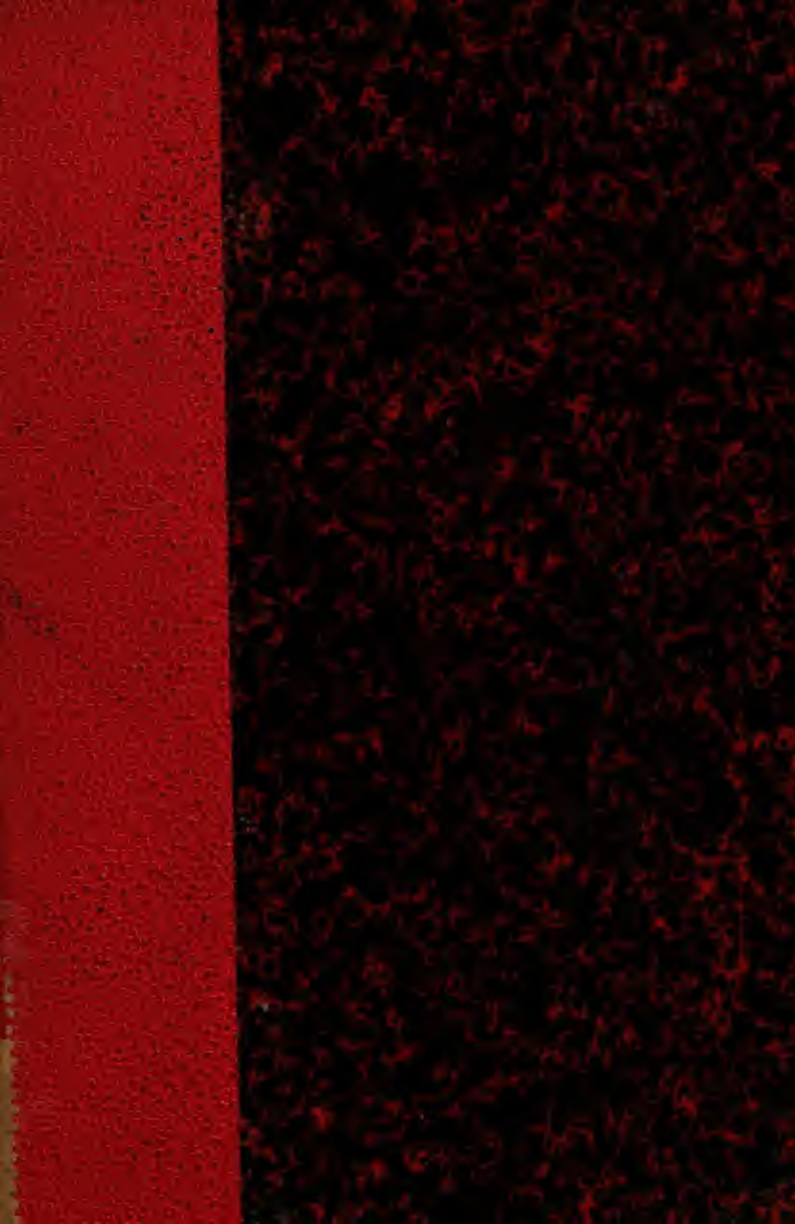








41
1843

HISTOIRE
DE
JOSEPH II

Empereur d'Allemagne.

PAR CAMILLE PAGANEL.

TOME I.

BRUXELLES.
SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
HAUMAN ET C^e.

1843

HISTO

BY

JOSEV

HISTOIRE

DE

JOSEPH II.

IMP. DE HAUMAN ET C^e. — DELTOMBE, GÉRANT.
Rue du Nord, 8.

1. 32. A. 36

HISTOIRE

DE

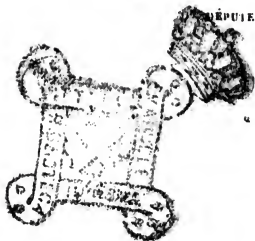
JOSEPH II

EMPEREUR D'ALLEMAGNE;

PAR

M. CAMILLE PAGANEL,

DÉPUTÉ, CONSEILLER D'ÉTAT.



« Comme homme et comme souverain,
je crois avoir rempli mon devoir. »

—
TOME I.

—
BRUXELLES.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE

HAUMAN ET C^{ie}.

—
1845

100

1

2

3

100 100 100 100 100 100 100 100 100 100

100 100 100 100 100 100 100 100 100 100

INTRODUCTION.

Joseph II est le premier archiduc d'Autriche de cette maison de Lorraine qui doit à Marie-Thérèse le magnifique héritage de la maison de Habsbourg.

Comment l'Autriche est-elle devenue le domaine héréditaire des comtes suisses de Habsbourg ?

Comment trois couronnes électives , l'Empire , la Hongrie , la Bohême , se sont-elles héréditairement réunies sur la tête des archiducs d'Autriche ?

Comment la maison de Habsbourg a-t-elle absorbé dans sa vaste domination , avec la Hongrie et

la Bohême , une partie de la Pologne , les Pays-Bas , tout ce territoire qui s'étend des Alpes tyroliennes aux bouches du Cattaro , de Gratz à Milan ; et cela , malgré les résistances intérieures de l'Allemagne , malgré l'effort souvent combiné des grandes puissances qui pressent l'Allemagne de toutes parts ; sous le choc surtout des Turcs , dont le camp , redoutable en Europe , menaçait encore, il y a un siècle , les portes de Vienne ; sous le contre-coup parfois violent des incessantes oscillations de l'équilibre européen ?

Quel lien avait amené et retenait sous une même main , à l'avènement de Joseph , tant de populations profondément divisées par la nature , les mœurs , la religion ?

Au milieu de quels événements s'était éteinte la ligne mâle des héritiers de Rodolphe de Habsbourg , quand Joseph II recueillit leur héritage ?

La première de ces questions nous reporte au milieu du ^{xii}e siècle.

L'érection du margraviat d'Autriche en duché date de 1156. En l'élevant ainsi dans la hiérarchie des fiefs impériaux pour un des margraves de la maison de Bamberg , qui les possédait depuis le commencement du ^xe siècle , Frédéric Barberousse avait

stipulé qu'à défaut d'hoir mâle, le duché (1) ferait retour au domaine de l'Empire. Il y rentra en 1245, par le décès de Frédéric le *Bellicieux*, mort, sans enfants, dans une bataille contre les Hongrois. La maison de Bamberg avait possédé l'Autriche près de deux cent cinquante ans. L'un de ses ducs est ce Léopold qui, en 1192, avait arrêté, emprisonné Richard *Cœur de Lion*, au retour de la Palestine, pour le vendre à l'empereur Henri VI. Le dernier rejeton de cette maison, dite la première maison d'Autriche, un des neveux du dernier duc, expirait à Naples, en 1268, sur l'échafaud de l'infortuné Conradin.

A cette époque, les empereurs de la maison de Souabe, Frédéric II surtout, venaient de faire peser sur l'Allemagne l'action d'un pouvoir énergique, et de tenter sur l'Italie le vasselage de l'Empire.

L'Allemagne ne voulait plus de pareils maîtres.

Pour l'Italie, ou plutôt pour Rome, cette haute personification des intérêts, des prétentions de

(1) Frédéric avait autorisé les ducs d'Autriche à prendre, dans les diètes de l'Empire, rang comme archiducs, mais immédiatement après les électeurs. Deux siècles plus tard, ils se faisaient de cette faveur un droit au titre d'archiducs.

l'Italie, l'Empereur ne pouvait être qu'un vassal du saint-siège.

A Frédéric II, dans ses dernières années, à Conrad IV son fils, les électeurs ecclésiastiques, et l'ordre d'Innocent II avaient opposé Guillaume, comte de Hollande, que la fin prématurée de Conrad laissa, jusqu'en 1257, seul maître de l'Empire.

Après Guillaume, deux candidats étrangers à l'Allemagne partagèrent encore les suffrages des électeurs : Richard de Cornouailles, fils de Jean sans Terre, et Alphonse, roi de Castille, petit-fils de Philippe, l'un des compétiteurs de Frédéric II à l'Empire.

Ni l'un ni l'autre ne devaient en effet gêner l'ambition des grandes familles allemandes, et inquiéter l'Italie.

Durant quinze années, Richard ne parut en Allemagne que quelques instants, pour payer un vain titre des concessions que lui imposaient les électeurs. Alphonse, retenu en Espagne par des troubles intérieurs, ne s'y montra jamais.

A la mort de Richard, il n'y eut pas d'élection. Cet interrègne, et les quinze années précédentes, pendant lesquelles le pouvoir impérial s'annihilait aux mains des vicaires des deux derniers empereurs

absents, avaient été mis à profit en Allemagne comme en Italie. Princes souverains, villes dites impériales, tous s'étaient empressés de briser le lien féodal qui les rattachait à l'Empire.

En Italie, dès 1265, Urbain IV avait donné à Charles d'Anjou le titre de vicaire de l'Empire en Toscane. Ce titre, sans valeur réelle pour celui auquel Rome le conférait, était une sorte de manifestation de sa suprématie sur l'Empire. Le redoutable frère de saint Louis, placé à Naples par les papes sur le trône de Frédéric II, teint du sang de Conradin, ne devenait-il pas une sorte de menace que Rome, après l'excommunication, tenait en réserve contre tout Empereur disposé à ressaisir un point d'appui sur le sol italien ?

Au reste, comme l'Empire, le saint-siège venait de subir une vacance de trois ans (1269—1271).

Alphonse de Castille demanda au nouveau pape de confirmer son élection. Grégoire X refusa, déclarant qu'il nommerait d'office un Empereur, si l'Allemagne tardait plus longtemps à faire son choix.

Cette hautaine injonction aux électeurs, ce besoin altier d'une élection sérieuse et définitive s'expliquent donc par les circonstances.

« *Volunt imperatorem*, » écrivait l'évêque d'Ol-

mutz au pape, « *sed potentiam abhorrent.* »

Un empereur ! Ils s'y résignent, mais pourvu qu'il soit faible, que ce ne soit qu'un nom. Car, avec un empereur de fait, avec une main ferme, il faudrait, ici subir des restitutions, là de nouveau ployer le genou.

La puissance, surtout imposée par l'Italie ! D'une part, c'était l'influence sacerdotale, la supériorité de Rome que les électeurs laïques voulaient repousser : ils se rappelaient Frédéric II deux fois excommunié par Grégoire IX, et les exigences incessantes de la papauté. De l'autre, un comte palatin, un duc de Saxe, un marquis de Brandebourg, un roi de Bohême voulaient se soustraire à la prépondérance des trois électeurs ecclésiastiques, les archevêques de Mayence, de Trèves, de Cologne. Mais tous unanimement redoutaient un commun maître.

Telle était, à la diète de Francfort, la disposition des esprits. Les archevêques de Mayence, de Cologne, de Trèves, Louis le Sévère, comte palatin, y comparurent en personne ; Ottocare, roi de Bohême, Henri, duc de Bavière, par des ambassadeurs.

Quelques années auparavant, l'archevêque de

Mayence, Werner (1) de Falkenstein, allant recevoir ses bulles à Rome, avait été escorté à travers les Alpes, par le comte de Habsbourg. A son retour, Werner avait encore trouvé, chez le comte, la plus cordiale hospitalité : il s'était promis de n'être point ingrat, et tint parole.

Quatre candidats furent présentés : Alphonse de Castille ; Ottocare, roi de Bohême ; Rodolphe, comte de Habsbourg, landgrave (2) du Sundgaw et de la haute Alsace ; un comte de Goritz.

Alphonse et le comte de Goritz furent tout d'abord écartés.

Ottocare, de race slave, de race ennemie de l'Allemagne, était en outre trop puissant.

Par son père Albert IV de Habsbourg, mort vers

(1) A une époque où les juifs, objet d'une animosité fanatique, étaient livrés aux plus affreux supplices, sous prétexte de profanation des hosties consacrées, d'empoisonnement des puits, d'immolation des enfants, ce sage prélat, résistant à l'entraînement général, se borna à les expulser de son électorat.

(2) Le titre de landgrave ne remonte qu'au x^e siècle ; les possessions et l'autorité qui y étaient attachées, à cette époque, avaient peu d'importance. L'Alsace alors était partagée en deux landgraviats, le haut et le bas, Sundgaw et Nordgaw.

1240 en Palestine, Rodolphe descendait des comtes d'Alsace, souche commune des ducs de Lorraine; par sa mère, Anne de Kibourg, il était parent éloigné de Frédéric qui l'avait tenu sur les fonts de baptême. Armé chevalier, en Italie, par ce prince sous lequel il avait fait ses premières armes, après avoir ensuite servi, en Allemagne, dans les armées d'Ottocare, avec le titre de maréchal (1) du palais, il était revenu habiter les domaines que sa famille lui avait laissés en Suisse, dans la haute Alsace, à Kibourg et en Souabe. Puissant dans ses

(1) *Marescalus, Marscalcus, etc. Equiso, curator vel præfectus equorum, ex germ. march vel marach, equus, et schalch, potens, magister, ut est apud Rhenan., lib. II Rer. Germ. vel famulus, minister, ut apud Cluver. in Germanicâ antiq. lib. I, cap. VIII. Anonymus de nominibus Germanorum: Marschalculus: nullum nomen sædius est corruptum per Italos vel scriptores. Est enim id, quod mehier, seu major, et stalher, qui est magister equitum, ab equitalibus gubernandis: et dicendum ac scribendum fultmerstalhere, id est, major, superior, summus magister equitum, qui est hodie titulus Ducis Electoris Saxonie: ac si non fuisset vox ea corrupta, non esset opus nunc addere archiergmarschalk; sed merstaller, dedisset id, quod Erg vel Archi, cum significet summum magistrum equitum. Quasi vero marschalci vox non ab ipsis Franciæ incunabulis nota esset. Lex salica: Si quis majorem, in-*

montagnes d'Argovie, dans la Suisse allemande, où Zurich, Uri, Underwald et Schwitz l'avaient choisi pour leur préfet ou commandant militaire, il était bien faible et bien pauvre auprès du roi de Bohême, dont les États s'étendaient des bords de la Baltique jusqu'à l'Autriche que ce prince avait eue à un duc bavarois créé par Guillaume de Hollande, jusqu'à la Carinthie et la Carniole, qu'il avait achetées à Ulric, leur duc.

La Bohême, élevée en 1158, par Frédéric Barberousse, du rang de simple duché, au titre de royaume (1), deux ans après l'époque où il faisait de l'Autriche un duché, exerçait alors, sur l'Allemagne, la prépondérance qu'y avaient tour à tour obtenue la Bavière et la Souabe. Des deux concurrents, le plus pauvre devait être et fut élu : *Volunt*

fertorem, sancionem, mariscalcum, stratorem, ... occiderit, etc. Lex Alemann, tit. LXXIX, § 4.

Si marscalcus, qui super 12 caballos est, occiditur, solid. componatur. DUCANGE, *Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis*.

(1) Le titre de roi conféré, le 13 janvier 1158, pendant la diète de Ratishonne, était personnel à Wladislas.

Ce n'est qu'à dater du couronnement de Prémislas, en 1198, que cette dignité exista, en Bohême, sans interruption.

imperatorem, potentiam abhorrent. Il est vrai aussi que le plus pauvre avait été le plus habile.

Pendant les délibérations de la diète, où, avec l'appui de l'archevêque de Mayence, il s'était ménagé celui de l'électeur laïque le plus influent, le comte palatin de Bavière, Rodolphe avait paru exclusivement préoccupé d'une querelle contre l'évêque de Bâle, qu'il assiégeait dans cette ville. Mais sans doute, il n'était pas resté étranger aux manœuvres par lesquelles Louis de Bavière avait été appelé à décider seul de l'élection. Déjà la décision, approuvée à l'unanimité par la diète, malgré les protestations des représentants d'Ottocare et d'Alphonse, était connue au camp de Bâle, quand le comte de Pappenheim, maréchal de l'Empire, y vint la notifier.

Devant l'envoyé de la diète, Rodolphe parut hésiter; mais, vingt jours après, l'archevêque de Mayence le couronnait à Aix-la-Chapelle.

Au moment où les grands feudataires de l'Empire devaient recevoir une nouvelle investiture, l'ajournement de cet acte fut demandé, parce que le sceptre de Charlemagne ne se trouvait pas dans le trésor de la cathédrale : « Ceci, qui est l'image de Dieu, votre maître et le mien, peut en servir, » dit alors Rodolphe en saisissant sur l'autel le crucifix, devant

lequel toutes les têtes s'inclinèrent. L'interrègne avait cessé.

Né en 1218, au château de Limbourg, dans le Brisgaw, il avait alors cinquante-cinq ans. Marié depuis vingt-sept, sa femme, fille d'un comte de Hohenburg, lui avait donné trois fils et sept filles. Deux de ses filles épousèrent immédiatement, l'une le comte palatin, l'autre le duc de Saxe.

Pendant que des mesures prudemment sévères, en arrêtant les exactions, les brigandages, les usurpations de territoire dont l'interrègne avait été l'occasion, pourvoyaient au premier besoin de l'Allemagne, le nouvel Empereur demandait à Grégoire X son appui « pour l'Empire, plus encore que pour lui-même. »

Écartant, comme la diète, les protestations d'Ottocare et d'Aphonse de Castille, Grégoire confirma l'élection, aux conditions souscrites, en 1220, par Frédéric II, envers Innocent III : ainsi, promesse de ne point toucher au domaine de l'Église et aux fiefs qui en relevaient, surtout à ceux de Naples et de la Sicile que Rome avait donnés à Charles d'Anjou ; promesse de rendre au saint-siège l'héritage de Mathilde ; promesse surtout de se croiser pour la terre sainte.

En 1275, ces conditions furent de nouveau ratifiées à Lausanne. Rodolphe s'y engagea à se faire, l'année suivante, couronner à Rome; et il reçut, des mains de Grégoire, la croix que le pontife portait lui-même en Palestine, quand le suffrage des cardinaux l'avait appelé à la chaire de saint Pierre. Grégoire obtint, du roi de Castille, sa renonciation à ce vain titre d'Empereur, dont il se décorait depuis 1257. Il laissa à Charles d'Anjou, celui de vicaire de l'Empire en Toscane.

L'Empire ne pouvait plus être contesté à Rodolphe. Une seule résistance restait à vaincre, celle d'Ottocare.

A la pacifique intercession de Grégoire X, le roi de Bohême avait répondu par la défense au clergé bohémien de payer la dime.

Sommé trois fois par Rodolphe de venir à Augsbourg lui prêter hommage devant la diète; sommé par la diète elle-même non-seulement de prêter hommage, mais de rendre au domaine impérial l'Autriche, la Carinthie et la Carniole: « Je ne dois rien à Rodolphe, dit-il, je lui ai payé ses gages; » Ottocare ajoutait que l'Empire n'avait aucun droit sur son patrimoine, sur ses acquisitions, sur ses conquêtes. Mis au ban de l'Empire, il fit pendre les hérauts qui lui avaient signifié l'arrêt.

Le gant ainsi jeté , il essaya toutefois d'attirer à lui cette noblesse allemande qui ne l'avait pas voulu pour chef.

Tandis que le Brandebourg , la Saxe , le Palatinat , la haute Bavière , la Souabe , répondent à l'appel de Rodolphe ; tandis que les Alsaciens et les Suisses accourent sous sa bannière , le dévouement de Mainard , comte du Tyrol , est affermi par l'union de l'un de ses fils à la famille impériale. En Hongrie , un traité avec Ladislas , petit-fils de Béla , qu'Ottocare a dépouillé d'une partie de ses États , le mariage d'une autre fille de Rodolphe et du frère de Ladislas , préparent une puissante diversion. En Carinthie , en Styrie , les populations sont excitées à la révolte contre Ottocare , que vient d'excommunier l'évêque de Saltzbourg , frère du duc , qui avait vendu ces deux provinces au roi de Bohême.

Toutes les troupes d'Ottocare étaient concentrées sur Tôpel , en avant de Prague. L'Autriche , convertie par l'alliance de Henri de Bavière , n'avait reçu que des garnisons moins destinées à repousser une attaque qu'à contenir le pays irrité des vexations des Hongrois.

Rodolphe propose à Henri , pour gendre , Albert

son fils aîné; pour bru, l'une de ses filles, avec la portion de l'Autriche qui touche à Passau. Dès que cette offre acceptée a mis les Bavares dans ses rangs, et lui a ouvert la vallée du Danube, il y entre à la tête de toutes ses forces, s'empare des points qui commandent la rive droite du fleuve, rallie le duc de Tyrol, auquel la Styrie et la Carinthie viennent de se soumettre, investit Vienne, et, avant que du fond de ses montagnes Ottocare ait pu secourir cette capitale, il la force à capituler. Puis, repassant sur la rive gauche du Danube, Rodolphe marche à la rencontre des Bohémiens.

Seul contre toute l'Allemagne, n'osant, avec ses troupes découragées par la vue des succès de l'armée impériale, jouer le reste de ses États dans une bataille dont les chances sont désormais trop inégales, le roi de Bohême demande les conditions du vainqueur : il s'y soumet, et recevra l'investiture de la Bohême et de la Moravie, sous une tente, en présence des seuls électeurs. La cérémonie aura lieu près de Vienne, dans l'île de Camberg.

Triste autorité que celle d'un Empereur aux pieds duquel un des électeurs de l'Empire rougissait d'être aperçu par ses sujets ! d'un Empereur qui consentait à cacher, sous sa tente, la prestation d'hommage de

ce roi dont il avait été le maréchal ! C'est pourtant à ce prix qu'il avait dû acheter la paix avec un de ses grands officiers ! Il ne s'était pas senti la force d'exiger l'hommage au grand jour ; et cela en 1278, cinq ans après son élection !

Ottocare, pour humilier du moins la simplicité de Rodolphe par la splendeur d'une pompe royale, arrive couvert d'or et de pierreries ; mais il ne remporte pas même cette dernière victoire : « Le roi de Bohême a souvent ri de mon pourpoint gris, » dit Rodolphe ; aujourd'hui c'est à mon pourpoint gris de rire de lui. »

En effet, au moment où Ottocare se prosterne devant l'Empereur, les rideaux du pavillon s'abaissent, et tout à coup, aux yeux du peuple et des soldats qui bordaient le Danube, apparaît, à genoux, le fier monarque, tenant ses mains jointes entre les mains de celui qu'il avait si souvent appelé son maître d'hôtel, et dont il allait devenir l'échanson (1).

Ottocare rend donc, au domaine impérial, l'Au-

(1) Ce fait a été contesté, et l'on doit convenir qu'il est peu d'accord avec la modération et la prudence habituelles de Rodolphe.

Quelques auteurs attribuent cette sorte de coup de théâtre à un ouragan.

triche, la Styrie, la Carniole ; à l'évêque de Saltzbourg, la Carinthie ; à Ladislas, tout ce que lui avait cédé Béla.

Le mariage, cette grande habileté de la future maison d'Autriche, intervient au traité : Wenceslas, héritier présomptif de Bohême et âgé seulement de huit ans, épousera l'une des six filles de Rodolphe ; un fils de l'Empereur s'unira à la fille d'Ottocare, avec une dot garantie par la partie de l'Autriche située au delà du Danube.

Affermi dans la possession du pouvoir, Rodolphe s'établit à Vienne où il appela, de Habsbourg, toute sa famille. L'Autriche, depuis la mort du dernier duc de la maison de Bamberg, avait beaucoup souffert des diverses dominations sous lesquelles elle avait passé, lieutenants de l'Empire, comtes bavarois, lieutenants des rois de Hongrie et de Bohême. L'Empereur consacra deux années à rétablir l'ordre dans les parties du duché cédées à Henri de Bavière ou à Ottocare.

Aux villes, aux habitants de la campagne, il accorda des privilèges : à la noblesse, ruinée surtout par le roi de Bohême, il offrit des secours d'argent.

Mais les dons gratuits demandés au clergé, mais

les taxes levées sur le peuple, excitèrent des murmures. L'Allemagne, qui avait vu avec plaisir l'abaissement d'Ottocare, s'effraya de la vigueur du bras qui venait de le briser. Dans ces mécontentements, dans ces craintes, Ottocare crut trouver les chances d'une revanche qu'il méditait depuis le jour de sa soumission ; car ils lui assuraient, sinon l'appui, du moins la neutralité de ceux-là même qui, deux ans auparavant, avaient aidé à l'abattre.

Tous les efforts de l'Empereur, pour prévenir une rupture, furent inutiles.

Plusieurs clauses du traité conclu à Vienne n'avaient pas encore reçu leur exécution. Ottocare refusa nettement de les remplir. Rodolphe, pour l'y contraindre, fait appel à l'Empire. Personne n'y répond, pas même ses gendres, les électeurs de Brandebourg et de Saxe ; pas même l'électeur palatin, qu'il vient de nommer son vicaire général. Henri de Bavière se déclare hautement pour Ottocare dont l'armée, grossie de renforts que lui fournissent la Poméranie, la Pologne, la Bulgarie, paraît sur la frontière d'Autriche.

Vienne, déclarée ville impériale, ayant promis une résistance énergique si elle était attaquée, Rodolphe, avec les levées faites à la hâte dans le duché



et les autres provinces conquises, avec ses Suisses et ses Alsaciens accourus sous la conduite de l'évêque de Bâle, avec les Hongrois de Ladislas, marche résolument à l'ennemi. Des traitres lui offrent d'assassiner son implacable ennemi : indigné, Rodolphe avertit le roi de Bohême, et lui propose une réconciliation. Mais celui-ci repousse avec arrogance ce loyal avis, comme une ruse. On en vient aux mains, et, après une lutte sanglante à Marckfeld, sur les bords de la Morava, à la frontière de l'Autriche et de la Hongrie, les Bohémiens sont mis en déroute, laissant leur roi parmi les morts. Les trésors d'Ottocare, ses États, sa famille, tombent au pouvoir du vainqueur. Un traité de paix, signé à Iglau, avec le margrave de Brandebourg, tuteur de l'héritier de la couronne de Bohême, met les frais de la guerre à la charge de cette couronne, confirme la renonciation d'Ottocare, pour lui et les siens, à toute prétention sur l'Autriche, la Styrie, la Carniole, la Carinthie, et stipule de nouveau le mariage du jeune prince avec la fille de Rodolphe.

Henri de Bavière fut obligé d'échanger, contre quelques villes, au choix de l'Empereur, la partie de l'Autriche qui lui avait été cédée avant sa dernière défection.

Le duché, ainsi complètement reconquis, restait sans maître réel.

Trois prétendants le réclamèrent : une petite-fille du dernier duc de la maison de Bamberg, Louis de Bavière, le comte de Tyrol. Rodolphe acheta les droits de la princesse, et remit indéfiniment les deux autres réclamations à la décision de la diète de l'Empire. Au sein des états du duché, obéissance fut solennellement promise au possesseur que désignerait Rodolphe, et provisoirement il désigna Albert, son fils aîné, dans une diète générale à Nuremberg. Les actes par lesquels Guillaume de Hollande et Richard de Cornouailles avaient disposé de ce grand fief, furent cassés.

L'évêque de Saltzbourg étant mort en 1279, la Carinthie était aussi rentrée au domaine impérial.

Enfin, en 1282, une diète, tenue à Augsbourg, délégua la possession de l'Autriche, de la Styrie, de la Carniole, aux deux fils de l'Empereur, Albert et Rodolphe. Le comte de Tyrol reçut la Carinthie. Ces délégations furent, en 1286, solennellement ratifiées par tous les princes de l'Empire. Albert resta exclusivement chargé de l'administration de l'Autriche. Déjà les comtes de Habsbourg avaient pris rang parmi les plus puissantes maisons de l'Allemagne.

Des promesses faites, en 1275, par Rodolphe à Grégoire X, aucune n'avait été réalisée : Rodolphe ne s'était point fait couronner à Rome; vainement la Palestine l'avait attendu; le saint-siège n'était pas en possession de l'héritage de Mathilde.

Grégoire était mort en janvier 1276. Dans les quatorze mois suivants, trois papes avaient traversé le trône pontifical. Après la défaite d'Ottocare, Rodolphe, du fond de l'Autriche, somma, en 1279, plusieurs villes de Romagne et de Toscane, de lui rendre hommage. Les premières ayant obéi, Nicolas III, le quatrième successeur de Grégoire, déclara l'Empereur violateur de ses engagements envers le saint-siège, et menaça de l'excommunication, si ces engagements n'étaient pas remplis. Rodolphe, dans sa jeunesse, avait, en 1250, pour un couvent brûlé à Bâle, encouru, de la part d'Innocent IV, un premier anathème dont, vingt ans plus tard, ses compétiteurs à l'Empire s'étaient fait une arme contre lui. Il sentit qu'au moment où sa hardie prépondérance en Allemagne excitait tant de jalousies et d'inquiétudes, l'inimitié de Nicolas pouvait lui nuire autant que lui avait servi l'amitié de Grégoire. Entre l'affermissement de son pouvoir dans cette

même Allemagne, entre l'établissement de sa maison en Autriche, et une lutte contre l'Italie, où de si puissants empereurs avaient succombé, où l'autorité impériale d'ailleurs devait être encore plus précaire qu'en Allemagne, il n'hésita pas, et abandonna ce qu'il avait promis en 1275, se contentant, en échange, du titre de sénateur de Rome que Nicolas lui conféra pour un an, et de la renonciation de Charles d'Anjou au vicariat de l'Empire en Toscane. Charles reçut, comme dédommagement, l'investiture des comtés de Provence et de Forcalquier, deux fiefs impériaux dont, à la mort du dernier comte, son beau-frère, il s'était emparé sans l'aveu de l'Empire, sans égard aux droits de Marguerite, femme de saint Louis, et l'aînée de la reine de Naples. Ces arrangements furent scellés par un projet de mariage entre la dernière fille de Rodolphe et le petit-fils de Charles d'Anjou. Pour Rodolphe, ces fiançailles devenaient plus qu'un gage de paix; par sa mère, sœur de Ladislas, l'allié de l'Empereur, le jeune prince napolitain apportait, dans la famille impériale, un titre éventuel à la couronne de Hongrie. Quand le successeur de Nicolas, Martin IV, voulut, en 1280, rendre au roi de Naples son titre de vicaire de l'Empire, Charles le refusa, tout en-

tier alors à ses projets sur Constantinople ; mais les Vêpres siciliennes l'arrêtèrent dans sa marche. Quelques années après , Rodolphe vendit aux cités italiennes qui voulurent bien la payer , une indépendance que l'Empire n'était plus en mesure de leur contester. Plusieurs se refusèrent à ce marché.

En Suisse , comme en Italie , quelques villes avaient été , pendant l'inter règne , enlevées au domaine impérial , entre autres Morat , usurpée par les comtes de Savoie. Rodolphe les réclama en 1283 , et , moitié par la force , moitié par l'intervention du pape Martin IV , elles lui furent rendues.

Au delà du Rhin , le comte palatin de Bourgogne , autre grand feudataire de l'Empire , avait prêté hommage à Philippe le Bel , roi de France. Assiégé dans Besançon par Rodolphe , en 1284 , le comte se reconnut son vassal , et alla recevoir à Bâle l'investiture de ses États.

L'année suivante , l'Empereur reçut l'hommage du comte d'Alost , de Hainaut et de Zélande.

Voilà pour la dignité extérieure de l'Empire.

A l'intérieur , la main de Rodolphe n'était pas moins ferme.

Aussitôt après son élection , son premier soin , comme on l'a vu , avait été le rétablissement de

l'ordre en Allemagne. Électeurs ecclésiastiques et séculiers, princes souverains, ducs ou comtes, villes libres, impériales, ou sujettes, tout fut sévèrement ramené à l'observation des lois de l'Empire trop longtemps oubliées. Vingt-neuf têtes des plus nobles familles, impitoyablement abattues dans la seule Thuringe, parce que ces familles avaient organisé les bandits qui désolaient l'Allemagne (1); soixante et quinze châteaux ou donjons rasés, en une seule année, comme repaires de ces bandits, déposent du trouble profond de la paix publique proclamée à Mayence dès 1235 par Frédéric II, et de la vigueur avec laquelle Rodolphe en poursuivit le rétablissement, dès qu'à son retour il l'eut annoncée, en 1281.

La Bohême, opprimée par le margrave de Brandebourg, avait, en 1283, imploré l'assistance de l'Empereur; Rodolphe, après avoir débarrassé le jeune Venceslas de son farouche tuteur, fit célébrer

(1) On intercédait en faveur des condamnés, on rappelait leur haute naissance : « Non, » répondit l'Empereur, « ce ne sont point des nobles, ce sont d'exécrables brigands, ceux qui oppriment le pauvre et troublent la paix publique. La vraie noblesse est loyale, humaine et juste; elle n'offense et ne dépoille personne. »

à Égra , deux ans plus tard , le mariage du jeune prince et de l'une de ses filles ; mariage convenu dès 1276 , avec Ottocare. En même temps Venceslas reçut l'investiture de la Moravie , et , en 1290 , celle de la Silésie , de la Lusace : le titre d'électeur de l'Empire , enlevé à son père , et la dignité de grand échanson , furent le prix de sa renonciation solennelle à toute prétention sur l'Autriche.

Dans cette même année 1290 , une insurrection éclate en Hongrie contre Ladislas : ce faible roi périt assassiné par des étrangers qu'il avait appelés à son secours. Comme il ne laissait pas d'enfants , Rodolphe déclare que la Hongrie , fief impérial , a fait retour à l'Empire , et il l'adjuge à Albert , son fils , tandis qu'en Italie , son gendre , le petit-fils de Charles d'Anjou , recevait de Nicolas IV la couronne vacante. Mais le vœu des Hongrois ayant désigné André III le petit-fils de l'un de leurs anciens monarques , Rodolphe n'insista pas pour Albert , et laissa au pape le soin de défendre son propre choix.

Berne , ville impériale , s'était depuis longtemps placée sous la protection des comtes de Savoie. Rodolphe ne l'avait pas réclamée en 1285 ; il la réclama cinq ans après , et , sur son refus d'hommage , l'assiégea en personne. Mais le courage des Bernois

le força d'abandonner un siège où Albert devait échouer encore après lui.

Rodolphe, depuis son élection, avait porté seul tout le poids des affaires de l'Empire, et cette unité d'action explique l'énergie d'un pouvoir dont on avait cru qu'il n'userait pas. En outre, dans les actes nombreux de son administration, il avait presque toujours pris le simple titre de roi des Romains, sans doute pour ne pas ajouter, par l'éclat du nom d'Empereur, à l'irritation du mécompte de ceux qui l'avaient choisi pour chef. Quand les grandes diètes conféraient ce titre à un autre qu'à l'Empereur, il devenait, pour le prince qu'elles en avaient revêtu, une sorte de promesse d'élection à l'Empire.

En 1291, Rodolphe le demanda, pour Albert son fils, à une diète qu'il avait, tout exprès, convoquée à Francfort. Son grand âge motivait assez ce partage volontaire de la dignité impériale; mais un pareil père avait rendu Albert trop redoutable : la diète ajourna. A soixante et douze ans l'ajournement était significatif : Rodolphe en fut profondément blessé.

Les ans et les fatigues avaient altéré la santé du vieil Empereur. Après une courte visite à ses domaines héréditaires de Suisse et d'Alsace, à ses

anciens compagnons d'armes, il voulait se rendre en Autriche, pour aider Albert à apaiser une révolte ; ses médecins lui conseillèrent le repos. « Il faut
« alors, leur répondit-il, que j'aille à Spire voir
« mes devanciers !... » Et, à quelques jours de là Rodolphe reposait à Spire, dans le caveau des Empereurs.

Il était mort, à Germersheim, le 15 juillet 1290, dans les sentiments d'une piété fervente, plein d'amour et de reconnaissance pour ce Dieu qui, selon son expression habituelle, l'avait élevé, du chaume de Habsbourg, au trône de l'Empire (1).

Longtemps l'Allemagne regretta en lui ce qu'elle avait appelé sa loi vivante (*lex animata*). Quand elle se sentait blessée par les actes despotiques de plus d'un de ses successeurs : « Ah ! s'écriait-elle, ce n'est pas la loyauté de Rodolphe ! » Cette voix du peuple, cet éloge auquel on ne peut rien ajouter expliquent les grandes choses de son règne. Le respect du droit, dans un temps où la force seule gouvernait, est un trait particulier de la vie toute

(1) Rodolphe est la tige de toutes les maisons souveraines existantes vers le milieu du XVIII^e siècle. Le père Barre a calculé (*Journal des Savants*, mars 1752) que Louis XV descendait de ce monarque de plus de cinquante manières.

guerroyante de Rodolphe; il caractérise l'habile et prévoyante politique mêlée à toutes ses opérations militaires. Devant cet invariable esprit de justice on lui pardonnait une administration sévère. A cette rigidité, d'ailleurs, il avait toujours allié la simplicité extérieure et la douceur des manières, deux mérites qui font surtout vivre, dans la mémoire des masses, la popularité des grands noms.

Rodolphe avait près de six pieds de haut, la taille élancée, la tête petite, le nez long et aquilin, le teint pâle; il était presque chauve. Modeste en ses vêtements, humain, affable, d'un accès facile, il possédait au plus haut degré le charme de la parole; une religion charitable et douce l'animait.

Un jour, des soldats écartaient de lui des pauvres :
« Laissez-les approcher, leur dit-il, je n'ai pas
« été nommé chef de l'Empire, pour être séques-
« tré du reste des hommes. »

Une autre fois, étant à la chasse, il rencontra un prêtre qui portait le viatique. Le chemin était mauvais; l'Empereur mit pied à terre, et donna son cheval au prêtre, en disant qu'il lui siérait mal de s'en servir, tandis que celui qui portait le corps de Jésus-Christ serait à pied.

Un interrègne de près d'une année suivit sa mort

Son fils, Albert d'Autriche, convoitait la couronne. Mais, parmi les électeurs, sa cupidité, son orgueil lui avaient fait plus d'un ennemi; sa puissance les effraya tous.

Un autre prince, Adolphe, comte de Nassau (1), unissait à d'éminentes qualités une faiblesse rassurante, ne possédant au plus que la moitié du comté de Nassau. C'était là, pour un candidat, un immense avantage. Son cousin, l'archevêque de Mayence, l'exploita si activement auprès des électeurs, il intrigua avec tant d'adresse, que, l'élection lui ayant été déférée, Adolphe fut nommé par lui. Zèle, au reste, peu désintéressé; car sous un prince jeune et qui lui devrait le trône, l'archevêque espérait gouverner.

Adolphe, vaillant chevalier, se montra inhabile monarque. En s'efforçant d'étendre, par des actes arbitraires, les domaines de sa maison, il ne tarda pas à indisposer les électeurs. Bientôt le même archevêque de Mayence mit, à l'abattre, autant d'ardeur que naguère à l'élever.

Ces fautes devenaient des armes pour Albert : il s'en servit. Sûr de l'appui du prélat, ce prince ga-

(1) De la branche de Wisbaden et de Weilbourg.

gna le roi de Bohême, les électeurs de Cologne, de Saxe et de Brandebourg. Ce fut à Prague, au couronnement même de Wenceslas, durant des fêtes splendides où cent quatorze mille chevaux furent nourris aux dépens de l'hôte royal, que s'organisa, contre Adolphe, un plan de déposition.

Pour conjurer le péril et calmer les esprits, Adolphe tempère la rigueur de son gouvernement intérieur ; au dehors il renouvelle son alliance avec André, roi de Hongrie, et se lie étroitement avec l'archevêque de Saltzbourg.

Mais dans une diète, tenue à Mayence la même année, on dresse contre lui une ample liste de griefs. Sommé de comparaître et de répondre, l'Empereur refuse ; il est déposé : Albert est élu à sa place.

Cependant la défection ne s'était pas étendue partout : les électeurs de Cologne, de Trèves, les deux frères palatins, un grand nombre d'autres princes, tout le corps des villes d'Empire, restaient fidèles à Adolphe. Le monarque déchu prend les armes. Sans attendre son infanterie, il attaque Albert, avec sa cavalerie seule, à Gelheim, près de Worms. Comme la haine, la lutte fut terrible. Albert avait inventé une sorte de poignard dont il arma

des fantassins d'élite , en leur ordonnant de frapper les chevaux , et de marcher droit à son rival. Les cavaliers d'Adolphe furent culbutés. Les deux Empereurs se joignent au fort de la mêlée. « Ou ma couronne ou ta vie ! » s'écrie Adolphe. « Le ciel va décider ! » répond Albert , et frappé d'un coup de lance au visage , roulant sous son cheval abattu par le choc , Adolphe a perdu la vie , la couronne , la vengeance.

Il importait à Albert de ne laisser aucun doute sur la validité de son élection , de n'être Empereur qu'en vertu d'un titre incontestable. Renonçant donc à ses droits acquis à Mayence , et déposant le sceptre impérial , il se fait élire , une seconde fois , à Francfort , et couronner à Aix-la-Chapelle , par Wichbold , archevêque de Cologne.

Le pape Boniface VIII refusa d'abord de reconnaître l'élection , alléguant qu'Albert avait assassiné son souverain légitime , qu'il était borgne et laid de visage , et qu'il avait épousé une femme de sang de vipère (1), la fille de la veuve de Conrad IV. Mais son vrai motif était l'intime liaison d'Albert et de Philippe le Bel. A peine élu en effet , Albert avait

(1) *Sanguine viperali.*

conclu , à Strasbourg , un traité avec le roi de France , et marié Rodolphe , son fils , à Blanche , fille de Philippe.

Or les démêlés de Boniface avec le monarque français , dans les affaires duquel il s'était imprudemment immiscé , remontaient à 1296 ; ils devinrent cette hostilité violente qui devait se terminer par le soufflet de Nogaret , la captivité et la mort du souverain pontife. S'arrogeant même la qualité de vicaire général de l'Empire , Boniface donna aux ambassadeurs d'Albert leur audience de congé , l'épée au côté , la couronne de Constantin le Grand sur la tête , en leur disant : « *Io son Cesare, io* » « *l'Imperadore* ; C'est moi qui suis César , c'est moi » « qui suis l'Empereur. » Ensuite il somma les électeurs palatins de déposer Albert , et de procéder à une élection nouvelle.

Mais , quelques années plus tard , très-embarassé de ses différends avec la France , et dans l'espoir de le détacher ainsi de Philippe , Boniface reconnut Albert (1). Payant cette déférence par une plus grande encore , ce prince reconnut de son côté , « que l'Empire avait été transféré des Grecs

(1) Bulle du 30 avril 1303.

« aux Allemands par le saint-siège ; que les électeurs tenaient leur droit du pape ; que les Empereurs et les rois tenaient de lui le droit du glaive. »

L'altier pontife triomphait : ce fut alors qu'il ceignit la tiare papale de la seconde couronne.

Cette concession d'Albert était en pure perte ; car bientôt Boniface , après avoir , en moins de trois ans , donné les empires d'Orient et d'Occident , et mis en interdit le royaume de France , mourut.

L'ambition d'Albert ne s'était point fait attendre. Déjà ses armes avaient arraché aux principautés riveraines du Rhin plusieurs concessions importantes : réclamant la Hollande , la Zélande et la Frise , comme fiefs de l'Empire , il les attaque , mais sans succès.

Il lui fallait pourtant une proie.

Se tournant vers la Bohême , à deux reprises , Albert est repoussé. La mort , à défaut de la victoire , lui vient alors en aide. Venceslas IV ayant cessé de vivre , son fils , à peine âgé de dix-sept ans , achète la paix au prix de quelques concessions , et rend hommage pour la Bohême et la Pologne.

Peu de mois après , Venceslas V est assassiné à Olmutz , au moment où il marchait sur la Pologne , pour chasser Vladislas Loketek , dépossédé de la

couronne des Sarmates en 1300 , après quatre ans de règne , par une diète polonaise , remplacé par Venceslas IV , et rétabli sur le trône en 1303 , par le parti contraire à Venceslas. L'assassinat du jeune roi fut imputé à Albert ; son ardeur à s'emparer de la Bohême explique le soupçon. Mais si l'intérêt fut la cause du crime , Loketek , aussi bien qu'Albert , peut l'avoir commis.

Les états du royaume ayant élu Henri , duc de Carinthie , beau-frère du dernier roi , Albert s'empare du pays , et déclare , à la diète de Nuremberg , que , l'ancienne famille royale manquant d'hoirs mâles , la succession lui appartient , en vertu du traité d'Iglau. Poussant ainsi son fils aîné Rodolphe sur le trône , il le marie , en secondes noces , à la reine Élisabeth de Pologne , veuve de Venceslas IV. Mais ce jeune prince meurt dans la même année , règne trop long , si l'on considère les actes qui le troublèrent ; et , malgré les efforts d'Albert pour faire élire son second fils Frédéric , Henri de Carinthie prend une couronne que les états lui avaient déjà décernée.

En 1293 , Adolphe de Nassau ayant acheté du landgrave Albert la Thuringe , avec l'argent de l'Angleterre , les états , indignés de ce scandale qui dé-

pouillait une postérité légitime, pour établir et avantager le fils d'une concubine, avaient refusé de le recevoir : de là une guerre interrompue par la mort d'Adolphe. Albert reprend la lutte, en 1307, contre Frédéric *le Mordu*. Le prix du honteux marché avait été payé ; il en revendiquait les clauses. Mais cette fois la justice triompha : les Impériaux furent défaits à la sanglante journée de Lucca (1), près d'Altenbourg.

Albert se disposait à une éclatante revanche, quand tout à coup un cri de liberté appela son attention sur un autre point.

A cette époque, l'Helvétie était divisée en petites souverainetés, en baronnies, en villes impériales, comme Zurich, Berne, Bâle et Schaffouse; en seigneuries aux mains du clergé, en petits cantons qui se gouvernaient démocratiquement, quoique dépendants de l'Autriche, tels que Schwitz, Uri et Unterwald. A la tête de ces souverainetés diverses étaient les comtes de Savoie et de Habsbourg. Élevés à l'Empire, ceux-ci acquirent le droit de nommer, dans tous les lieux relevant de la juridiction impériale, des baillis pour administrer la justice criminelle.

(1) Ou Lucka, petite ville de la haute Saxe.

Cédant aux ambitieuses instances d'Albert, Rodolphe avait, un moment, aspiré à la souveraineté des seigneuries ecclésiastiques et des baronnies. Ainsi la maison de Kibourg lui céda la ville de Fribourg, l'abbaye de Murbach, la ville de Lucerne, etc. Alarmés de ces extensions, Uri, Schwitz, Unterwald s'engagèrent à ne jamais reconnaître une association étrangère. Le sage Rodolphe, respectant cette opposition d'hommes jaloux de leur indépendance, et qui lui avaient rendu de si grands services, confirma tous leurs privilèges; cet acte fut ratifié par Adolphe. Les esprits étaient donc rassurés.

Mais à peine Rodolphe eut-il fermé les yeux qu'Albert songea à s'emparer des cantons libres de l'Helvétie. Nouvelles alarmes parmi eux; assemblée générale; réorganisation de leur ligue défensive. Ils embrassèrent la cause d'Adolphe. Après une telle manifestation, l'avènement d'Albert devenait pour les cantons une menace, un péril. Bientôt des députés étant venus solliciter, auprès de l'Empereur, la confirmation de leurs privilèges, Albert pour toute satisfaction, annonça qu'il allait modifier la forme de leur gouvernement.

Mais, trop habile pour brusquer cette exécution sans avoir préparé les voies, l'Empereur étend ses

acquisitions et son influence en Suisse. Une fois ces hommes libres traqués comme dans un réseau, il propose aux cantons d'Uri, de Schwitz, d'Underwald, de se laisser incorporer à l'ancien patrimoine des comtes de Habsbourg. Une telle offre ne pouvait qu'être rejetée avec indignation : Albert ordonne à ses baillis ou préteurs de contraindre, à force de vexations, les Suisses à la révolte, se réservant de les dompter ensuite.

Ce fut alors qu'au Grütli, petite prairie du canton de Schwitz, entre Brunnen et Milterstein, au bord du lac des Quatre-Cantons, naquit, le 13 octobre 1307, avec la protection de Dieu, la première ligue des Suisses, sous le patriotique effort de Werner Stauffacher, de Walter Furst, d'Arnoul Melchtal, tous trois inconnus jusqu'alors, depuis tous trois immortels.

Furieux de leur rapide triomphe, Albert accourt, disperse cette héroïque insurrection, et se croit à la veille de l'anéantir ; mais l'anniversaire du jour où, dix années auparavant, il avait tué Adolphe, devait lui être fatal.

Depuis longtemps, Jean, neveu d'Albert, réclamait en vain son héritage en Souabe. Irrité de tous ces refus, il résolut, avec quatre seigneurs, Walter

d'Eschenbach, son gouverneur, Rodolphe de Wart, Rodolphe de Balm et Conrad de Tegelfield, la mort de son oncle.

Mais, soit que l'occasion ou l'audace eussent manqué, le jour fixé n'avait pas vu le crime. Le remords entraîna même l'un des conjurés au tribunal de la confession. La pénitence fut de prévenir Albert; celui-ci, croyant que son neveu voulait l'effrayer, reçut l'avis sans y croire.

Le 1^{er} mai 1308, après la messe, Jean supplia instamment l'électeur de Mayence, et l'évêque de Constance, de plaider encore sa cause auprès d'Albert. L'Empereur manda le jeune prince, et lui indiqua, comme terme de son attente, l'issue de la guerre de Bohême. Le rappelant bientôt, il lui offrit cent chevaux superbes. On se mit à table, et un page apporta des fleurs. Alors Albert se leva, distribua les couronnes, et donna la plus belle à son neveu. Mais l'arrêt de mort était prononcé : s'approchant des trois conjurés : « Il va monter à cheval, avec une faible suite » leur dit tout bas le jeune prince.

Cependant Albert se dirigeait sans crainte vers Rheinfeld, où Élisabeth, sa femme, avait rassemblé les troupes. Dans son cortège, étaient Jean et ses

complices. Arrivés au passage de la Reuss, près de Windisch, les conjurés, sous prétexte de ne point surcharger le bateau, séparèrent le monarque de sa suite ; son fils Léopold resta sur l'autre rive.

Tandis qu'Albert, arrivé sur ses domaines héréditaires, traversait lentement, et le cœur joyeux, les campagnes qui s'étendent au pied des monts que domine Habsbourg, et où brilla l'antique Vindonissa, tout à coup Jean s'élance : « C'est trop attendre ! » s'écrie-t-il ; et, tandis qu'Eschenbach arrête le cheval de l'Empereur par la bride, « Tiens, » dit son neveu en lui enfonçant sa lance dans la gorge, « voilà le prix de l'injustice. » Balm lui fend la tête, Eschenbach le frappe au visage, Wart demeure stupéfait. Albert pousse un grand cri, et tombe noyé dans son sang. Les assassins, les lâches s'enfuient. Une pauvre femme accourt, et s'efforce de relever l'Empereur qui expire entre ses bras. »

C'était dix ans après qu'Albert avait tué Adolphe ! mais du moins en brave, dans une bataille. Avant comme après ce prince, aucun roi ou empereur d'Allemagne n'a péri de la sorte. C'est là une des gloires du caractère national.

Dispersés par la peur ou par le remords, les meurtriers ne se revirent plus. Tous finirent misé-

ramblement. Jean ne devait mourir qu'en 1313, à Pise, confiné dans un couvent d'augustins : Balm, à Bâle, dans un couvent de religieuses : Eschenbach, en Wurtemberg, sous la bure des pâtres qu'il porta trente ans ; Wart fut roué sur le lieu même de l'attentat. Sa malheureuse femme, Adélaïde de Sargans, prise avec lui dans le château, vit mourir son enfant de faim, en prison ; son lait s'était tari. Elle-même, après s'être échappée du cachot, le jour de l'exécution de son mari, fut témoin de ses tortures, et revint mourir de douleur, à la porte de l'église.

Agnès, veuve d'André III, roi de Hongrie, et fille de l'Empereur, éleva, sur le théâtre du crime, l'abbaye de Königsfelden. Noble et pieuse vengeance, si des flots de sang ne l'eussent souillée !

On a prétendu qu'assistant, avec son frère Léopold, au supplice de soixante-trois vassaux de Balm, cette princesse, au milieu des cris des malheureux qui protestaient de leur innocence, osa répéter, avec une atroce joie, la légende de sainte Élisabeth : « A présent, je me baigne dans la rosée de mai. »

Sans aucun doute, Albert valut mieux que sa réputation ; soit préjugé, soit passion, les historiens

n'ont pas été justes envers lui. Tout en flétrissant son arrogance avide, ses vices et ses usurpations, ils auraient dû parler aussi de ses talents guerriers, de ses vertus domestiques, de sa fermeté dans l'exercice du pouvoir suprême, de son habileté à maintenir la tranquillité publique.

Les cinq fils d'Albert (1) succédèrent à toutes ses possessions, mais sans les partager. Aux termes de l'acte d'investiture et du pacte de famille, Frédéric eut l'administration des provinces autrichiennes. Quant aux domaines en Souabe, en Alsace et en Suisse, Léopold, vu le bas âge de ses trois jeunes frères, les gouverna. Sur ces deux têtes reposaient donc alors les destinées de la maison d'Autriche.

Le trône impérial demeura six mois vacant. Frédéric le Bel, duc d'Autriche, fils aîné d'Albert, et Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, roi de France, se le disputaient avec une égale ardeur. Tous deux échouèrent. Philippe avait, sans scrupule, contraint le pape Clément V, siégeant à Avignon, de recommander vivement son frère aux trois

(1) Il avait eu d'Élisabeth vingt enfants, dont six fils. Rodolphe, qui devint roi de Bohême, était mort avant son père.

électeurs ecclésiastiques : mais le souverain pontife se serait bien gardé d'appuyer une aussi formidable candidature. Tout en obtempérant, par une démarche ostensible, aux instances de l'altier monarque, il exhorta secrètement les trois électeurs à repousser l'influence française, et à élire, le plus tôt possible, Henri, comte de Luxembourg, frère de l'électeur de Trèves : cet avis prévalut. C'est le premier Empereur nommé par six électeurs seulement, tous six grands officiers de la couronne : les archevêques de Mayence, Trèves et Cologne, chanceliers ; le comte palatin, de la maison de Bavière d'aujourd'hui, grand maître ; le duc de Saxe, de la maison d'Ascanie, grand écuyer ; le marquis de Brandebourg, de la même maison d'Ascanie, grand chambellan.

Châtier les assassins d'Albert, et confirmer les privilèges des Suisses, tels furent les premiers actes du nouvel Empereur : c'était bien débiter.

A la diète de Spire, pour la première fois, les électeurs se partagèrent en trois collèges, électeurs, princes, villes.

Henri sut faire passer la couronne de Bohême sur la tête de son fils : nouvel échec pour les princes de la maison d'Autriche.

Impatient de relever l'Empire en Italie, il franchit

les Alpes. Guelfes et Gibelins désolaient tout : la cause de l'Empereur et des papes n'était plus qu'un prétexte : la lutte et les haines vivaient de maison à maison. Seulement, parmi les Gibelins, subsistait encore une ombre de respect pour les Empereurs, tandis que les Guelfes, soutenus par les rois de Naples, n'aspiraient qu'à une entière indépendance.

Maître de Milan, Henri y est couronné roi d'Italie avec un diadème d'acier, l'antique couronne lombarde ayant été mise en gage par les Torre, vicomtes de Milan. De là il marche sur Rome, théâtre de meurtres et de pillages : mais déjà Robert, roi de Naples, s'était emparé de la cité Léonine et du Vatican. Ne pouvant l'en chasser, Henri se fait couronner, le 29 juin 1312, dans l'église de Latran, par les trois cardinaux que Clément V avait exprès envoyés d'Avignon.

Chaque jour est ensanglanté par un combat. Alors le même Clément V, qui venait de travailler au couronnement de Henri, lui ordonne, comme au premier vassal du saint-siège, de mettre bas les armes, et de se réconcilier avec le roi de Naples. Loin de tendre la main, par ordre, au roi de Naples, Henri se brouille avec le pape qui aussitôt se jette dans le parti des Guelfes.

Quoique affaibli par le départ des princes d'Allemagne, qui s'étaient retirés après le couronnement, Henri poursuit la guerre ; plusieurs villes toscanes tombent en son pouvoir. Une diète s'ouvre à Pise. Elle met Robert de Naples au ban de l'Empire, comme complice des rebelles, comme ayant empêché le sacre solennel de son souverain Henri VII. A peine instruit de cet arrêt, Clément V prend le royaume de Naples sous sa protection, et lance l'anathème contre quiconque oserait attaquer Robert.

De son côté, l'Empereur s'avance à la tête de ses troupes ; mais, au moment de relever la majesté de l'Empire, il tombe malade, et meurt d'une fièvre pestilentielle à Buonconvento, en Toscane. Dans la crainte sans doute de calomnier la peste, on aime mieux calomnier un prêtre ; et le bruit se répandit qu'un dominicain, Bernard de Montepulciano, confesseur de Henri, l'avait empoisonné en lui administrant la communion. Une déclaration authentique de Jean de Bohême, fils de l'Empereur, a fait justice de cette abominable imputation.

La mort de Henri VII rendit l'espoir du trône aux princes autrichiens. Argent, intrigues, Frédéric, surnommé *le Beau* à cause de la noblesse de ses traits, et Léopold, ne négligèrent rien. Celui-ci avait

servi le défunt Empereur avec autant de courage que de fidélité : en Italie surtout, son dévouement chevaleresque s'était signalé. Pour reconnaître tant de loyaux services, Henri l'avait fiancé à Catherine de Savoie, nièce de sa propre femme. Une fois la route du trône ouverte, Léopold dirigea toutes ses forces, toute son influence, vers l'élection de son frère.

La cause de Frédéric semblait gagnée ; Louis de Bavière s'était même formellement engagé à ne point entraver ce choix : mais le parti anti-autrichien n'était pas non plus demeuré inactif ; et, contre toute attente, malgré la foi promise, Louis de Bavière, après un interrègne de quatorze mois, fut élu à Francfort, tandis que Frédéric l'était aussi tout près de là, en même temps, à Sachsenhausen. Louis fut sacré à Aix-la-Chapelle, par l'archevêque de Trèves ; Frédéric à Bonn, par l'archevêque de Cologne. Les deux compétiteurs en appelèrent au pape qui succéderait à Clément V, et aux armes. Jean XXII devait les mettre d'accord, en cassant les deux élections ; mais cette bulle ne parut qu'en 1323.

Tandis que Frédéric marchait contre Louis, Léopold menaçait l'Helvétie. Les Suisses s'étaient ligués pour la Bavière : n'était-ce pas défendre leur liberté contre l'Autriche ?

Déjà Léopold, se vantant de *fouler bientôt aux pieds ces paysans*, et portant avec lui des cordes pour garrotter leurs chefs, croyait saisir ses victimes ; mais quatre cents pâtres d'Uri, trois cents d'Underwald et sept cents de Schwitz, héros improvisés, écrasèrent, à Morgarten, ces fiers chevaliers tout bardés de fer. A dater du 15 novembre 1315, la servitude disparut pour jamais de ce noble sol.

Ayant vainement ensuite investi Soleure, Léopold signa un armistice avec les trois cantons.

Débarrassés sans gloire de cette guerre sans justice, les ducs d'Autriche se tournèrent contre Louis : durant deux années, l'Allemagne s'épuisa sur les champs de bataille.

Enfin Louis triomphe à la sanglante journée de Muhlendorff. Frédéric est fait prisonnier avec son frère Henri. Dès lors il n'y eut plus qu'un Empereur.

Conduit d'abord au château de Trausnitz et remis ensuite au roi de Bohême, Henri ne redevint libre qu'après la renonciation formelle des princes autrichiens à tout droit sur la Bohême.

Jusqu'à ce moment, le successeur de Clément V était resté neutre entre Louis V et le duc d'Autri-

che. Mais tout à coup, profitant de la faiblesse dont la victoire de Muhldorff avait frappé les deux rivaux, Jean XXII, à titre d'arbitre, casse la double élection, se proclame vicaire de l'Empire, ordonne à Louis de Bavière de déposer les armes avec sa couronne, et de s'en rapporter à la décision suprême du saint-siège. Louis essaye de la prière, mais en vain ; alors les états et l'Empereur en appellent du pape à un concile général.

Frédéric meurt ; ses frères cherchent à susciter un nouveau concurrent. Mais Louis, instruit de leurs menées, accourt d'Italie en Allemagne, et cédant, au domaine autrichien, les villes impériales de Villingen, de Brisach, de Rheinfeld, de Neubourg, il paye de ce prix le repos et l'union de l'Empire.

Bientôt Henri, duc de Carinthie, comte de Tyrol et roi titulaire de Bohême, étant mort sans enfants, le duché de Carinthie échet aux ducs d'Autriche, du chef de leur mère Élisabeth. De là l'implacable haine de Jean, roi de Bohême, contre l'Empereur ; de là bien des maux pour l'Allemagne.

Benoît XII avait succédé à Jean XXII. Moins altier que son prédécesseur, il eût transigé ; mais les cardinaux français et provençaux l'en empêchèrent. Avait-il donc oublié la menaçante animosité

de Philippe de Valois , du roi de Bohême et du roi de Naples contre l'Empereur ? En se réconciliant avec leur adversaire , n'allait-il pas attirer sur sa propre tête toutes leurs inimitiés ? Jean, effrayé, retira sa promesse , et refusa par peur , comme Jean eût refusé par orgueil.

Irrité des inflexibles prétentions du saint-siège , la diète de Rens (1) déclara solennellement, par une pragmatique sanction, que tout prince, élu empereur à la pluralité des suffrages , devait être considéré et obéi comme empereur légitime, non-obstant le défaut de consentement des papes ; en outre que tout ecclésiastique qui soutiendrait le contraire , serait poursuivi et puni pour crime de lèse-majesté. Cette grande mesure fut confirmée dans la diète de Francfort.

Benoît XII étant mort, Clément VI, avec la tiare , prend l'esprit de ses prédécesseurs. Rien de plus humiliant que les conditions imposées par lui à l'Empereur. Louis en réfère aux états assemblés. Tous, électeurs , princes , villes , s'indignent de l'affront fait au chef de l'Empire.

La menace avait été impuissante : Clément re-

(1) Petite ville de l'archevêché de Cologne, sur le Rhin, au-dessous de Coblenz.

court à l'intrigue : une nouvelle assemblée électo-rale ayant déclaré l'Empire vacant, élit le fils aîné du roi de Bohême, Charles, margrave de Moravie. Mais la diète de Spire, tous les États de la haute Allemagne, et la plupart des villes se liguent pour la défense du légitime Empereur, pour le droit contre la fraude. D'ailleurs, quel intérêt pouvait inspirer un prince qui, dégradant la majesté de l'Empire, achetait du pape, par les plus honteuses concessions, une couronne usurpée?

Alors la guerre éclate entre Louis en l'anti-empereur : celui-ci est battu partout. Mais un accident le débarrasse de son redoutable adversaire. Louis tombe de cheval en poursuivant un ours à la chasse, et meurt.

Louis V est le dernier empereur d'Allemagne qui ait soutenu les droits de l'Empire sur l'Italie : moins persécuté par la cour d'Avignon, il eût triomphé.

Après lui, Charles IV occupe seul enfin un trône tant convoité : on a dit de ce prince qu'il avait ruiné sa maison pour acquérir l'Empire, et ruiné l'Empire pour élever sa maison. Un de ses successeurs le qualifiait avec raison de *fléau de l'Empire*, *exitium Imperii*.

Depuis plusieurs années Frédéric le Bel, cette doublure d'Empereur, ses frères aussi, Henri et Léopold, avaient cessé de vivre. Ces morts profitaient à la maison d'Autriche ; car, toutes prétentions à la couronne étant éteintes, le principal litige avec le chef de l'Empire disparaissait.

En 1330, comme on l'a vu, les villes impériales de Villingen, de Brisach, de Rheinfeld et de Neubourg étaient devenues domaines de l'Autriche. Par cette cession, Louis de Bavière avait arrêté les menées des frères de Frédéric.

Ces trois princes n'ayant pas eu d'enfants, les États autrichiens appartenrent à leurs deux frères, Albert et Othon, hommes énergiques, habiles, parfaitement d'accord ; peu à peu l'union entre eux et l'Empereur devint plus intime : chaque fois même que ce monarque devrait se rendre en Italie, ou passerait la forêt de Thuringe, Othon serait son vicaire en Allemagne.

De 1331 à 1334, on voit la Carinthie échoir aux ducs d'Autriche, du droit de leur mère Élisabeth.

Othon était mort, laissant deux fils, Léopold et Frédéric ; Albert en eut la tutelle, et administra en même temps tous les États autrichiens. Impa-

tient d'accroître la puissance de sa maison, il réclama, pour ses pupilles, vers 1340, la basse Bavière, Henri, leur oncle, étant décédé sans enfants mâles. Mais l'Empereur, plus pressé encore, le devança. De là une vive inimitié entre les deux familles ; elle s'amortit sous les querelles survenues entre les maisons de Bavière et de Luxembourg pour la possession du Tyrol.

Jusqu'au dernier moment, Albert était resté fidèle à Louis de Bavière. Ce prince n'étant plus, Albert adopta la cause du nouvel Empereur, et reconcilia même la Bavière avec le Luxembourg. De la sorte, son influence politique allait toujours grandissant.

Mais tandis qu'Albert étendait et consolidait ses possessions du côté de l'Autriche, trois petites républiques, qui déjà avaient humilié l'orgueil de sa maison, ne craignaient pas d'en moreeler les anciens domaines en Suisse.

Tranquille en Allemagne, Albert, tout paralysé qu'il était, prit les armes pour réprimer, en personne, ces mouvements. Mais, malgré tous ses efforts, la ligue suisse demeura debout.

On raconte de lui un trait touchant. Il assiégeait Bâle, lorsqu'un tremblement de terre renversa

presque entièrement la ville. A ce fléau se joignit un horrible incendie ; tout était donc en ruine. Un des conseillers du duc d'Autriche l'exhortant à suivre la voie que lui ouvrait la nature : « A Dieu ne plaise, s'écria Albert, que je veuille frapper ceux que visite la main du Tout-Puissant. » Et il aida les habitants à relever leurs demeures.

Ce prince mourut à Vienne, le 16 août 1558, après une administration de vingt-huit ans ; partout, excepté en Suisse, il avait mérité le surnom de *Sage*.

Rodolphe, l'aîné de ses fils, prit les rênes du gouvernement ; son règne fut court, mais glorieusement mémorable. Bientôt il obtint de Marguerite Maulstasch la cession immédiate du Tyrol. La même année, Rodolphe et ses frères conclurent avec Albert IV, comte de Goritz, une convention qui, plus tard, réunit aux États autrichiens les comtés de Goritz et de Gradisca.

Doué d'une valeur brillante, illustre par ses hauts faits de chevalerie, Rodolphe n'était ni moins ambitieux ni moins habile. Aussi sachant combien la pompe des titres frappait l'esprit des peuples et amplifiait la puissance, il se parait de tous ceux que ses prédécesseurs avaient portés ou seulement même

réclamés. Un splendide appareil de royauté l'environnait. C'est lui qui, offensé de la préséance qu'un article de la bulle d'or donnait aux électeurs sur les autres princes de l'Empire, prit, en vertu de la concession faite par Frédéric Barberousse aux ducs d'Autriche de la ligne de Bamberg, le titre d'archiduc palatin.

Mais une telle tendance ne tarda pas à alarmer le chef de l'Empire et les électeurs. Plusieurs fois Charles le cita devant la diète, avec injonction de renoncer aux titres et armes qu'il s'était arrogés. Rodolphe, supprimant alors le titre de palatin, conserva celui d'archiduc que, plus tard, l'empereur Frédéric III confirma dans la maison d'Autriche.

A la suite de contestations entre les ducs d'Autriche et les patriarches d'Aquilée, Rodolphe prit plusieurs places au patriarche régnant; celui-ci n'obtint la paix qu'en cédant, sans retour, ses conquêtes, ainsi que les possessions de son siège en Styrie, en Carinthie et dans la Carniole, comme en recevant aussi garnison et juge autrichiens dans la capitale du Frioul.

En 1364, Albert IV, comte de Goritz, ayant légué aux ducs d'Autriche, ses États qui comprenaient quelques portions de la Carniole le tout fut réuni à

l'Autriche, de même que l'Istrie et Moëltling (1).

Rodolphe s'était rendu en Italie, pour assister au mariage de son frère Léopold avec Virida, fille de Barnabas Visconti, alliance qu'il avait négociée afin d'étendre son influence ; mais, atteint d'une fièvre inflammatoire, il mourut à Milan, le 27 juillet 1365, âgé de vingt-six ans. Habile dans l'art de gouverner, ami des sciences et des lettres à une époque d'ignorance, ce prince fonda, à Vienne, la seconde université que connût encore l'Allemagne. Bienfaiteur de l'Église, sans être l'esclave du clergé, Rodolphe éleva la majestueuse cathédrale de Vienne, réprima le brigandage, maintint la paix publique et protégea le commerce. On lui doit le célèbre pont de Rapperschwyll, à l'extrémité méridionale du lac de Zurich, gigantesque communication avec les contrées voisines des Alpes.

Un frère de Rodolphe, Frédéric, ayant été tué à la chasse (2) par le baron de Potendorf, toute la maison d'Autriche reposait sur deux princes, l'un de dix-sept et l'autre de quinze ans, Albert et Léopold.

(1) A 5 lieues sud-est de Rudolphsworth.

(2) 10 déc. 1362.

Leur premier soin fut d'obtenir la possession du Tyrol, clef de sûreté pour le passage d'Allemagne en Italie. Un traité, conclu à Scharding, entre eux et la Bavière, leur donna cette place d'armes escarpée, ses mines fécondes, sa population belliqueuse et fidèle.

Mais trop de différence existait entre Albert et Léopold pour que leur union fût durable. L'un était paisible, doux, religieux, lettré; l'autre ambitieux, rapace, prodigue, ne respirant que la guerre. Arrachant bientôt à son frère un nouveau pacte de famille, et ne lui laissant que l'Autriche, il s'attribue, outre les États autrichiens d'Alsace et de Souabe, la Styrie, la Carinthie avec leurs dépendances, la possession exclusive du Tyrol, de Neustadt et de son territoire.

Cette sorte d'anarchie, au sein d'une maison dont jusqu'alors l'union avait fait la plus grande force, devenait un grave danger pour elle. Aussi, quand Léopold pria l'Empereur (1) de consentir au nouvel arrangement, Charles s'empressa-t-il d'y souscrire : « Nous avons longtemps travaillé en vain à

(1) Non-seulement l'indivisibilité des États autrichiens était garantie par l'ancien pacte de famille, mais encore par l'acte d'investiture.

« abaisser la maison d'Autriche , dit-il , et maintenant elle s'abaisse elle-même. »

Tandis que Léopold luttait heureusement contre le célèbre Enguerrand de Coucy, ou qu'enveloppé dans les guerres d'Italie, entre la république de Venise, le roi de Hongrie et la maison de Carrare, il voyait enlever le Trévisan, objet de ses vœux, mais en revanche acquerrait dans Trieste un port sur la côte de l'Adriatique; tandis que, découragé par l'issue malheureuse de cette guerre, par l'échec de son fils Guillaume auquel échappait la couronne de Pologne et par le triste état de ses finances, Léopold ne sortait de cet abattement que pour aller se faire héroïquement tuer par les Suisses à Sempach, comme si le berceau de sa race devait aussi en être le tombeau; Albert III établissait dans l'Autriche une paix profonde, favorisait les sciences et les arts, fondait des chaires de théologie et de mathématiques, accordait de nouveaux privilèges à l'université de Vienne.

Au moment où, embrassant le parti des seigneurs bohémiens contre leur tyran Venceslas, il entrait en Bohême, Albert, tout à coup malade, fut enlevé à l'amour de ses sujets.

En 1386, Léopold mort, Albert III, comme chef

de sa maison, avait repris l'administration de tous les États cédés à la branche cadette. Mais, une fois majeurs, ses neveux lui arrachèrent les domaines dont avait joui leur père : ainsi, Guillaume gouverna la Styrie, la Carinthie, la Carniole et leurs dépendances ; Léopold eut le Tyrol, avec les possessions autrichiennes de Souabe, d'Alsace, d'Helvétie. Ernest et Frédéric, mineurs encore, restèrent en dehors de l'héritage paternel.

Après Albert III, de grandes dissensions s'élevèrent : Guillaume réclamait, à titre d'ainé, l'Autriche ; Albert, son cousin, n'y prétendait pas moins. Une transaction décida que les deux princes gouverneraient conjointement, et qu'au premier mourant succéderait le plus ancien membre de la famille.

De retour d'un pèlerinage à Jérusalem, Albert IV obtint, du roi de Bohême, la confirmation de l'acte de succession éventuelle et réciproque, et de Sigismond, roi de Hongrie, une promesse de la réversion de cette couronne, dans le cas où le prince qui la portait, mourrait sans enfants mâles. Il assiégeait Znaïm, de concert avec Sigismond, quand tous deux furent empoisonnés dans un repas ; Sigismond recouvra la santé ; Albert se fit por-

ter à Closter-Neubourg , où il mourut dans sa vingt-septième année.

Son fils, connu plus tard sous le nom d'Albert V, n'avait alors que sept ans : Guillaume prit sa tutelle, et gouverna l'Autriche avec sagesse et courage jusqu'en 1406, époque de sa mort.

Ici l'hostile espérance de l'empereur Charles IV commence à se réaliser : la maison d'Autriche, en discorde, va s'ébranler.

En effet, n'étant plus contenus par Albert IV ni par Guillaume, les autres princes de cette maison s'abandonnèrent à toutes leurs ambitieuses jalousies. Dès lors, il y eut deux lignes bien distinctes, l'Albertine et la Léopoldine; plus tard cette dernière se partagea en deux branches, celle de Styrie, celle de Tyrol.

Léopold III, Ernest, dit de *Fer*, et Frédéric IV divisèrent entre eux les États de Léopold II. A titre d'aîné, Léopold eut les possessions autrichiennes d'Helvétie, de Souabe et d'Alsace; à Ernest, la Styrie, la Carniole, la Carinthie; à Frédéric, le Tyrol.

Dégoûté des expéditions lointaines par sa mésaventure en Italie, Léopold III ne s'occupait plus que d'affaires intérieures, lorsque la mort de Guil-

laume mit entre ses mains la tutelle d'Albert et l'administration de l'Autriche. Mais la régence étant réclamée par Ernest et par Frédéric, Léopold dut s'associer Frédéric, le plus violent des deux compétiteurs. De là deux factions rivales, n'ayant d'autre but que d'exploiter, à leur profit, la jeunesse d'Ernest; de là des troubles toujours croissants, et, jusqu'à la mort de Léopold, en 1411, une dévorante anarchie.

Mais, après ces périlleuses épreuves, le moment était venu où la maison d'Autriche allait retrouver sa force, et briller d'un nouvel éclat.

Déclaré majeur par l'empereur Sigismond, bien qu'il n'eût que quinze ans à la mort de son oncle Léopold, Albert comprit aussitôt et pratiqua les devoirs du rang suprême. Quand Sigismond, son beau-père, eut cessé de vivre, en instituant pour légataire universel le jeune duc d'Autriche, trois couronnes, en une année, celles de Hongrie, de Bohême, de l'Empire, ceignirent la tête d'Albert, tête assez forte pour les bien porter.

Depuis Albert I^{er}, huit princes avaient passé sur le trône impérial : un fils de ce prince, Frédéric III; quatre de la maison de Luxembourg, Henri VII, Charles IV, Venceslas, Sigismond; un de la mai

son de Bavière, Louis V; un comte palatin, Robert.

Rendu ainsi à la maison d'Autriche, le sceptre n'en devait plus sortir de longtemps.

Albert, par respect pour un serment, crut d'abord devoir refuser l'Empire. En effet, les Hongrois, se rappelant le zèle ardent de Sigismond à Constance, contre les Hussites, et combien les préoccupations de l'Empire détournèrent ce prince des intérêts de leur patrie, avaient fait jurer à Albert de ne jamais accepter ce haut rang. Mais les états du royaume l'ayant relevé de sa promesse, Albert céda aux instances des électeurs. Dans l'administration intérieure de l'Allemagne, il montra une rare sagesse : grâce à lui, une foule d'abus disparurent; le mystérieux, le terrible pouvoir des tribunaux secrets de la Westphalie fut restreint. Pour supprimer le droit de guerre appartenant à chaque prince, Albert traça une division de l'Empire en cercles, généreuse et patriotique ébauche achevée bientôt par Maximilien I^{er}.

Au dehors, sa politique ne fut pas moins habile, soit avec le pape, soit avec le concile de Constance. Approuvant par un acte intitulé *Concordat de la nation allemande*, les règlements stipulés à Bâle

pour la réforme de l'Église, mais inaccessible aux avances des deux partis, il garda, entre eux, une absolue neutralité.

L'Allemagne était paisible et la Bohême pacifiée; mais un déluge de barbares menaçait l'Europe. Les deux grandes blessures de Nicopolis et de Sémendria saignaient encore quand parut Amurat II, digne petit-fils de Bajazet.

Déjà la Servie, déjà le pays des Ratzes sont au pouvoir des Turcs. Albert marche au secours de la Hongrie; mais il meurt en route, après un règne de dix-huit mois, dans toute la force de l'âge; déplorable événement pour ses sujets, pour l'Allemagne entière, pour l'Europe. Un tel homme eût triomphé de l'anarchie, de la guerre civile, des Turcs.

Né posthume, et, par la mort d'Albert son père, héritier du duché d'Autriche, Ladislas fut proclamé roi de Hongrie en naissant, et élu roi de Bohême en 1454.

On déféra la régence à l'empereur Frédéric.

Souverain, à dix-sept ans, de la Hongrie, de la Bohême, de l'Autriche, un long avenir de puissance et de gloire lui semblait promis; la chrétienté rassurée croyait trouver enfin un rempart contre les

Turcs. Mais Ladislas ne se montra pas digne d'une telle espérance.

Tandis que les ottomans assiégeaient Belgrade, il s'enfuit à Vienne, laissant à Jean Huniade Corvin et au cordelier Jean Capistran la gloire de les chasser. Ce fut alors qu'on appliqua au libérateur de Belgrade ces paroles de l'Évangile : *Fuit homo missus à Deo, cui nomen erat Joannes*.

Et comment, le héros n'étant plus, Ladislas acquitta-t-il envers sa mémoire la dette sacrée de l'univers chrétien? En faisant décapiter le fils de Huniade, bien qu'il eût juré, sur la sainte eucharistie, de ne pas poursuivre en lui le meurtrier du comte de Cilly, son grand-oncle; en gourmandant, d'un balcon, la lenteur du bourreau dont le bras faiblissait devant une semblable tête!

A cette nouvelle, toute la Hongrie éclate en malédictions. Craignant un soulèvement, Ladislas, sous prétexte de son mariage avec Madeleine, fille de Charles VII, roi de France, quitte le royaume pour se rendre en Bohême. Mais au milieu de tous les préparatifs de fête, une maladie mortelle l'enlève, à dix-huit ans, en trente-six heures. Devant une fin si prompte, on parla de poison; Bodislas, comme successeur immédiat de Ladislas, fut soupçonné.

Mais un fléau, et non un crime, le mit sur le trône : la peste.

Frédéric IV, quatrième fils de Léopold II, et tige de la branche autrichienne du Tyrol, était né en 1384. Après un partage entre son frère Ernest et lui, Frédéric s'établit à Inspruck. Son caractère entreprenant le compromit bientôt avec les évêques de Coire et de Trente, et avec quelques abbés de ses terres, qu'il maltraitait. Traduit par eux, en 1415, au concile de Constance, il embrassa la cause du pape Jean XXII que le concile voulait déposer ; favorisant même son évasion, il le conduisit à Schaffouse, d'où tous deux se portèrent à Neubourg, sur le Rhin. Irrité de cette démarche, l'empereur Sigismond mit Frédéric au ban de l'Empire ; le concile l'excommunia : on le déclara ennemi de l'Église et traître à l'Empereur ; ses sujets furent déliés de leur serment de fidélité. Tout l'Empire prit les armes.

Bientôt les Suisses, excités par Sigismond et par le concile, enlevèrent à Frédéric l'Argovie, les comtés de Habsbourg, de Lentzbourg, le bailliage de Dietikon, la ville de Mellingen et le comté de Bade.

Néanmoins, avec du courage, Frédéric eût pu rétablir ses affaires. Revenus de leurs première con-

sternation, beaucoup de ses vassaux osèrent envoyer une déclaration de guerre à l'Empereur lui-même ; aussi fidèles que braves, les Tyroliens, les habitants de la forêt Noire , brûlaient de venger leur souverain. Frédéric pouvait compter sur l'argent du pape, sur les secours des ducs de Bourgogne et de Lorraine comme sur l'influence, à défaut de force matérielle, d'Ernest son frère et d'Albert son cousin ; mais malheureusement il ne pouvait pas compter sur lui-même. C'était une de ces pauvres natures que la prospérité enivre, que l'infortune abat.

Sourd à la voix de l'honneur et aux instances du pape, autant que docile aux timides conseils de son parent le duc de Bavière, et du burgrave de Nuremberg, il consumma sa honte, en mai 1445, à Constance. Là, à genoux devant l'empereur Sigismond, en présence des ambassadeurs d'Italie, des principaux pères du concile, des plus puissants princes de l'Empire, il demanda humblement pardon à l'Empereur, s'engagea à lui abandonner tous ses domaines depuis le Tyrol jusqu'au Brisgaw, à lui livrer la personne du pape Jean, et à rester lui-même en otage jusqu'à l'entier accomplissement de ses promesses.

« Révérends pères, » dit alors Sigismond sur son trône, en prenant la main de Frédéric, « vous

« connaissez la puissance du duc d'Autriche : jugez
« par ce spectacle de ce que peut un empereur
« d'Allemagne. »

Frédéric mourut vingt-quatre ans après cette déchéance morale , sans avoir arraché aux Suisses leurs conquêtes , sans avoir acquis d'autre renommée que celle d'un malheur sans gloire.

Sous le règne de Sigismond , son fils (1) et son successeur , la maison d'Autriche perdit toutes ses possessions en Helvétie.

A la suite d'un violent démêlé entre lui et Nicolas de Cusa , cardinal-archevêque de Brixen , les deux parties avaient été citées à Rome : au lieu de s'y rendre , Sigismond poursuivit son adversaire les armes à la main , et le fit prisonnier , le jour même de Pâques , dans le château de Pranneck.

Aussitôt Pie II l'excommunia , en excitant les Suisses à s'emparer de ses États ; jamais conseil ne fut suivi avec plus de déférence.

Touché des malheurs de son cousin , l'empereur Frédéric III s'efforça de le réconcilier avec le saint-siège . Le pape demeurait inflexible. Frédéric s'étant

(1) Issu d'un second mariage avec Anne, fille de Frédéric, duc de Brunswick, qui avait été élu roi des Romains.

abaissé jusqu'à embrasser les genoux du légat, l'anathème fut enfin levé. Mais les Suisses n'en conservèrent pas moins ses dépouilles.

Réduit, en 1468, à acheter d'eux une paix honteuse, Sigismond, qui ne pouvait payer la somme stipulée, résolut de recommencer la guerre. Pour lier à sa cause Louis XI, dont le père avait eu à lutter contre les confédérés, il vint en France, mais sans succès. Se tournant alors vers Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, il lui engagea le comté de Ferrette, le Sundgau, l'Alsace, le Brisgau, les quatre villes forestières. Pour Charles, qui n'aspirait qu'à s'étendre du côté de la Suisse et à ériger son duché en royaume, l'occasion était favorable. Mais l'habile Louis XI ne tarda pas à enlever l'appui de Sigismond au duc de Bourgogne : la conduite atroce des officiers bourguignons dans les domaines engagés, et les révoltantes exactions du gouverneur Pierre Hagenbach contribuèrent puissamment à cette résolution. Le 11 juin 1474, il traita donc avec les Suisses, par l'entremise du roi de France, et s'allia avec eux contre le duc de Bourgogne. Trois ans après, Charles, déjà deux fois terrassé, à Granson et à Morat, par ces héroïques montagnards, périssait sous leurs coups

dans une bataille devant Nancy , justifiant , jusqu'à la fin , son surnom de *Téméraire*.

Ce fut ainsi que Sigismond rentra en possession de ses domaines , engagés au duc de Bourgogne.

Malgré de fréquents démêlés avec l'empereur Frédéric , il lui offrit un asile quand ce monarque eut été chassé d'Autriche par ce même Mathias Corvin , frère de l'infortuné Ladislas. Pour mieux sceller la réconciliation , n'ayant pas d'enfants , il adopta Cunégonde , fille de Frédéric ; son insensé projet était de la donner en mariage à Albert , duc de Bavière , avec la réversion du Tyrol. Mais , justement indignés , ses sujets se révoltèrent , saisirent ses revenus , rachetèrent les possessions qu'il avait engagées , et le réduisirent à une modique pension. Frédéric avait hautement repoussé l'idée d'un tel mariage. Enfin , le 16 mars 1490, Sigismond remit à l'archiduc Maximilien , son cousin , l'administration de tous ses États , moyennant une pension viagère de cinquante-deux mille florins , et l'entretien de sa maison.

Ce fut là , sans contredit , l'acte le plus sage de tout son règne ; six ans après , il mourut à Inspruck ; ce fut le plus heureux pour ses sujets.

Avec Ladislas *Posthume* qui n'était pas marié ,

et avec Sigismond sans enfants , s'était éteinte la ligne masculine des branches Albertine et Tyrolienne d'Autriche : il ne resta plus que la Styrienne, dont la tige fut Ernest , troisième fils de Léopold , tué à la bataille de Sempach. A cause de sa force de corps et de volonté , on le disait de *Fer*. Cymburge , sa femme , fille de Ziemovitz , duc de Masovie , n'était pas moins remarquable par sa vigueur physique. Selon une tradition populaire , sa main pouvait lui servir de marteau pour enfoncer un clou, et c'est d'elle que les princes autrichiens ont tenu leur lèvre épaisse et saillante. Après un pèlerinage à la terre sainte , Ernest avait fixé sa résidence à Gratz , capitale de la Styrie.

Dans deux mémorables occasions, en 1415, quand l'empereur Sigismond, après avoir mis Frédéric au ban de l'Empire, voulut s'emparer du Tyrol, et en 1418, lorsqu'exploitant la fuite de Frédéric, l'Empereur l'eut de nouveau frappé de la même peine, Ernest lui opposa la plus énergique résistance, non certes par attachement pour son frère, mais dans l'intérêt de sa maison et de sa propre puissance.

Il mourut en 1424, laissant deux fils, Frédéric et Albert. De ce Frédéric, l'un des plus tristes

princes connus, sortit, sans interruption jusqu'à l'extinction de la ligne masculine en Charles VI, une longue postérité d'empereurs.

A peine majeur, Frédéric, comme son père, était allé visiter le saint sépulcre ; à son retour, il gouverna, conjointement avec Albert, la Styrie, la Carinthie, la Carniole ; et, en 1440, les électeurs l'appelèrent au trône des Romains, que Louis, landgrave de Hesse, venait de refuser. Ce refus n'est pas le seul dont l'histoire fasse mention : c'est que depuis longtemps l'Empire était comme une épouse sans dot : il lui fallait un riche mari.

Une fois en possession de ce titre splendide que Frédéric avait hésité à accepter, son premier ennemi sera son frère, qui, pour obtenir un État indépendant, prendra les armes et envahira la Carniole. Ce moyen réussira à Albert : avec les caractères faibles, la violence est d'infailible succès.

Dans la querelle d'Eugène IV et du concile de Bâle, Albert, comme le collège électoral, avait gardé une sage neutralité : Frédéric, au lieu de suivre leur exemple, se hâta de notifier son élection au pape, en le priant de suppléer, par la plénitude de sa puissance apostolique, à ce qu'elle pourrait avoir de défectueux. Eugène, qui croyait trouver là une

occasion d'entraîner l'Allemagne entière dans son parti, accorda tout ; alors Frédéric se fit couronner à Aix-la-Chapelle ; mais la nation germanique ne reconnut Eugène pour légitime pape qu'en 1446.

Deux couronnes manquaient encore à Frédéric, celles de Lombardie et de l'Empire. En 1452, il se met en route pour les recevoir toutes deux à Rome ; car Milan , aux mains de François Sforce, l'attirait peu. Attaqué par des voleurs, Frédéric arrive presque sans vêtements dans cette capitale du monde chrétien où il venait chercher l'hermine royale et un manteau d'Empereur. Sacré, le 15 mars, roi de Lombardie par le pape Nicolas V, trois jours après il reçut, ainsi qu'Éléonore de Portugal, le diadème des Césars, et termina cette cérémonie en donnant l'accolade à plus de trois cents chevaliers sur le pont du Tibre. C'est le dernier Empereur couronné à Rome.

Frédéric se hâta de partir, à la grande satisfaction de Nicolas V, qui jamais ne l'avait laissé seul un moment. Ce pape craignait sans doute que les Romains, fatigués du gouvernement ecclésiastique, n'inspirassent à l'Empereur quelques ambitieuses velléités.

Vers cette époque, Frédéric ratifia le célèbre

concordat germanique qu'il avait dressé, en 1447, avec le cardinal Carvajal, légat du pape, puis fait approuver, le 19 mars 1448, par Nicolas V, et accepter, la même année, par la diète d'Aschaffembourg; concordat qui souleva en Allemagne les plus vives réclamations. On lui reprochait le sacrifice de tous les droits de l'Église nationale.

En créant, à Ferrare, duc de Modène le marquis Borso d'Est, Frédéric ne voulut pas donner des égaux aux aînés de sa maison : aussi, pour bien assurer à ceux-ci la prééminence, érigea-t-il, par lettres patentes du 6 janvier 1453, l'Autriche en archiduché. Tant de prérogatives furent même attachées à cette dignité, qu'il fallait être Empereur pour être plus qu'un archiduc.

Tandis que Frédéric élevait ainsi sa maison, l'aîné des empires s'écroulait. Le pied sur l'héroïque cadavre du dernier Constantin, Mahomet II inscrivait, parmi les ruines de Constantinople en feu, la date sanglante de 1453.

Mais comme pour compenser ce désastre, la Providence envoyait l'imprimerie à la terre. Trois bourgeois, Jean Mentelin, de Strasbourg, Jean Furst et Schœffer, de Mayence, ont changé la face du monde.

Cependant, grâce à la nonchalance de Frédéric, le désordre et les abus allaient toujours croissant. Les électeurs, de plus en plus mécontents, s'assemblèrent en 1467, d'abord à Nuremberg, ensuite à Francfort, le menaçant, s'il ne s'appliquait pas mieux aux affaires de l'Empire, d'élire un roi des Romains qu'ils chargeraient du gouvernement. En même temps, ils lui exposaient les griefs du corps germanique contre le saint-siège (1). Mais ces réclamations furent vaines ; son délié secrétaire, *Æneas Sylvius*, qui bientôt allait devenir le pape Pie II, fit avorter tous les projets de réforme.

Au reste, s'agissait-il de ses intérêts personnels, Frédéric savait vaincre ce déplorable engourdissement. En 1458, *Ladislav Posthume*, roi de Hongrie, de Bohême et duc d'Autriche, étant mort, l'Empereur convoita ces deux royaumes électifs, ainsi que les provinces allemandes. Mais à cette prétention, Guillaume, duc de Saxe, et Casimir, roi de Pologne, tous deux gendres de l'empereur Albert II, opposent les droits de leurs femmes. D'ailleurs, les Bohémiens, les Hongrois peuvent-ils hésiter ? Les uns, par un choix libre et unanime,

(1) On a conservé le cahier de ces griefs.

mettent à leur tête l'illustre Georges Podiébrad ; les autres, le dernier fils du grand Huniade , Mathias Corvin.

Quant à l'Autriche , Frédéric n'est pas plus heureux : il se voit contraint de la partager avec son frère Albert et son cousin Sigismond. Furieux de sentir cette riche succession lui échapper, Frédéric refuse de rendre aux Hongrois la couronne de saint Étienne dont il s'était emparé pendant la minorité de Ladislas. Mathias lui déclare la guerre. Enfin , vers 1464 , en échange de soixante mille florins , il restitue cette relique vénérée , et conclut avec lui un traité de succession éventuelle pour le royaume de Hongrie.

Jusqu'à la diète de Nuremberg en 1467 , les princes s'étaient toujours rassemblés dans la salle des électeurs ; alors , pour la première fois , on sépara les États de l'Empire en trois collèges , les électeurs, les princes, les villes.

Pendant l'année 1469, Frédéric fit un pèlerinage à Rome : son vrai motif c'était d'aviser avec le pape Paul aux moyens d'armer l'Empire contre Podiébrad. Mais Georges mourut au moment où la diète de Ratisbonne songeait à l'élire roi des Romains. Une même pensée avait déjà préoccupé les élec-

teurs réunis à Égra. Frédéric III n'était plus pour l'Empire un chef, mais un fardeau : tous n'aspiraient qu'à le déposer.

Sa maison trouva dans un mariage une ample compensation à tous les affaiblissements d'un tel règne. En mourant, Charles *le Téméraire* n'avait laissé qu'une fille, la célèbre Marie de Bourgogne. Louis XI la demanda pour le Dauphin Charles VIII : il invoquait les promesses faites par le duc de Bourgogne, après la paix de Neuss. Mais le duc de Clèves, qui aspirait lui-même à cette alliance, fit échouer la négociation ; de là pour l'Europe une guerre de deux cents ans. Louis XI n'était pas de ces prétendants qui se retirent sur un refus : il s'empara de la Bourgogne, de la Picardie par delà la Saône, et des comtés de Flandres et d'Artois, comme de fiefs ouverts, dévolus à la couronne de France.

Pendant ce temps, une démarche solennelle avait lieu à Gand, au nom de l'archiduc Maximilien, fils de l'Empereur. La princesse l'ayant agréé, les États des Pays-Bas, dans une assemblée tenue à Louvain, donnèrent leur consentement. Alors le duc de Bavière, épousant l'héritière de Bourgogne par procuration, entra un moment dans le lit nuptial, armé de toutes pièces au bras droit et à la cuisse droite,

une épée nue couchée entre la princesse et lui. Maximilien arriva ensuite à Gand, mais en si mince équipage, que Marie dut l'habiller à neuf. Il avait alors dix-huit ans.

Cependant la guerre continuait. Traquée dans les Pays-Bas, Marie appelait à elle Maximilien, et Maximilien ne pouvait la secourir. Sourds à ses instances, les princes allemands ne songeaient qu'à leur propre cause. Venir en aide à l'époux de Marie de Bourgogne, c'eût été augmenter la puissance du fils de l'Empereur, peut-être même de son successeur à l'Empire. Or le même esprit subsistait toujours : *Volunt imperatorem, potentiam abhorrent.*

Enfin, c'est hors de l'Empire que Maximilien est réduit à chercher des auxiliaires pour défendre les États de sa femme : ayant trouvé appui à Liège, l'ennemie, la rivale industrielle de la France, le 7 août 1480, il défait les troupes de Louis XI à Guinegate, lieu fatal aux Français ; car Guinegate devait les voir une seconde fois fuyant devant Henri VIII, à la célèbre journée des Éperons, et battus encore par Maximilien empereur, mais pourtant simple volontaire dans l'armée anglaise, pour une solde de cent écus par jour.

Cette bataille n'avait rien décidé : on négocia.

Sous les auspices d'un légat du pape Sixte IV, une trêve de deux ans fut conclue.

Au milieu de tous ces événements, que devenait l'Empereur ? Faute d'hommes, faute d'argent, faute surtout d'énergie, il était condamné au triste rôle de spectateur. Mais du moins, en donnant Marie de Bourgogne à son fils, Frédéric avait préparé l'avenir. Quelques années après, le 16 février 1486, Maximilien fut élu roi des Romains. Comme Frédéric prévoyait l'opposition du roi de Bohême, l'élection avait été aussi prompte que secrète. Maximilien était proclamé avant même que Ladislas ne sût qu'on délibérait. Indigné, il protesta en se préparant à la guerre ; mais une transaction termina le différend. Les électeurs, pour s'excuser de l'irrégularité commise, promirent que désormais les privilèges de la Bohême seraient respectés : alors Ladislas reconnut Maximilien.

Tandis que, par un mariage, l'Empereur élevait ainsi sa maison, il allait se trouver sans États, presque sans asile. La guerre avait recommencé entre lui et le roi de Hongrie. Mathias s'empare de Vienne, et Frédéric court chercher un refuge au fond de l'Allemagne. Avec une suite de quatre-vingts personnes, il errait de couvent en couvent,

répétant sans cesse : *Rerum irreparabilium, summa felicitas, oblivio. Oublier ce qu'on ne peut plus recouvrer, voilà le bonheur suprême* ; comme si la résignation était une vertu de roi !

Maximilien montrait un autre caractère. Attaqué à la fois dans les Pays-Bas par ses propres sujets et par les Français, l'époux de Marie de Bourgogne, le père de Philippe le Beau, le roi des Romains, prisonnier à Bruges, n'avait retrouvé la liberté qu'en promettant le départ de quelques troupes allemandes recrutées à grand'peine, et la paix avec la France.

Durant sa captivité, il désarmait par sa douceur sans faiblesse, par son courage sans jactance, ses plus fougueux ennemis ; libre, loin de manifester aucun ressentiment, il appela sur les insurgés l'indulgence paternelle.

Tranquilles du côté des Pays-Bas, Frédéric et Maximilien songeaient à recouvrer l'Autriche. Ils s'adressèrent à la diète de l'Empire. Mais autant les princes allemands avaient mis de zèle à délivrer le roi des Romains, autant les querelles privées d'une maison de plus en plus redoutable les touchèrent peu : toute intervention fut donc refusée. Le roi de Hongrie offrait d'évacuer l'Autriche moyennant

cent vingt mille ducats. Mais l'Empereur avait foi aux astrologues : or ceux-ci avaient prédit que le monarque hongrois mourrait dans l'année ; il attendait donc , par économie et par indolence. Quant à Maximilien , moins crédule et moins patient , il traita avec Mathias , et obtint , non sans peine , le consentement de son père. La paix fut proclamée : une entrevue devait avoir lieu ; mais la mort de Mathias ne permit pas de ratifier le traité.

Ici les hautes qualités de Maximilien brillent d'un vif éclat. Invoquant devant la diète de Hongrie le pacte de famille , il réclame la couronne ; mais Ladislas , roi de Bohême, l'emporte sur lui. Maximilien prend les armes , chasse en six semaines les Hongrois de l'Autriche , et fond sur la Hongrie. Le 7 novembre 1464 , les deux souverains règlent , à Presbourg , les conditions de la paix. Ladislas renonce à toutes les conquêtes de Mathias en Autriche , et est reconnu roi de Hongrie. Ce titre , Maximilien pourra aussi le prendre. Une somme de cent mille ducats l'indemniserà des frais de la guerre : le pacte de famille est renouvelé.

Entre les mains du père , tout avait dépéri : tout renaît entre les mains de l'actif , du vaillant Maximilien.

Est-ce seulement son exemple qui inspira deux actes de vigueur exceptionnelle à Frédéric? Ou plutôt n'est-ce pas son influence directe? L'année précédente, le vieil Empereur avait repris le Tyrol au duc de Bavière, auquel Sigismond d'Autriche l'avait cédé, et fait rentrer dans le domaine de l'Empire Ratisbonne également usurpée par la Bavière.

Bientôt un cruel affront vint allumer le courroux de Maximilien contre la France. Veuf depuis sept années, il venait d'épouser par procureur, en 1489, Anne héritière de Bretagne : Charles VIII, roi de France, casse d'autorité le mariage, épouse sa vassale, et renvoie l'archiduchesse Marguerite, fille de Maximilien, jusqu'alors élevée en France comme reine future (1) : coup d'autant plus cruel pour le fils de Frédéric, qu'il avait refusé la main de Béatrix, douairière de Hongrie, et qu'un tel mariage lui eût assuré ce royaume.

Doublement exaspéré, Maximilien, dont l'Angleterre irrite à propos le ressentiment, demande du secours aux diètes de Coblentz et de Constance; vaines instances : les États ne lui accordent que

(1) Conformément aux dispositions du traité d'Arras.

fort peu de troupes et pas d'argent. Déjà il s'est emparé d'Arras, mais les ressources lui manquent. La guerre devenant donc impossible, on signe un traité à Senlis. Charles VIII rend ses conquêtes d'Artois, et Maximilien renonce à Anne de Bretagne.

Revenu en Autriche, bientôt Frédéric avait abandonné à son fils l'administration de tous ses domaines : c'est là son unique ressemblance avec Charles Quint.

L'année suivante, après un règne de cinquante-trois ans, le plus long depuis Auguste, l'Empereur mourut à Lintz.

Certes, bien des torts pèsent sur sa mémoire : ses lâches condescendances pour le pape Nicolas lui ont justement attiré la haine de l'Allemagne, et, pour tout dire en un mot, il déconsidéra le pouvoir. Mais il faut reconnaître aussi que l'Empire dut à Frédéric plusieurs institutions utiles. Jusqu'à lui, non-seulement sous le moindre prétexte les hostilités éclataient entre souverains et villes ; mais les plus minces seigneurs, mais des fédérations d'artisans et de domestiques imitaient ce déplorable exemple. Le droit de défi ou de guerre fut restreint ; la levée du contingent, soumise à des formes régulières. La paix publique reçut de puissantes garanties. Si avec tous

ses défauts Frédéric contribua essentiellement à la grandeur de sa maison, c'est qu'il suppléait à l'énergie par la patience.

Enfin un prince digne de son rang honorait le trône impérial : l'Allemagne changea bientôt de face.

Avant 1477, nulle animosité n'avait existé entre la France et la maison d'Autriche. Mais le mariage de Maximilien avec l'héritière de Bourgogne, la rupture du mariage avec Anne de Bretagne, et l'injurieux renvoi de l'archiduchesse Marguerite, les animèrent d'une haine qui dura trois siècles : des flots de sang inondèrent l'Europe.

Considéré comme le premier potentat de la chrétienté, et servi par des rois, Maximilien pouvait à son gré conférer la dignité royale ; néanmoins il n'avait guère du pouvoir que l'éclat extérieur. Ce splendide cortège de chambellans, d'échansons couronnés qui l'entouraient respectueusement dans les grandes solennités de l'Empire ; ces rois, ces électeurs, lui étaient au moins égaux, sinon supérieurs en puissance. Bien que succédant aux droits de ses prédécesseurs sur les fiefs impériaux de l'Allemagne et de l'Italie ; bien que sa juridiction s'étendit sur les vastes contrées dépendantes de l'Empire, Maximilien ne possédait pas, comme chef du corps ger-

manique, la moindre portion du domaine des anciens Empereurs. Quels étaient ses revenus? Les dons gratuits de la diète; et quant à son autorité comme arbitre suprême de la justice, elle se trouvait restreinte par la juridiction particulière de chaque électeur et de beaucoup de princes dans leurs États.

En fait de titres fastueux, Maximilien n'avait donc rien à désirer; en fait de puissance réelle, beaucoup à recouvrer ou à conquérir. Il le tenta, mais les événements dominèrent sa volonté.

En effet, une ardente fermentation commençait alors l'ébranlement des esprits. Religion, guerre, commerce, littérature, gouvernement, tout tendait à se transformer. En quelques années, l'imprimerie, Luther, la poudre à canon, le nouveau monde! Quelles dates dans l'histoire! Quels phares lumineux dans la nuit des siècles!

L'ère des révolutions s'ouvrait; le genre humain se mit en marche. Du haut de son trône impérial, Maximilien assista aux premiers labeurs de ce vaste enfantement.

C'est à Inspruck qu'il apprit la mort de son père. Une horde de Turcs ravageait la Carniole et la Styrie; marchant contre eux, il les met en fuite, noble et digne avènement.

Mais bientôt celui qui avait été l'époux de Marie de Bourgogne donne sa main à la nièce de Ludovic Sforce, dit le *More*, empoisonneur de Jean Galéas son pupille, et usurpateur à Milan. Une dot de cinq cent mille florins paye cette honteuse alliance. En retour, Maximilien accorde à Ludovic Sforce l'investiture du duché de Milan. Il s'ouvrait ainsi un accès dans les affaires d'Italie. En même temps, il est vrai, Ludovic achetait contre Maximilien l'appui de Charles VIII qui s'empressait d'accepter son argent. Parmi les princes d'Allemagne, à la vue de leur chef descendant jusqu'à la petite-fille d'un soldat de fortune et d'une bâtarde, l'indignation fut grande.

Après son mariage, Maximilien avait remis, à Louvain, entre les mains de l'archiduc Philippe son fils, le gouvernement des Pays-Bas.

Cependant les armes françaises prospéraient en Italie ; les progrès de Charles VIII devenaient menaçants. Déjà même le 31 décembre 1495 au soir, ce prince était entré dans Rome, aux flambeaux, revêtu d'une armure de guerre, en conquérant ; et le pape Alexandre VI avait été soumis aux plus dures conditions. De là, après avoir parcouru le royaume de Naples, il était revenu dans cette capitale, décoré de tous les ornements impériaux.

Pour écarter le danger, une confédération secrète s'organisa entre le pape, l'Empereur, le duc de Milan, le roi d'Aragon, la république de Florence. Maximilien convoqua une diète à Worms. Certes l'occasion de recouvrer les fiefs d'Italie était belle : mais comment tirer les États de leur torpeur ? Perpétuelles invasions des Turcs (1), brillants avantages des Français, rien ne les toucha. Toute leur attention était concentrée sur les maux de l'intérieur ; ils cherchèrent à y remédier par des règlements efficaces et définitifs. Alors fut élaborée la fameuse constitution pour la paix publique. Mais, circonstance bizarre et qui peint bien l'époque, tandis que la diète délibérait sur l'abolition du droit de défi, Claude de Battré, gentilhomme français, arriva à Worms, défiant lui seul tous les Allemands. Un chevalier répond à l'appel, s'élance en champ clos, visière baissée, et terrasse le provocateur : le chevalier, c'était l'Empereur lui-même !

Alors aussi on institua une chambre impériale, pour prononcer souverainement sur toutes les questions civiles entre les États de l'Empire, et sur toutes les causes criminelles intéressant la paix publique ; chambre transférée successivement de

(1) Onze durant le seul règne de Frédéric III !

Francfort-sur-le-Mein, à Worms, à Nuremberg, à Augsbourg, à Ratisbonne, à Eslingen, à Spire, à Wetzlar.

La diète voulut même organiser un conseil de régence (*Reichs-Regiment*) ; mais Maximilien parvint à annuler une mesure qui ne tendait à rien moins qu'à détruire son autorité ! Tout ce que l'assemblée put réaliser de son projet c'est que l'Empereur ne conclurait plus d'alliance au nom du corps germanique, sans le consentement de la diète.

Vers le même temps, Maximilien élevait au plus haut degré la fortune de sa maison, en mariant son fils Philippe à Jeanne, fille de Ferdinand, roi d'Aragon, et d'Isabelle, reine de Castille. Ce jour-là, les royaumes d'Espagne entrèrent dans la maison d'Autriche.

Charles VIII venait de mourir ; Louis XII le remplaçait. L'Empereur, renouvelant ses prétentions sur le duché de Bourgogne, l'envahit avec une armée d'Allemands et de Suisses. Mais au milieu de la campagne ceux-ci l'abandonnent. L'année suivante, il leur déclare la guerre, échoue dans huit combats, et traite avec eux, à Bâle, sous la médiation du duc de Milan.

En 1500, la diète d'Augsbourg, pour assurer la tranquillité publique et l'exécution des arrêts de la chambre impériale, divisa l'Allemagne en six cercles, ceux de Bavière, de Franconie, de Saxe, du Rhin, de Souabe, et de Westphalie. Bientôt, à l'instar de la chambre impériale, Maximilien créa, pour ses États héréditaires, un conseil permanent : telle fut l'origine du conseil aulique.

Impatient de relever, au delà des monts, l'autorité de l'Empire, ce prince voulut recevoir la couronne dans la ville même des Césars. En 1508, il se mit donc en marche. Arrivé à Trente, Maximilien demanda aux Vénitiens passage sur leurs terres, et l'obtint, à la condition de ne pas se faire suivre par son armée.

Cette condition valait un refus. Maximilien met le doge et la république au ban de l'Empire.

Essayant de la force, il pénètre jusqu'à Vicence ; mais, repoussé par l'Alviane, général vénitien, et par Trivulce, gouverneur de Milan pour la France, il essuie une défaite complète sur le territoire de Capoue. Venise enlève l'Istrie et le Frioul à la maison d'Autriche.

Le voyage de Rome devenait impossible. Pour rapporter en Allemagne, sinon une couronne, du

moins un titre, Maximilien prit solennellement le nom d'*Empereur élu*, se le faisant donner dans tous les actes publics et particuliers. Satisfait de la modestie de cette qualification, le pape Jules II la confirma par une bulle expresse.

Représenté, le 10 décembre de la même année, par sa fille Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, Maximilien conclut, avec les ambassadeurs du pape, de Louis XII, de Ferdinand, roi d'Arragon, la célèbre ligue de Cambrai contre les Vénitiens. Mais il s'en détache dès 1512, et en organise une autre avec le pape, l'Espagne, l'Angleterre, contre la France. Ce fut alors qu'on vit le chef de l'Empire volontaire dans une armée anglaise.

Maximilien n'avait pas, un seul instant, perdu de vue l'agrandissement de sa maison; en 1515, il conclut le mariage de Louis, prince de Hongrie et de Bohême, avec sa petite-fille, Marie d'Autriche, et celui de la princesse Anne de Hongrie avec son petit-fils Ferdinand.

Après la bataille de Marignan, François I^{er} s'était emparé de tout le Milanais en une campagne. Pour lui arracher cette belle proie, Maximilien, en 1516, descend par le Trentin : faute d'argent, les Suisses à sa solde se soulèvent. Craignant d'être livré par

eux à l'ennemi, il s'enfuit. Tel fut le résultat final de la fameuse ligue de Cambrai.

Comme on le voit, la pénurie financière de Maximilien explique souvent la mobilité de ses déterminations. Ne pouvant exécuter un plan, il en changeait.

Mais tandis qu'en Europe tout tendait à l'unité monarchique, la vieille unité religieuse de l'Occident allait se rompre. Au principe d'autorité se substituait le principe d'examen : Luthier venait d'apparaître, secouant sur le monde cette robe de moine dont chaque pli contenait une révolution.

Au reste, il avait bien choisi son temps. Le concordat de 1122, entre l'empereur Henri V et le pape Calixte II, en introduisant dans l'Allemagne les élections canoniques, n'avait plus laissé à l'Empereur que le droit des premières prières. Rome alors commença à nommer aux bénéfices; bientôt les plus riches prébendes d'Allemagne furent grevées de réserves, de provisions, de grâces expectatives. Avec plus d'énergie personnelle, et s'il n'eût pas été dominé par son favori Æneas Sylvius, Frédéric III aurait pu, s'appuyant sur le concile de Bâle, restaurer les libertés de l'Église germanique; mais il n'en eut pas même la pensée : les concordats

de 1448 ne firent que river la chaîne. Néanmoins, par un usage modéré de ses droits, le saint-siège les aurait peut-être rendus tolérables aux États d'Allemagne. Loin de là, l'abus devint tel que de vives plaintes furent déférées au chef de l'Empire, mais toujours en vain. A l'infraction du concordat se joignaient d'autres griefs : ce qui blessait le plus les États, c'étaient les exactions du clergé italien en Allemagne. Princes séculiers, princes ecclésiastiques même, tous étaient épuisés ; au nom du pape, on trafiquait scandaleusement des indulgences. Sous Alexandre VI et Léon X, l'abus fut à son comble ; l'Allemagne fit tous les frais du jubilé de 1500, comme elle alimentait la construction de Saint-Pierre de Rome : cinq cent mille ducats étaient prélevés annuellement.

Tout donc favorisait l'altier défi du réformateur.

« Le monde, disait Luther (1), est un grand jeu
« de cartes composé d'empereurs et de princes.
« Voici quelques siècles que le pape gagne toutes
« les parties : c'est à son tour de perdre. Dieu bat
« les cartes, et prenant dans le paquet la plus humble
« de ces cartes, le moine Luther, il s'en sert

(1) *De conversione ad Clericos*, § 20.

« comme d'un *atout* pour battre le pape , conquérant des rois. Luther , c'est l'*atout* de Dieu. »

Maximilien ne haïssait pas les idées neuves et hardies ; désirant d'ailleurs une barrière aux invasions de l'autorité spirituelle , il avait observé , sans trop de peine , les premières attaques. Mais bientôt il changea de sentiment , et pressant Léon X , qui lui-même n'avait d'abord vu dans tout cela qu'une querelle de moines , de mettre un terme à de dangereux débats , il lui offrit sa coopération , et convoqua la diète d'Augsbourg. Cité devant elle , Luther comparait , défend sa doctrine en présence du légat , cardinal de Gaëte , s'évade ensuite pendant la nuit , laissant un acte dans lequel il en appelle du pape mal informé au pape mieux informé , du tribunal de Léon X à un concile libre et général , et rentre triomphalement dans Wittemberg.

Cependant Maximilien , malgré sa démarche auprès du pape , ne s'intéressait plus que fort peu à toute cette lutte ; d'autres intérêts le préoccupaient. Sans attendre même l'arrivée de Luther , il avait prononcé la dissolution de la diète , et était sorti d'Augsbourg. Depuis longtemps sa santé déclinait ; durant les quatre années qui précédèrent sa mort , son cercueil , ce dernier compagnon , le suivait par-

tout ; souvent même Maximilien lui adressait la parole. Atteint d'une fièvre lente , il alla demander à la haute Autriche un air plus favorable, et s'adonna au plaisir de la chasse , son exercice favori. Mais une dyssenterie l'emporta. Près de mourir , l'Empereur avait ordonné qu'aussitôt après l'instant suprême on lui coupât les cheveux , on arrachât ses dents pour les broyer , puis les brûler en public , et que son corps fût exposé toute une journée , afin de mieux témoigner du néant des grandeurs humaines.

Brave , juste , actif , dévoué à sa patrie , ami des lettres , éloquent (1) , tel fut Maximilien. Mais deux taches déparaient ce noble caractère : une mobilité d'esprit , une prodigalité extrêmes. De là des projets effleurés à la course , et de sages entreprises abandonnées , faute d'argent.

Pendant longtemps , il avait même voulu être pape , joignant de plus à l'ambition du pontificat celle de la canonisation.

Néanmoins dans ces expéditions aventureuses ,

(1) Circonstance singulière! Maximilien , qui fut un des hommes les plus habiles dans l'art de persuader par le charme du langage , n'avait commencé à parler qu'à dix ans : jusqu'alors on l'appela le *muet*.

dans ces entreprises non calculées sur les ressources, tout ne fut pas à blâmer. Chef d'un vaste empire, il fallait bien que, comme Charlemagne, Maximilien *en parcourût sans cesse les diverses parties, portant la main partout où l'autorité impériale était menacée*, partout où s'offrait l'occasion d'étendre et d'assurer cette autorité. Mais, mieux établi, Charlemagne avait sur la Germanie et sur la France une action qui manquait à un simple archiduc d'Autriche : aussi, par le pouvoir comme par le génie, est-il resté sur la scène du monde un être à part.

Malgré ses fautes, malgré ses défauts et ses destructeurs, Maximilien occupe dans l'histoire une place éminente. On peut le considérer comme le second fondateur de la maison d'Autriche. Ayant réuni, à force de courage et d'habileté, les États divisés de sa famille, Maximilien régna sur la florissante Bourgogne, dot de Marie, sa première femme ; sur l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tyrol, Goritz, le Frioul, les frontières Welches. En mariant son fils à Jeanne, infante d'Espagne, il fit entrer la monarchie espagnole dans les États autrichiens ; et, par l'union de son petit-fils l'archiduc Ferdinand avec Anne, fille de Ladislas, il légua les couronnes de Hongrie et de Bohême à sa postérité.

Ces judicieux mariages ont inspiré à Mathias Corvin , dit-on , la célèbre épigramme :

Bella gerant alii ; tu, felix Austria, nube :

Nam quæ Mars aliis, dat tibi regna Venus.

Sous beaucoup d'aspects, Maximilien se montra vraiment supérieur à ses contemporains : c'est à lui que l'Empire dut sa constitution, ses lois organiques.

Six mois d'inter règne suivirent sa mort.

Plus que jamais , la couronne impériale excitait l'ardente convoitise des souverains ; car on commençait à comprendre tout le parti qu'en pourrait tirer un homme habile et entreprenant , soit en étendant sa domination en Italie, soit en exploitant ailleurs sa prééminence parmi les princes chrétiens.

Peu de temps avant sa mort , Maximilien , jaloux de conserver cette dignité dans la maison d'Autriche , avait vivement désiré pour successeur son petit-fils Charles , roi d'Espagne. Mais n'ayant pas été couronné par le pape, formalité alors essentielle, il n'était considéré que comme *Empereur élu* ; jamais les chancelleries d'Italie et d'Allemagne ne lui donnèrent que le titre de roi des Romains.

L'histoire d'ailleurs n'offrait aucun exemple d'un roi des Romains recevant un successeur de son vivant ; aussi les Allemands refusèrent-ils à Maximi-

lien une innovation contraire aux constitutions et à l'usage.

Cette dignité, vainement sollicitée d'avance, le petit-fils de Maximilien, archiduc d'Autriche et roi d'Espagne, la brigua ouvertement, dès que son grand-père eut fermé les yeux.

Ce petit-fils devait être Charles-Quint, né, comme pour mieux se l'approprier, avec ce siècle qui allait devenir son premier sujet.

Mais en même temps se présentait un concurrent non moins actif, non moins ardent au but. N'était-il pas dans la destinée de Charles et de François I^{er} d'être toujours rivaux ?

Déjà roi d'Espagne et de Naples, Charles par sa puissance alarme l'Empire ; il le sait, mais se rassure en songeant à toutes les différences qui existent entre le caractère, les mœurs, le gouvernement des Français et des Allemands. Ce qui lui inspire le plus de confiance, c'est la situation même de ses États héréditaires : ne sont-ils pas pour l'Empire une digue naturelle contre le flot ottoman ? Or l'ambitieux Sélim II préoccupait alors vivement l'Europe.

De son côté, François couvre l'Allemagne de ses émissaires.

« Il est bien temps , disent ceux-ci , de prouver
« aux princes de la maison d'Autriche que la cou-
« ronne impériale, élective et non héréditaire, n'est
« point l'exclusif patrimoine d'une seule , d'une ar-
« rogante famille. A une époque et dans un pays
« où des dissentiments religieux enflamment les
« esprits, il faut, à la tête des affaires, un monarque
« déjà éclairé par l'âge et l'expérience. Est-ce un
« jeune prince , n'ayant encore débuté sur aucun
« champ de bataille, qui luttera avec avantage con-
« tre Sélim vieilli dans la victoire ? Tandis que le
« vainqueur des Suisses est là avec sa vaillante épée,
« prêt à réunir l'impétueuse cavalerie française
« à la solide infanterie allemande , pour atteindre
« le Turc jusqu'au cœur de son empire ! »

Ils insistent sur l'incompatibilité de Charles avec une des constitutions fondamentales de l'Empire qui exclut du trône impérial tout prince possédant la couronne de Naples. Enfin, à les entendre, les prétentions de Charles sur le duché de Milan menacent l'Italie d'un ébranlement général ; le contre-coup en agitera l'Allemagne.

A l'appui de ces raisonnements , des deux côtés l'or circule en abondance.

Certes une telle lutte était de nature à éveiller

l'attention des autres princes de l'Europe : car l'élévation d'un de ces redoutables concurrents compromettrait gravement l'indépendance générale. Tous auraient donc dû se réunir contre le danger commun. Soit faiblesse, soit jalousie réciproque, soit inhabileté, il n'en fut pas ainsi.

Les Suisses, par haine pour la France, embrasèrent les prétentions du roi d'Espagne : ils croyaient ainsi se venger de Marignan.

L'intérêt de Venise eût été de lutter contre la double candidature ; mais le ressentiment l'emportant sur la politique, elle se déclara pour le roi de France (1).

De tous les souverains, le plus intéressé à combattre la suprématie de François, comme de Charles, et le plus en état de faire obstacle à leur ambition, c'était Henri VIII, roi d'Angleterre. Mais ce tyran fantasque, qui égorgea deux de ses six femmes, et fit périr dans les supplices soixante et dix mille victimes pour les forcer à croire ou à ne croire pas, ce tigre couronné manquait de persévérance ; de coup d'œil, de sang-froid. En revanche, la vanité tenait une large place dans sa tête. Il se

(1) Robertson, *Histoire de Charles-Quint*.

mit sur les rangs. Mais son ambassadeur, fêté par les princes allemands et par le nonce du pape, ne tarda pas à lui enlever toute espérance de succès. Seulement, il attribuait ce revers au retard de la candidature, précaution adroite qui, en sauvant l'amour-propre de Henri VIII, protégeait la personne du négociateur. En effet, content de sa démonstration, et jugeant sa gloire satisfaite, Henri n'insista pas et attendit, témoin assez indifférent, l'issue du débat. Aux mains d'un tel Empereur, que fût-il advenu de l'Allemagne, de ses luttes religieuses? Entre l'échafaud et le bûcher, les bourreaux eussent manqué à la besogne.

Un seul prince, Léon X, observait les deux prétendants en homme qui les comprenait bien. Convaincu que l'un ou l'autre choix ne pourrait qu'être funeste à l'indépendance du saint-siège, au repos de l'Italie, peut-être même à la liberté de l'Europe, il devait évincer Charles et François, sans toutefois s'attirer leur trop facile vengeance. Rôle périlleux, supérieurement conçu, mais maladroitement rempli : le nonce ne fut pas digne du pape.

Enfin les électeurs s'assemblèrent à Francfort ;

c'étaient Albert de Brandebourg , archevêque de Mayence ; Herman , comte de Wied , archevêque de Cologne ; Richard de Greffenklaw , archevêque de Trèves ; Louis , roi de Bohême ; Louis , comte palatin du Rhin ; Frédéric , électeur de Saxe ; Joachim I^{er} , marquis de Brandebourg .

Limitier le pouvoir des empereurs , telle avait toujours été la tendance du corps germanique : or , dans les circonstances actuelles , la diète ne pouvait élire l'un des deux monarques , sans violer ce principe salutaire , sans compromettre gravement les plus chers intérêts de la commune patrie . Pour sortir d'embarras , elle offrit ses suffrages à l'électeur de Saxe , Frédéric surnommé le *Sage* , qui , bien digne de ce nom , refusa la couronne ; c'était la mériter . « Oui , sans doute , dans les temps paisibles , disait-il , il nous faut un Empereur qui ne soit pas assez fort pour envahir nos privilèges ; mais ce qu'il nous faut , lors du danger , c'est un chef en état de veiller à notre sûreté . Aujourd'hui l'empire turc , aux ordres d'un valeureux sultan favori de la victoire , nous menace prêt à fondre sur l'Allemagne ; jamais encore la haine de ces barbares n'a été aussi redoutable . Des circonstances nouvelles réclament de nouvelles mesures ; et ce serait

« nous perdre que de rester opiniâtrément attachés à un principe excellent en lui-même, mais funeste en ce jour. Des mains plus puissantes que les miennes doivent recevoir le sceptre impérial ; et j'ajoute que pour tout autre prince de l'Allemagne le fardeau serait trop pesant. Nul parmi nous ne serait assez fort pour tenir tête au terrible ennemi qui s'avance. Que faire donc ? Recourir à l'un des deux rivaux, car chacun d'eux est en état de nous défendre. Mais comme le roi d'Espagne est né en Allemagne (1), qu'il est membre et prince de l'Empire par la succession de son grand-père, et que ses États bordent la frontière la plus exposée aux incursions des Turcs, ses titres à la couronne impériale me

(1) C'est-à-dire dans les Pays-Bas, à Gand.

Les ambassadeurs du roi d'Espagne, pénétrés de l'importance d'un semblable service, envoyèrent à Frédéric une somme d'argent considérable. Mais celui qui venait de refuser une couronne, s'abaisserait-il à vendre son suffrage ?

Les ambassadeurs l'ayant prié de permettre au moins qu'ils distribuassent entre ses courtisans une partie de la somme qui lui était destinée. « Je ne puis, répondit Frédéric, les empêcher de recevoir ce qu'on leur offrira ; mais quiconque aura accepté un seul florin, sera dès le lendemain chassé. »

« semblent mieux établis que ceux d'un prince
« étranger à notre langue , à notre sang , à notre
« pays. D'après ces raisons , je vote pour Charles. »

Un tel exemple entraîna l'assemblée ; Charles fut élu le 26 juin, cinq mois et dix jours après la mort de Maximilien.

Mais pour frein , et sans se contenter d'une promesse verbale , on lui imposa une capitulation formelle (1) ; c'était comme la grande charte des privilèges de l'Empire.

Charles avait appris, à Barcelone , son triomphe avec une joie profonde , et d'un front impassible. Dès lors cette jeune ambition conçut le vaste roman de gloire et de domination qui devait agiter l'Europe, visiter l'Afrique, et finir dans un cloître. Mais occupée de trop d'objets à la fois, elle ne pourra en suivre constamment aucun.

Se révélant dès le premier pas , le nouvel Empereur n'envoya point d'ambassadeur au souverain pontife pour obtenir son agrément , et lui prêter le serment d'obédience usité depuis Othon IV. Léon X n'était-il pas d'ailleurs le partisan , l'allié de François I^{er}, avec lequel ce pape avait signé, en 1515, un

(1) Robertson, *Histoire de Charles-Quint*. Voir pièces justificatives, lettre (A).

concordat fameux par les oppositions qu'il souleva en France?

L'exemple a fait loi. Dans la suite nul Empereur n'a rendu cet hommage au souverain pontife ; et, quand Pie IV somma Maximilien II de revenir à l'antique usage, il ne fit qu'essuyer l'affront d'un refus éclatant.

En même temps, comme roi d'Espagne, Charles prenait, dans tous ses actes et édits, le titre de *Majesté*, porté par les Empereurs depuis Honorius et Théodose, et il l'exigea de ses sujets. A l'homme qui méditait une monarchie universelle ne fallait-il pas les plus hauts témoignages de respect ?

L'Allemagne avait pris ses précautions contre son chef ; l'Espagne crut devoir prendre les siennes ; elle craignait d'être province de l'Empire, entre les mains de quelque vice-roi : Charles, avant de la quitter, dut la déclarer indépendante.

Impatient de commencer son long duel avec François, avant tout, sous prétexte d'une visite à Catherine sa tante, il va à Douvres se lier contre le roi de France à ce Henri, le plus cruel tyran d'Europe, si Christiern II n'eût pas vécu alors. Le nouvel Empereur n'est couronné, à Aix-la-Chapelle, qu'à son retour.

Cette même année 1520, une autre souveraineté prit aussi possession de l'Allemagne ; la réforme avait gain de cause : Luther triomphait de Léon X.

Le 6 janvier 1521, Charles présida en personne sa première diète à Worms. La chambre impériale et le conseil de régence y furent rétablis ; Charles nomme deux vicaires , non de l'Empire , mais de l'Empereur : l'un Ferdinand , son frère ; l'autre, le comte palatin, avec vingt-deux assesseurs.

Déjà il avait cédé à Ferdinand l'Autriche , la Styrie, la Carinthie , la Carniole , toutes leurs dépendances, et bientôt le Tyrol , ainsi que les États situés en Souabe et en Alsace.

Dès lors la maison d'Autriche fut divisée en branche espagnole et branche allemande : l'une eut Charles-Quint pour chef ; l'autre , Ferdinand.

A cette même diète , deux évêques , celui d'Hildesheim et celui de Minden , et les ducs de Brunswick et de Lunebourg , sommés de comparaitre , n'en avaient tenu compte ; mis au ban de l'Empire , ils avaient ri de cet arrêt , et continué entre eux la guerre. Les lois étaient impuissantes ; le fils de Maximilien n'avait encore à cette époque que l'autorité de son père et de son grand-père.

Entre François 1^{er} et Charles-Quint , la situation

d'un pape devenait embarrassante : Léon X traita presque en même temps avec l'un, auquel il promettait Naples , en se réservant Gaëte ; avec l'autre , pour chasser les Français d'Italie, donner le Milanais à François Sforce , et Ferrare au saint-siège. Le haut but de Jules II avait toujours été *di cacciare i barbari d'Italia* : Léon X ne pouvait plus prétendre qu'à s'appuyer sur leurs querelles réciproques. On a qualifié d'intrigante sa politique : lui était-il possible d'en adopter une autre ?

Les premières hostilités éclatèrent en 1521. L'année suivante, Lautrec, gouverneur du Milanais pour la France , vaincu à la Bicoque , perd tour à tour Milan, Pavie, Lodi, Parme, Plaisance. Léon X meurt : Charles place sur le trône pontifical Adrien d'Utrecht, son précepteur : c'était presque s'y placer lui-même.

Sans finances, comme Maximilien, car l'Empire ne lui donnait rien , l'Espagne peu de chose , les mines du Mexique n'envoyaient pas encore un produit bien réglé, et il guerroyait tout à la fois vers les Pyrénées, vers la Picardie, et en Italie : l'Empereur emprunte de l'argent en Angleterre, se ligue avec Henri VIII , avec Venise , Lucques et Florence , contre la France, qu'il partage en idée. Traître envers sa patrie, traître envers son roi, le connétable

de Bourbon passe au service de Charles ; et à Pavie, François perd tout, *fors l'honneur*.

Charles était à Madrid, quand la nouvelle de tous ses bonheurs lui arriva ; François prisonnier suivait de près le message. Dissimulant sa joie, l'Empereur interdit toute manifestation publique d'allégresse :

« Les chrétiens, dit-il très-haut, ne doivent se réjouir que des victoires qu'ils remportent sur les infidèles. »

Après Cannes, Annibal n'avait pas su profiter de sa propre victoire : Charles ne sut pas profiter du triomphe de ses généraux. La fortune l'appelait : si, à la tête de cinquante mille hommes, il lui eût répondu en achevant la conquête de l'Italie, en envahissant la France, l'Europe était à lui. Et cela, dans un moment où la réforme grandissait en Allemagne, où peuples et princes, sous le drapeau de Luther, travaillaient à leur indépendance ! Cette inaction est inexplicable.

Une fois libre, et impatient d'effacer l'affront du traité de Madrid, François I^{er} signe, avec le pape Clément VII, avec l'Angleterre, Venise, Florence et les Suisses, la *Sainte Ligue*. Les effets ne répondront point à la menace.

Manquant d'argent, le connétable de Bourbon

promet à ses soldats près de l'abandonner, le pillage de Rome. Mais il est tué à l'assaut ; l'exécution sacrilège ne s'en accomplit qu'avec plus de fureur ; Goths et Vandales s'étaient montrés moins impies, moins féroces.

Tandis qu'en son nom on assiégeait le pape dans le château Saint-Ange, Charles, toujours en Espagne, ordonnait des processions pour la délivrance du souverain pontife ; mais nul ordre ne vint arrêter ni la licence des vainqueurs, ni la profanation des choses saintes ; triste hypocrisie d'un Empereur et d'un chrétien !

Tout semblait conspirer l'humiliation de Rome.

Irrité de la *Sainte Ligue*, Charles, dans un virulent manifeste dont l'Allemagne fut inondée, reprocha à Clément VII son ambitieuse fourberie. Forts de cette attaque, et apprenant de si haut à ne plus respecter l'autorité pontificale, alors tous les opposants redoublèrent d'audace ; Luther trouva là un puissant auxiliaire. En Suisse, Zuingle soulevait Zurich, Berne, Bâle, Schaffouse, Glaris et Appenzel ; la Suède, le Danemark, l'Angleterre, embrassèrent la réforme ; en France même, Calvin arbora son drapeau.

D'un autre côté, les Turcs s'avançaient toujours.

A Mohatz, cette nouvelle journée de Warua, presque toute la noblesse hongroise avait péri sous le cimeterre de Soliman; le jeune Louis, roi de Hongrie et de Bohême, s'était noyé dans un marais.

De ce désastre devaient sortir pour la maison d'Autriche deux couronnes.

L'archiduc Ferdinand ayant réclamé, à titre d'héritage, la Hongrie et la Bohême, les États, pour concilier les pactes de famille et le droit national d'élection, le choisirent.

Cependant il fallait attaquer les Ottomans et prendre un parti définitif sur les affaires de l'Église. Deux diètes furent successivement convoquées à Spire.

Écrasés à Franchusen en 1525, les Anabaptistes reparaissent à Wurtzbourg. L'électeur palatin les bat : ils renaissent à Utrecht.

En 1529, la nouvelle diète de Spire prononce la peine de mort contre les Anabaptistes. La liberté de conscience est accordée jusqu'à la tenue d'un concile général, à la réserve du dogme de Luther, sur la Cène, qu'on défend de pratiquer et d'enseigner.

Protestation des luthériens : de là le nom de protestants qui du reste ne leur fut donné généralement qu'en 1541. C'est Ferdinand qui avait présidé

la diète et prononcé les divers arrêts. La position critique du régent, comme archiduc d'Autriche, motivait les concessions faites aux protestants.

La Hongrie ravagée, les Turcs avaient pénétré dans ses États jusqu'à Vienne : la ville ne dut son salut qu'à la valeur de Philippe, le *Belliqueux*, frère de l'électeur palatin.

Depuis 1521, Charles n'avait pas quitté l'Espagne, y recevant, au fond de ses palais, toutes les avances de la fortune.

Enfin il arrive en Italie : un traité signé à Barcelone l'a réconcilié avec le pape. Le chef suprême de la chrétienté le couronne roi de Lombardie et Empereur.

De retour en Allemagne, Charles ouvre, le 15 juin 1530, la fameuse diète d'Augsbourg. Les luthériens présentent leur confession rédigée par Mélanchton ; Zuingle, la sienne. Elles sont rejetées ; le grand maître de l'ordre Teutonique, pour avoir embrassé les nouvelles doctrines, est mis au ban de l'Empire.

Dans une autre diète, à Cologne, l'Empereur fait élire Ferdinand, son frère, roi des Romains. Les protestants refusent de reconnaître le nouveau roi. Princes et villes se liguent à Smalkalde, dans le comté

de Henneberg (1). François I^{er} adhère à l'*Union* ; le roi d'Angleterre promet de suivre cet exemple.

En 1532, Charles, menacé par les Turcs, révoque les condamnations prononcées contre les protestants, et leur accorde tout. Appuyé par eux, comme par le pape, il peut opposer cent mille hommes aux Ottomans qui déjà s'étaient avancés jusqu'à Gratz en Styrie, où le sauveur de Vienne, l'intrépide comte palatin, Philippe, les arrête.

Mais, l'année suivante, toujours pressé de se débarrasser des affaires de l'Empire, il retourne en Espagne, laissant au nouveau roi des Romains le soin de contenir l'Allemagne.

Son départ devint le signal d'autres troubles.

Ulric, ce duc de Wurtemberg, chassé, dépossédé de ses États, en 1519, par la ligue de Souabe, demande à celle de Smalkalde sa réintégration. Toujours en action, François I^{er} l'appuyait secrètement. Dans la diète de Wurtemberg, Ferdinand est sommé, comme archiduc d'Autriche, de rendre le duché vendu à Charles-Quint. La restitution se faisant attendre, Philippe le *Magnanime*, landgrave de Hesse, à la tête d'une armée levée avec l'argent de

(1) Cercle de Franconie.

François 1^{er}, s'empare du duché, et le rend à Ulric. Une autre armée, envoyée par Ferdinand, sous la conduite de l'électeur palatin, est battue. Ferdinand ratifie la réintégration d'Ulric, mais sous la condition que, déclaré fief masculin d'Autriche, le Wurtemberg, à défaut d'héritier mâle, fera retour à l'archiduché.

En 1534, les Anabaptistes, expulsés des Pays-Bas et de la Saxe, s'emparent de Munster, et élisent pour roi Jean Bocold, tailleur de Leyde.

Cette même année, Charles, jusqu'alors peu préoccupé de la gloire des armes, parut pour la première fois à la tête de ses troupes. Sans s'illustrer par de grandes victoires, il força néanmoins Soliman à la retraite. Peu de temps après, comme jaloux d'inscrire son nom sur les ruines de Carthage, et de rendre, en vainqueur, à la patrie d'Annibal, la visite guerrière du héros africain à l'Espagne, Charles alla chasser de son repaire le fameux Hayreddin Barberousse. La délivrance de trente-deux mille esclaves chrétiens consacra la prise de Tunis. Expédition au reste plus brillante par son audace chevaleresque que féconde en résultats politiques. C'est trois siècles plus tard que, sur le sol d'Afrique, devaient descendre et s'établir de bien autres conquérants.

Charles revint en Sicile et à Naples, suivi des heureux qu'il avait affranchis, cortège digne d'un grand empereur. Tous, grâce à sa munificence, purent regagner leur patrie; en chantant ses louanges, ils portèrent bonheur à sa renommée.

Alors ce prince régnait à la fois sur les Pays-Bas, sur Naples, la Sicile, la Sardaigne, les États autrichiens en Allemagne, sur les duchés de Milan et de Navarre, qu'il avait conquis.

Soliman était repoussé; Charles avait donné un roi à Tunis, et fermé l'Italie à François I^{er}. Enfin, comme si cette vaste domination eût encore été trop étroite pour un tel maître, la terre connue recula ses limites: devant lui s'ouvrit un nouveau monde.

Du haut de tant de gloires, l'Empereur, sur les instances des protestants, demande à Paul III, successeur de Clément VII, la convocation d'un concile général. Trente est désigné pour siège de l'assemblée. En accédant au vœu des protestants, Charles travaillait sourdement à les désunir.

En 1536, défaite des Anabaptistes près de Munster; leur prophète-roi, Jean de Leyde et ses principaux complices, promenés dans une cage de fer, sont déchirés ensuite avec des tenailles ardentes, et brûlés vifs. Le luthéranisme se fortifie en Allemagne.

L'année suivante, les Turcs reparaissent en Hongrie; Ferdinand est battu entre Bude et Belgrade: heureusement les vainqueurs s'arrêtent. En 1539, révolte des Gantois et leur terrible châtement. C'est Charles qui l'inflige en personne à sa ville natale, après avoir traversé la France, hôte confiant du monarque qu'il avait si durement emprisonné à Madrid, et qu'à Paris il abusait par de fallacieuses assurances.

En 1543, George de Saxe, prince de Misnie et de Thuringe, meurt, deshéritant son frère Henri, luthérien zélé, et ses neveux, s'ils ne rentrent point dans la religion de leurs pères. En ce cas, il donne ses États à la maison d'Autriche. L'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, prennent parti pour les princes ainsi dépouillés. A la voix de Luther, la Misnie, la Thuringe, embrassent la religion nouvelle.

Vainement Charles s'efforce de dissoudre la ligue de Smalkalde. Il ne peut en détacher qu'Albert de Brandebourg. Sans cesse inquiété en Hongrie par les Turcs, il avait publié, le 8 juillet 1541, un *Inhalt* ou *interim* qui garantissait à tous le libre exercice de leur croyance, en attendant la décision du concile.

Cette liberté de conscience , l'Empereur la concédait ou la révoquait selon qu'il était bien ou mal avec le pape et les Turcs.

Une armée impériale vient assiéger dans Bude le compétiteur que Soliman y opposait à Ferdinand d'Autriche. Elle est battue , et la Hongrie occupée par les Turcs.

Ferdinand offre un tribut : à cette proposition , Soliman répond par l'ordre de renoncer à toute prétention sur la Hongrie , et de lui faire hommage de l'Autriche ; humiliante injonction que dévore le frère de l'Empereur.

Au lieu de marcher sur la Hongrie et de l'arracher aux Turcs , Charles se rend en Italie; de là , il débarque à Alger ; vainqueur , il eût soumis tous les États barbaresques à l'Espagne ; mais que deviendrait l'Empire ainsi abandonné ? Charles ne s'en préoccupe point. Toujours et partout l'intérêt espagnol effaçait à ses yeux l'intérêt allemand. Une tempête dissipa ce rêve. Un illustre volontaire avait accompagné l'expédition, le conquérant du Mexique, Fernand Cortez.

L'Allemagne était en feu : la ligue de Smalkalde pressant de toutes parts les princes catholiques , chassait de ses États le duc de Brunswick. Les ar-

mements de François I^{er}, comme ses alliances, menaçaient l'Italie et les Pays-Bas. Partout Charles-Quint se trouvait en échec.

Le 28 janvier 1545, à la demande de l'Empereur, le concile de Trente s'ouvrit. Le moment et le lieu étaient bien choisis. Le moment : Charles, en effet, battu à Cerisoles, glorieuse revanche française de Pavie, avait signé le traité de Crespy : par un article secret, François lui promettait tout son concours pour mettre un terme au schisme de Luther, et pour soutenir les décrets du concile qui allait s'assembler ; de plus, une trêve de cinq ans venait d'être signée entre son frère, comme roi de Hongrie, et Soliman le *Magnifique*.

Le lieu : Trente étant près de l'Allemagne et sur les confins des possessions autrichiennes, l'Empereur pouvait espérer une grande influence sur les décisions du concile. Mais les protestants ayant refusé de s'y rendre, l'assemblée fut suspendue.

L'Empereur toutefois n'avait pas perdu son temps : la division régnait dans le camp réformé. Deux événements mémorables signalèrent l'an 1546 : la mort de Luther, et, comme pour célébrer ses funérailles, la naissance des guerres de religion.

Le 24 avril 1547, Charles gagne sur la ligue de

Smalkalde la bataille de Muhlberg ; fait prisonnier, condamné à mort par Charles seul , sans le concours des États, Jean-Frédéric de Saxe ne conserve la vie, ne recouvre la liberté , qu'en perdant son électorat. Tout en écrasant les protestants par ses armes, l'Empereur affectait de la modération envers les vaincus. A son entrée dans Wittemberg, il s'étonna qu'on eût suspendu l'exercice du culte luthérien , et visitant la tombe du réformateur, il interdit toute insulte : « Je ne fais point la guerre aux morts, » dit-il ; « qu'il repose en paix, il est déjà devant son juge. »

La ligue de Smalkalde était détruite, mais la religion protestante debout. L'Empereur chercha à ramener les religionnaires dans le sein de l'Église, résultat autrement difficile qu'un triomphe sur les champs de bataille.

Le 15 mai 1548, dans la diète d'Augsbourg, aidé de deux évêques catholiques, et d'Agricola théologien luthérien, il publia le fameux *Intérim*, formulaire de foi et de discipline, en vingt-six articles, prescrit en attendant la décision du concile. C'était une transaction : aussi, tous, catholiques et protestants, d'accord sur ce point, la rejetèrent-ils. De part et d'autre on la compara à l'Hénotique

de Zénon , à l'Ecthèse d'Héraclius. Les luthériens qui s'y soumièrent reçurent le nom d'*Adiaphoristes* , c'est-à-dire d'indifférents.

D'autres mesures proposées par l'Empereur n'obtinrent pas plus de succès. Quoiqu'il eût environné l'assemblée d'un immense réseau de troupes , il ne put faire élire son fils roi des Romains. Ce fut durant cette même diète que les Pays-Bas devinrent partie intégrante du corps germanique , sous le nom de cercle de Bourgogne.

Charles avait fait à son pays natal un cruel présent : l'Inquisition.

On croyait l'altier potentat au comble de la puissance ; ses embarras au contraire se compliquaient de jour en jour.

En 1551 , pour assurer l'unité de sa vaste monarchie , il avait engagé Ferdinand à céder le titre de roi des Romains et l'hérédité de l'Empire à Philippe son fils , chargé par lui , en 1549 , du gouvernement de la Flandre , du Hainaut , de l'Artois. Il voulait donner à l'Empire un chef , qui , maître de l'Espagne et de l'or du nouveau monde , pût contenir les princes protestants , et faire tête aux Turcs , aux Bohémiens révoltés. Mais c'était aussi diviser d'intérêt les deux branches de la maison

d'Autriche. De là une rupture entre les deux frères. Sur le refus de Ferdinand, Charles avait demandé sa déposition et l'élection de son fils. Mais ce vœu, les électeurs le repoussèrent ; ceux du palatinat, de Saxe et de Brandebourg, se liguèrent même contre l'empereur avec Henri II de France.

C'est qu'un instinct prévoyant de conservation commençait à révéler le dernier mot de cette insatiable ambition. Les protestants sentaient bien que l'hypocrite tolérance de l'*Intérim* ne tarderait pas à leur être enlevée ; quant aux catholiques, pénétrant les arrière-pensées de Charles, ils comprenaient enfin que l'aider à terrasser les luthériens, c'était se préparer un commun maître.

En outre, catholiques et protestants, tous s'indignaient à la vue du landgrave de Hesse et du vénérable électeur de Saxe, insolemment trainés en triomphe par Charles-Quint de ville en ville.

D'une part, de nobles martyrs de la liberté germanique : à eux le respect, la reconnaissance ; de l'autre, le despotisme espagnol : à lui la haine.

Aussi tout à coup, au moment où Charles, croyant toucher au but, surveillait, à Inspruck, le concile de Trente, et méditait de gigantesques projets contre la France et la Turquie, Maurice, qu'il

avait fait électeur de Saxe, Maurice qu'il attendait comme allié, jette le masque, paraît en ennemi à la tête d'une armée, et marche sur le Tyrol, tandis qu'héritier du trône et des ressentiments de François I^{er}, Henri II (1) envahit la Lorraine, et s'unit avec les Turcs contre l'Empereur.

De son côté, Soliman s'avance à marches forcées sur la Hongrie.

Charles-Quint reçut, à neuf heures du soir, ces tristes nouvelles. Peu s'en fallut même qu'il ne fût surpris dans Inspruck. Par une nuit orageuse, en proie aux douleurs de la goutte, il s'échappa presque seul, porté en litière, à travers des chemins impraticables, et gagna péniblement Villach, en Carinthie. Maurice, après avoir livré au pillage le palais de Charles-Quint, se hâta de rejoindre Ferdinand à Passaw, où étaient assemblés les ambassadeurs de l'Empereur, le duc de Bavière, les évêques de Saltzbourg, d'Eichstadt et de Passaw, les ministres des

(1) Ce prince s'était donné, en plein parlement et même sur des monnaies, le titre de *vengeur de la liberté germanique et des princes prisonniers; libertatis germanicæ et principum captivorum vindex*. Sur son manifeste apparaissait, entre deux poignards, le bonnet de la liberté.

électeurs absents, les députés des princes, villes et bourgs principaux de l'Empire.

Un même danger avait réconcilié les deux frères. Ferdinand, au nom de Charles, Maurice, au nom de tout le corps protestant, ouvrirent la négociation. Mais on ne put s'entendre, et Maurice, reprenant les armes, assiégea Francfort. Bientôt les protestants dictèrent les conditions du traité de Passaw. Charles-Quint venait de céder : c'était le premier pas vers l'abdication.

Tandis que Maurice, après avoir ainsi humilié l'Empereur, l'humilie de nouveau en l'allant défendre en Hongrie contre les Turcs, Charles, tristement rassuré du côté de l'Allemagne, rassemble une armée formidable, et entreprend le siège de Metz que défend François, duc de Guise. Mais la fortune, *qui n'aime point les vieillards* (1), l'avait abandonné.

Trente mille hommes périssent devant la place par le fer, le feu, la contagion. Charles lève le siège, et se dédommage, au printemps, de cet échec, sur Terouane, dans les Pays-Bas, qu'il rase de fond en comble, exploite plus digne d'un Gengis-kan que d'un monarque européen.

(1) Amères paroles de Charles-Quint sur lui-même.

Ruiné malgré les trésors du Mexique, l'Empereur se voit réduit à emprunter deux cent mille écus d'or à Cosme de Médicis, duc de Florence : l'importante principauté de Piombino et l'île d'Elbe, futur asile d'un autre César, sont livrées en gage. Vers l'Italie, une révolte lui enlève Sienne. Le pape Paul IV, son irréconciliable ennemi, se ligue avec la France pour conquérir le royaume de Naples, et excommunie Ferdinand, qui, l'année précédente, devenu acquéreur de la Transylvanie, avait sur un soupçon fait assassiner l'évêque de Waradin, Martinusius, nouveau vayvode.

Le sceptre du monde échappe à ses mains affaiblies.

La pacification de Passaw réclamait une confirmation solennelle. En l'absence de Charles, retenu à Bruxelles par la goutte, Ferdinand ouvre la mémorable diète d'Augsbourg ; sa modération habile y rapproche les esprits.

La liberté de conscience est garantie aux luthériens, mais aux luthériens seuls, à l'exclusion des autres sectes. Ferdinand stipule, au grand déplaisir des protestants, et fait adopter la célèbre *réserve ecclésiastique* ; clause en vertu de laquelle tout bénéficié catholique, ayant embrassé la nouvelle religion, perd son bénéfice qui dès lors est censé

vacant et retourne à la disposition des collateurs.

Tous les États signèrent le recez de cette diète, le 25 septembre 1555.

Aussitôt Paul IV, considérant comme un empiétement sacrilège les concessions faites à la réforme, menaça Charles-Quint et le roi des Romains de les excommunier, s'ils n'annulaient le recez. En même temps, pour anéantir la puissance de la maison d'Autriche en Italie, il proposait à Henri II l'organisation d'une nouvelle *Sainte Ligue*.

Mais tandis que l'horizon politique se chargeait de nuages, et que ce trône si laborieusement élevé semblait prêt à s'écrouler dans une tempête, Charles déçut toutes les haines, déjoua tous les calculs, et s'empara encore une fois de tous les esprits. Miné par le mal, atteint d'une pieuse mélancolie, affligé de la conduite irrespectueuse d'un fils dénaturé qui, déjà possesseur des couronnes de Naples et de Milan, convoitait hautement les Pays-Bas; découragé par les revers, par ses vains efforts pour l'extirpation de la réforme, et pour assurer le sceptre impérial à Philippe; vieillard avant le temps, Charles assemble les États à Bruxelles, le 25 octobre 1555, et remet les Pays-Bas à son fils. Le 13 janvier, il lui cède l'Espagne, le nouveau monde,

toutes ses provinces héréditaires. Après avoir rappelé dans une harangue pompeuse ses immenses travaux depuis l'âge de dix-sept ans, ses guerres en Europe et en Afrique, ses victoires, surtout ses luttes, ses sacrifices pour la cause sacrée de la religion. « Je vous laisse un pesant fardeau, » ajoutait-il avec amertume : « car depuis que je l'ai mis sur mes épaules, pas une heure de ma vie n'a été exempte de soucis et d'inquiétudes. »

Le 7 septembre suivant, il envoie, de Sudbourg en Zélande, le sceptre impérial et la couronne à son frère Ferdinand, avec l'acte de sa renonciation à l'Empire ; s'embarque à Flessingue pour l'Espagne, aborde à Laredo en Biscaye, se jette à genoux en baisant la terre, et s'écrie : « Nu je suis venu au monde, et nu je reviens à toi, mère commune des hommes. Je te voue mon corps ; c'est le seul moyen de reconnaître les biens dont je fus comblé ; » il se retire au monastère de Saint-Just dans l'Estramadure, et bientôt celui qui avait troublé l'univers de sa renommée, meurt au fond d'une cellule.

Après un drame royal de quarante-cinq années, le grand acteur quittait la scène, comme il l'avait remplie, extraordinairement. Vertus et défauts,

tout fut remarquable dans Charles-Quint. Mieux partagé que ses prédécesseurs, il avait, pour points d'appui, l'Espagne et les Indes : l'Archimède couronné souleva le monde (1), mais ne put le soutenir.

Par l'extension de la prérogative royale, il avait, nuit et jour, travaillé à rendre les rois d'Espagne absolus. Ses efforts ne furent pas infructueux ; mais la constitution germanique, se retrempant dans les dangers mêmes qui la menaçaient, acquit, durant ce redoutable règne, sa plus grande force. Ce fut alors que les divers États de l'Europe, contraints par son incessante ambition à des efforts sans relâche, acquirent plus de vigueur dans leur organisation intérieure, connurent leurs ressources et apprécièrent ce dont ils étaient capables. Alors aussi, à l'union et à l'isolement des puissances succédèrent des rapprochements intimes, et bientôt un vaste système politique où chacun prit son rang (2) : de là l'équilibre européen.

Mais cette prépondérance de sa maison et de l'Empire que Charles venait de constituer, Richelieu allait bientôt la déplacer au profit de la France.

(1) A l'apogée de sa puissance la volonté de Charles avait régné sur 13,770 lieues carrées, ou 1,981,355 myriamètres.

(2) Robertson, *Histoire de Charles-Quint*.

Son immense héritage, Charles l'avait partagé d'avance; à son frère Ferdinand (1), tige de la branche allemande de la maison d'Autriche, les couronnes germaniques : à son terrible fils, Philippe II, tout le reste.

Successeur de Charles-Quint, Ferdinand avait envoyé au pape le grand chambellan Gusmann, pour lui annoncer son élection. Mais Paul IV ne daigna pas admettre l'ambassadeur en sa présence, tant il s'indignait qu'on eût osé prendre le titre d'Empereur avant d'en avoir obtenu la permission du saint-siège. N'appartenait-il pas au pape seul de déposer les Empereurs ou de recevoir leur abdication (2)? L'abdication de Charles était donc radicalement nulle. Seul aussi il pouvait absoudre Ferdinand de son traité avec les protestants. D'ailleurs, selon encore l'altier pontife, des électeurs entachés d'hérésie n'avaient pu faire un Empereur. Que Ferdinand, renonçant à l'Empire, s'en rapportât à la suprême décision du saint-siège, tel était l'*ultimatum* romain. Gusmann revint avec cette réponse, non toutefois

(1) Né à Alcalá, le 10 mars 1503; roi de Hongrie et de Bohême en 1527; élu roi des Romains en 1530; Empereur, en 1558.

(2) *Ejeratio et privatio imperii*.

sans avoir protesté contre de si arrogantes prétentions.

Deux ans plus tard, Paul n'étant plus, Pie IV faisait un tout autre accueil aux envoyés de l'Empereur. Mais tous ses efforts, comme ceux de Ferdinand, pour emmener les protestants au concile de Trente, furent inutiles.

La réunion des deux religions occupa constamment le sage et habile chef de l'Empire. Après avoir obtenu du pape pour l'archiduché d'Autriche, la communion sous les deux espèces (1), il avait chargé le savant Cassander (2) d'exposer les articles sur lesquels les deux religions étaient d'accord, et, quant aux autres, de préparer un formulaire qu'on pourrait respectivement adopter.

(1) Sous cette condition qu'il serait toujours enseigné par les prêtres que le calice n'est pas nécessaire aux laïques.

(2) *Consultatio de articulis fidei inter Papistas et Protestantas controversi.*

Né en 1515, dans l'île de Cadsand, et peut-être est-ce de là qu'il a tiré son nom, George Cassander fut un des plus doctes et des plus judicieux théologiens du seizième siècle. Voué tout entier à la recherche de la vérité, il unissait à un vaste savoir une admirable tolérance. En lui l'esprit et le caractère se trouvaient à la même hauteur.

Mais la mort arrêta l'Empereur dans ses projets de conciliation : il emporta au tombeau la paix de l'Église germanique.

Fidèle aux traditions de famille, Ferdinand n'était pas resté stationnaire : successivement il s'enrichit du Wurtemberg, de l'Autriche inférieure et intérieure avec l'Alsace, de la Hongrie et de la Croatie, de la Bohême, d'une grande partie de la Silésie, de la Moravie et de la Lusace, de la seigneurie de Thengen. Plus tard, il est vrai, ce prince dut céder le Wurtemberg au duc Ulric, et une portion de la Hongrie orientale aux Turcs.

C'est sous son règne que tous les évêchés enclavés dans les électors de Saxe et de Brandebourg furent sécularisés.

Par son célèbre testament du 1^{er} juin 1543, Ferdinand appelait ses filles à hériter des royaumes de Hongrie et de Bohême, à défaut des hoirs de ses fils : de cette disposition devait sortir, en 1740, la prétention de Charles VII sur ces royaumes, du chef de l'archiduchesse Anne, fille de Ferdinand I^{er}, mariée à Albert V, duc de Bavière.

La division de la maison d'Autriche en deux branches avait rassuré les princes allemands. Tel était même l'ascendant personnel de Ferdinand sur

les cœurs, que, sans peine, il fit élire roi des Romains Maximilien son fils.

Peu de temps auparavant, ce jeune prince avait été couronné à Prague, comme héritier du royaume de Bohême, et l'année suivante à Presbourg, comme futur roi de Hongrie. Par un bonheur inouï, Ferdinand vit donc, sur la tête de son successeur, ces trois couronnes que les souverains autrichiens s'étaient toujours efforcés de réunir. Sans cesser d'être électif, l'Empire était devenu héréditaire.

Fils du dernier Empereur et d'Anne, héritière de Hongrie et de Bohême, Empereur lui-même en 1564, Maximilien II voulut continuer l'œuvre paternelle : la fusion des deux religions devint son premier soin. Son principe était : « qu'à Dieu seul appartient l'empire sur les consciences. »

Élu roi des Romains le 24 novembre 1562, Maximilien avait été couronné, contre l'usage, à Francfort, le 30 du même mois. Dans cette cérémonie, nulle des formalités prescrites par la Bulle d'or de Charles IV ne fut omise. Ainsi, l'électeur de Brandebourg, comme grand échanson, étant monté à cheval, alla prendre sur une table posée au milieu de la grande place un bassin d'or avec une serviette, rentra dans la salle du festin, et présenta à laver à

l'Empereur et au roi des Romains. Le bassin, la serviette, le cheval furent remis au comte de Zollern, à qui ils appartenaient, en vertu d'un ancien droit. Ensuite l'électeur de Saxe, grand maréchal, montant aussi à cheval, courut à un monceau d'avoine dont il remplit un boisseau d'argent, et le boisseau, ainsi que le cheval, furent remis à Frédéric de Papenheim, vicaire du grand maréchal. Ceci accompli, l'électeur palatin, comme grand maître d'hôtel, vint à cheval à la cuisine, prit deux plats, et, de retour à la salle du festin, descendit de cheval, déposa les deux plats sur la table de l'Empereur, et l'électeur de Saxe porta devant lui un grand bâton. Le cheval avec les plats d'argent furent donnés au vicaire palatin. Ensuite parurent les trois électeurs ecclésiastiques : comme archichanceliers de l'Empire, ils présentèrent les sceaux que l'Empereur leur passa autour du cou.

Sur la place, un bœuf entier, farci de plusieurs autres animaux, fut rôti. On en servit un morceau sur la table du roi des Romains ; le reste fut abandonné au peuple.

Cependant Pie V, loin de céder sur quelques points de pure discipline, exigeait une soumission aveugle aux canons de l'Église : il menaça l'Empe-

reur de le faire déposer par les électeurs catholiques, s'il continuait à se mêler d'affaires spirituelles.

Rome , par d'inflexibles exigences , fit , autant que Luther , la séparation .

Dès la première année de son règne , Maximilien eut à soutenir la guerre contre Soliman. Un seul prince allemand , Auguste , électeur de Saxe , secourut l'Empereur. Les autres s'occupaient de leur affermissement personnel. Les arrangements de religion préoccupaient d'ailleurs tous les esprits.

C'est vers cette époque , en 1566 , que , sous le nom de *Gueux* , surgit la première ligue flamande et hollandaise contre le despotisme espagnol.

Deux ans plus tard , Maximilien accorde aux protestants d'Autriche le libre exercice de leur religion , et envoie en Espagne son frère Charles , archiduc de Gratz , pour adoucir Philippe en faveur des Pays-Bas , dont les princes protestants d'Allemagne fomentent l'insurrection. Le duc d'Albe demande à l'Empereur de lui livrer le prince d'Orange : Maximilien répond que cette question doit être déferée à la diète chargée de la juridiction suprême des Pays-Bas , et reste en dehors de la lutte contre l'Espagne.

En 1575 , Henri de Valois ayant abandonné le

trône de Pologne pour celui de France qui devait lui coûter la vie, l'Empereur prétendit à une nouvelle couronne.

La fortune lui sourit même un moment : une partie de la noblesse embrassa sa cause. Mais appuyé de la majorité, Batori, prince de Transylvanie, triompha.

Plusieurs diètes, à Augsbourg, Spire, Francfort, Ratisbonne, réformèrent nombre d'abus, et assurèrent la juridiction supérieure. Entraîné par un zèle aveugle que n'encourageaient que trop les luthériens, Augsbourg voulut étouffer, à son berceau, la religion de Calvin, en décidant que, hormis les religions catholique et luthérienne, nulle autre ne serait tolérée dans la Germanie. Bien persuadé que ce décret allait devenir pour les différentes Églises protestantes une source de discorde, le cardinal Commendon pressa vivement les États d'y souscrire.

Maximilien mourut pendant la diète de Ratisbonne, emportant avec lui les regrets universels.

« Ce n'est point, disait-il, en rougissant du sang
« hérétique les autels, qu'on honore le Père com-
« mun des hommes. »

Son plus bel éloge est dans l'accord des historiens d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, d'Autriche. Catholiques et protestants, tous célèbrent à l'envi

sa bonté , sa tolérance : tous bénissent en lui un *Titus chrétien*.

Rodolphe II, son fils aîné, lui succéda.

Déjà couronné, du vivant de son père, roi des Romains, de Bohême et de Hongrie, à ces royaumes, ce prince joignit l'Autriche ; il en héritait seul, ses frères n'ayant eu que des apanages. Alors, pour la première fois, la souveraineté exclusive de cet archiduché, depuis qu'il était entré dans la maison de Habsbourg, s'établissait sur la primogéniture. La consécration de ce droit d'aînesse devint très-profitable à la maison d'Autriche : au lieu de partages affaiblissants, c'était l'unité.

Plus que jamais, dans les graves circonstances qui pesaient sur l'Allemagne, il eût fallu un chef habile, un hardi guerrier : ces qualités manquaient au nouvel Empereur.

En 1579, les conférences de Cologne entre le duc d'Arschot, député des Pays-Bas, et Charles d'Arragon, duc de Terra-Nuova, ambassadeur d'Espagne, pour terminer les troubles sous la médiation des quatre commissaires impériaux (1), cessèrent

(1) Les archevêques de Trèves et de Cologne, l'évêque de Wurtzbourg et le duc de Juliers.

après sept mois ; le 4 février , fut conclue la mémorable Union d'Utrecht , d'où allait sortir la république hollandaise.

Cependant le feu des discordes religieuses soufflait avec violence : trois communions chrétiennes se persécutaient. Tel fut d'abord l'effet de la fameuse *Formula concordia* , ébauchée , dans un synode à Maulbronn par les théologiens de Wurtemberg , et terminée par les docteurs saxons au couvent de Bergen , près de Magdebourg ; formulaire qui , plus tard , n'en devint pas moins le grand livre symbolique des luthériens. Dans leur aveugle acharnement , ceux-ci et les calvinistes repoussèrent le calendrier Grégorien , parce que l'astronome Louis Lilius l'avait rédigé sous les auspices du pape Grégoire XIII.

Les Flamands avaient chassé leur gouverneur , l'archiduc Mathias , frère de l'Empereur. Vainement , à la diète d'Augsbourg , en 1582 , Rodolphe voulut-il intéresser le corps germanique à sa querelle.

Bientôt la maison d'Autriche subit un humiliant échec : Étienne Batori , roi de Pologne et duc de Transylvanie , étant mort , les deux concurrents au trône , Maximilien , frère de Rodolphe II , et Sigismond , fils de Jean roi de Suède , et de Catherine de

Pologne, sœur du roi Sigismond-Auguste, en viennent aux mains. L'archiduc est battu à Bitschin en Silésie, et fait prisonnier. Par le traité de Beuthen, il renonce à toutes prétentions sur la Pologne; on le relâche, sans autre rançon que cet acte de faiblesse.

Dix-sept ans plus tard, l'Empereur, comme archiduc d'Autriche, transige, à Prague, avec les ducs de Wurtemberg. Le nœud vassalitique, contracté en 1534, leur est remis; le Wurtemberg redevient fief immédiat de l'Empire; la seule expectative qui reste aux archiducs sur cette succession, c'est l'extinction de la maison ducale.

Tandis que les diètes s'efforçaient de pacifier la religion et de remédier au désordre toujours croissant, Rodolphe, subissant les conséquences de sa triste éducation, s'enfonçait davantage dans de creuses études; l'alchimie faisait ses délices. A force de travail, il était parvenu à couvrir de ridicule le manteau d'Empereur.

La mort de son oncle, l'archiduc Ferdinand, comte de Tyrol, l'enrichit des belles et importantes possessions de ce prince.

L'année suivante, par un traité conclu à Prague, avec Simon Batori, prince de Transylvanie, Rodol-

phe le reconnut indépendant, ami de la Hongrie, et son allié contre les Turcs, mais sous la condition qu'à défaut de mâles du nom de Batori, la principauté serait réunie au territoire hongrois.

Rodolphe avait cédé à son frère, l'archiduc Mathias, l'Autriche et la Hongrie.

Dans cette décadence de la maison d'Autriche, tous les regards se tournaient vers Mathias ; tant l'incapable Empereur semblait prendre à tâche de lui faire un beau rôle !

Mais une bien autre crise menaçait cette maison. Arbitre de l'Europe, maître de la plus belle armée du monde, Henri IV, devenu l'âme de l'*Union évangélique*, s'appêtait à marcher en Allemagne, quand le vil couteau d'un lâche assassin trancha sa vie.

Cependant, les divisions continuent dans la famille impériale : Rodolphe s'entend avec les Espagnols, pour placer l'archiduc Léopold, de la branche de Styrie, sur les trônes de l'Empire et de Bohême, à l'exclusion de Mathias. Mais en 1611, Mathias s'empare de la Bohême, et les États lui décernent la couronne.

Réduit à implorer la diète de Nuremberg, l'empereur demande aux États d'Allemagne l'aumône d'un revenu quelconque ; il ne reçoit d'eux qu'un

refus, avec d'humiliants reproches sur son insouciante inertie.

Alors une noire mélancolie s'empare du malheureux monarque. Effrayé des sinistres avertissements du célèbre astronome Tycho-Brahé qui l'avait engagé à se défier de ses proches, il devient inabordable. Pour le voir, les étrangers se déguisaient en palefreniers ; lever d'Empereur furtif et singulier qui se tenait dans les écuries ! Rodolphe mourut sans obtenir de regrets, mais digne de pitié.

Malheureusement l'éducation avait faussé en lui la nature : confié, dès son enfance, aux soins d'une mère peu éclairée, il subit ensuite, à Madrid, les irréremédiables inconvénients d'un enseignement imposé par le sombre Philippe II. Aussi tout ce qui honore l'esprit humain devint en Rodolphe un travers et le perdit. En outre, né à une époque toute guerroyante, sans aucune aptitude à la guerre, les protestants, sa famille, les Turcs, enfin tout ce qui l'attaqua par les armes, dut nécessairement avoir gain de cause contre lui.

Néanmoins son indolence ne fut pas telle que Voltaire et d'autres historiens la représentent. Plus d'une fois Rodolphe suppléa, par les négociations, à la résistance armée. N'y eut-il pas quelque mérite,

chez un prince élevé par Philippe II, à prendre et à garder, contre Philippe II lui-même, l'attitude de Rodolphe dans la grande affaire des Pays-Bas? N'y eut-il pas quelque énergie dans sa lutte diplomatique contre l'ambition de Mathias, lutte où Mathias ne triompha qu'avec peine?

Ce prince, avant l'humeur mélancolique qui absorba toutes ses facultés, n'était pas le même homme. Versé dans l'étude des langues anciennes et modernes, il cultivait la peinture; la zoologie, la botanique, la chimie, les arts mécaniques, lui étaient familiers. Sous ses auspices, Képler et Tycho-Brahé dressèrent les tables appelées, de son nom, *Rodolphines*. Par ses collections d'animaux étrangers, de plantes et de productions rares, il encouragea les progrès de l'histoire naturelle. L'art de fouiller les mines et d'obtenir la fusion des métaux lui doit beaucoup. Aujourd'hui encore ses antiques et ses tableaux sont l'une des plus précieuses richesses du cabinet de Vienne. En Bohême, il fonda des écoles, et imprima à l'éducation une impulsion salutaire. Pelzel, l'historien de ce royaume, prétend même que Prague a trouvé, sous Rodolphe II, son siècle classique, son âge d'or (1).

(1) Will. Coxe. *Hist. de la Maison d'Autriche*.

Après la mort de Rodolphe, l'Empire put craindre un long, un orageux interrègne; tant se compliquaient les événements! Ainsi, querelles toujours ardentes entre les catholiques et les protestants; succession litigieuse de Clèves et de Juliers; débat entre Philippe-Louis, comte palatin de Neubourg, et Jean, duc de Deux-Ponts, relativement à la tutelle de Frédéric V, électeur palatin, débat qui s'aggravait par le luthéranisme de l'un et le calvinisme de l'autre; tentative de la chambre impériale pour l'extension de son autorité; ses efforts pour se soustraire à celle des vicaires impériaux. On le voit, les sujets de discorde ne manquaient pas. Néanmoins rien n'altéra la tranquillité publique. Grâce en soient rendues aux catholiques qui donnèrent un noble exemple de modération, en condamnant les illégales prétentions de la chambre impériale, en reconnaissant, malgré la différence de communion, l'autorité suprême des vicaires de l'Empire.

Mathias était enfin Empereur, non sans s'être vu imposer le frein d'une capitulation nouvelle. Son couronnement avait eu lieu à Francfort, avec une pompe extraordinaire. Tous les électeurs, excepté celui de Brandebourg, et une foule de princes y as-

sistèrent. On eût dit que tous ces hauts personnages voulaient ainsi prendre solennellement congé les uns des autres dans une visite d'adieu ; car depuis ils ne se rassemblèrent plus ainsi.

Mais derrière cet appareil de fêtes , veillaient les partis. Pleins de joie et d'espérance, les catholiques attendaient tout de l'active fermeté du nouvel Empereur ; les protestants comptaient sur sa mauvaise santé.

Malgré ses talents, malgré son incontestable aptitude, l'ambitieux monarque prouva bientôt qu'il lui était plus facile d'arracher la couronne à un faible frère, que de contenter les hommes entraînés par lui-même à la révolte, et d'exciter des troubles que de les apaiser. Toutes mains peuvent pousser à une révolution : mais, une fois faite, pour la régler, il faut une main forte et habile.

Sous ce règne, les troubles de la Bohême enfantèrent les longs malheurs de l'Allemagne.

Vers 1616, cédant aux instigations de Philippe III, roi d'Espagne, les archiducs Albert et Maximilien avaient renoncé à l'héritage de Mathias, en faveur de Ferdinand, fils de Charles, duc de Styrie, et petit-fils du premier Empereur de ce nom.

Imbu des maximes espagnoles par les jésuites

d'Ingolstadt, sous les yeux du duc Guillaume de Bavière, fervent catholique, ce jeune prince nourrissait dans son cœur un respectueux, un absolu dévouement à l'unité de l'Église, et regardait comme son premier devoir, d'y maintenir ou d'y ramener les esprits par toutes les voies possibles. Il se croyait appelé à restaurer l'ancienne foi : ce fut là le but franc, loyal, patent, de tout son règne.

Aussi une pareille transaction n'obtint-elle pas, sans une vive résistance, la ratification des États. Ferdinand ne fut couronné qu'après avoir confirmé par serment les privilèges du royaume et le libre exercice de la religion protestante. A peine sur le trône, il se mit à l'œuvre ; mais les mesures qu'il adopta ne tardèrent pas à exciter de grands mouvements.

Les catholiques de Bohême ayant détruit plusieurs temples protestants, tout le parti se soulève. Excités par le comte Mathias de Thurn, les chefs courent au château de Prague, se plaignent d'un tel parjure, et jettent par les fenêtres deux conseillers d'État et un secrétaire. Ce dernier conserva, dit-on, durant ce périlleux trajet à travers une grêle de balles, un tel respect pour l'étiquette, qu'arrivé, sans trop de dommage, à son terme, il s'empressa, en-

core à terre, de demander au baron de Slabata, l'un de ses deux compagnons de voyage, pardon d'avoir pris la liberté de tomber sur lui.

Voici comment, dans une lettre respectueuse à l'Empereur, les insurgés excusaient leur attentat :
« Nous avons, » disaient-ils, « conformément à une
« ancienne coutume nationale, jeté par les fenêtres
« deux ministres ennemis de l'État, et Fabricius
« leur créature et complice. Cette coutume est jus-
« tifiée par l'Écrituresainte qui nous montre Jézabel
« ainsi punie pour avoir persécuté le peuple de
« Dieu. On retrouve cet usage chez les Romains et
« les autres peuples de l'antiquité, qui précipitaient
« du haut des rochers les traîtres et les perturba-
« teurs de la paix publique. »

Après cette violence, ils s'emparent du gouvernement, lèvent des troupes, chassent de la Bohême royalistes et jésuites, en repoussant les propositions pacifiques de Mathias.

De toutes parts les envoyés de Hollande et de l'Union de Halle attisent l'incendie.

Les électeurs palatin et de Brandebourg conviennent que le premier deviendrait roi de Bohême, le duc de Savoie Empereur, et que les principautés ecclésiastiques d'Allemagne seraient également par-

tagées entre les catholiques et les protestants.

Ferdinand, élu et couronné roi de Hongrie, fait enlever, à Vienne, le cardinal Klésel, premier ministre de l'Empereur, dont les exhortations sages et bienveillantes contrariaient les conseils violents des Espagnols et ses projets. Le prélat est enfermé dans un château du Tyrol.

Cet audacieux attentat sur la personne d'un membre du sacré collège indigna la cour pontificale, et Grégoire XV, à force d'instances menaçantes, obtint la translation du cardinal à Rome. Plus tard même, en 1627, Ferdinand, devenu maître, le rendit à son évêché.

Enfin, soit lassitude générale, soit retour à de meilleurs sentiments, protestants et catholiques allaient désarmer; les conférences d'Egra (1) semblaient annoncer le terme de la crise, quand Mathias mourut; la discorde reprit son cours.

Depuis longtemps la santé de ce prince déclinait: l'arrogance de Ferdinand, les troubles de Bohême, l'enlèvement de Klésel, la mort de l'impératrice qu'il chérissait, tant d'humiliations et de douleurs

(1) Ville et forteresse de Bohême, à trois lieues des frontières du haut Palatinat.

le tuèrent. Juste expiation des durs traitements qu'il avait infligés à son frère !

Près d'expirer, cet Empereur désolé n'osait porter ses regards vers un avenir auquel il échappait par la mort : tant lui apparaissait redoutable pour la maison d'Autriche, et surtout pour l'Empire, le fanatique despotisme de Ferdinand !

La capitulation de Mathias offrit, avec celle de ses prédécesseurs, de notables différences. Ainsi, les unions électorales de 1519 et 1521 étaient confirmées comme lois fondamentales de l'Empire. L'Empereur fut astreint à recouvrer les fiefs d'Italie. Spécialisant les subsides des États, on les affecta exclusivement au seul usage pour lequel ils seraient accordés. Les procès relatifs à des péages électoraux ne pouvaient plus être portés à un tribunal autre que celui des sept électeurs. L'Empereur était obligé de prendre lui-même les investitures des fiefs possédés par la maison d'Autriche ; il lui était enjoint d'appeler dans le conseil aulique plus d'Allemands que d'Autrichiens. Enfin, cette capitulation permettait aux électeurs d'élire un roi des Romains quand ils le jugeraient utile au bien général, du vivant de l'Empereur et nonobstant son opposition même ; c'était pour que la couronne impériale ne

devint pas héréditaire dans la maison d'Autriche.

De plus en plus, le corps germanique prenait ses précautions, en étendant ses garanties. *Volunt imperatorem, potentiam abhorrent.*

Mais voici un règne qui, grâce à Dieu, ne tint pas parole. L'intolérant, l'absolutiste Ferdinand II voulait opprimer l'Allemagne : c'est à ses folles tentatives que l'Allemagne dut la tolérance et la liberté.

Après un interrègne gros des malheurs prêts à fondre sur l'Empire, Ferdinand avait été élu à Francfort, le 28 août 1619, malgré l'électeur palatin qui s'était efforcé d'arracher enfin la couronne impériale à la dynastie autrichienne, avec l'assistance de la France, qu'il paya plus tard d'ingratitude.

Ici se déroulent les longs désastres de la guerre de trente ans, drame terrible où figurent avec tant d'éclat Banner, Tilly, Horn, Wallenstein, Piccolomini, Mansfeld, Mercy, Maximilien de Bavière, Gassion, Montecuculli, le duc Bernard de Saxe-Weymar que Turenne proclamait l'un de ses maîtres; Pappenheim, Torstenson, race de héros, génération de fer, née pour les champs de bataille; et par-dessus tous, ce grand Gustave-Adolphe, qui paya héroïquement de sa vie, à Lutzen, l'avenir

de l'Allemagne, des protestants et de sa patrie.

Trois ans après, la paix entre l'Empereur et l'électeur de Saxe est signée à Prague. Mais la France et la Suède continuent la guerre; Ferdinand meurt sans voir la fin de ces luttes sanglantes qui par sa faute avaient agité tout son règne. Il montait devant Dieu, chargé d'une responsabilité immense.

Courageux et résigné dans le malheur, ce prince était impérieux, cruel même dans la prospérité.

Doué des plus brillantes qualités, son heureuse organisation le destinait à la gloire des grands hommes; une éducation monastique altéra ce noble naturel, et le cabinet de Madrid ne développa dans son élève qu'une dévotion intolérante, la soif du despotisme (1), la chimérique idée d'une monarchie universelle. Sur cette route, Ferdinand eut le malheur de rencontrer plus d'une ressemblance avec son parent Philippe II.

Il semble facile de succéder à un monarque qui n'a point su se faire aimer; mais, en héritant de son pouvoir, on hérite aussi des embarras qu'il s'est créés.

(1) Wallenstein, très-initié aux intentions de son maître, disait souvent qu'il fallait mettre les électeurs sur le pied des grands d'Espagne, et réduire les évêques à la qualité de chapelains de la cour impériale.

Ferdinand III (1) s'en aperçut promptement.

Ce prince n'avait ni les hautes facultés, ni les graves défauts, ni les fanatiques emportements de son père ; une sage tolérance l'animait : aussi son avènement sembla-t-il un gage de paix. Mais cette paix tant désirée, il n'aurait pu l'obtenir qu'à des conditions humiliantes pour la mémoire paternelle, qu'au détriment de sa maison et de la religion catholique : force donc lui fut de continuer la guerre. Triste héritage qu'il détestait, sans pouvoir le répudier !

Bientôt le fameux duc Bernard de Weymar était devenu pour lui un ennemi aussi redoutable que Gustave-Adolphe pour Ferdinand II : la mort, comme une alliée fidèle, l'en délivre. Banner périt aussi au milieu de ses conquêtes. En peu d'années, de 1632 à 1641, les trois héros ont disparu.

Néanmoins de tels bonheurs ne l'emportaient pas sur le génie de Richelieu.

Digne élève de Gustave, successeur de Banner, le comte de Torstenson et le maréchal de Guébriant,

(1) Fils aîné de Ferdinand II et de Marie-Anne de Bavière; né en 1608; roi de Hongrie, en 1625; roi de Bohême, en 1627, élu roi des Romains, en 1636, il succéda à son père, en 1637, âgé alors de 29 ans.

qui , avant longtemps aussi , périra au siège de Rothuel, battent les Impériaux, près de Wolfenbittel. Victoires au reste plus brillantes que décisives : l'Autriche restait intacte : la guerre n'y entraînait même pas.

Le 20 novembre 1642, Richelieu meurt, et bientôt nécessairement Louis XIII : l'ombre devait suivre le corps.

Mais de cruelles défaites viennent troubler la joie de Ferdinand ; car le grand Condé a ouvert la glorieuse série de ses triomphes. Fribourg, où Turenne était son lieutenant ; Nordlingen , où Mercy (1) est tué ; Rocroi , tombeau des célèbres infanteries castillane et wallonne, voilà ses débuts. Sur un autre théâtre , Turenne et Wrangel, vainqueurs des Impériaux et de Montecuculli à Sommershausen, près d'Augsbourg, forcent le duc de Bavière de se retirer sur Saltzbourg. A tous ces revers, Ferdinand opposait une inébranlable fermeté d'âme.

Comme si l'Empereur n'avait point déjà assez d'ennemis, le souple successeur de Richelieu, Ma-

(1) On l'enterra sur le champ de bataille, avec cette épitaphe, qui n'était point une flatterie : *Sta, viator, heroem calcas.*

zarin , et le chancelier Oxenstiern avaient suscité Ragotski , souverain de Transylvanie. En Bohême, Konigsmarck et ses braves Suédois surprenaient Prague.

La situation devenait grave. Ferdinand comprit qu'il fallait traiter ou jouer sa couronne.

De son côté, le pape Innocent X travaillait, avec chaleur, à une paix qu'il ne prévoyait pas devoir être si funeste aux catholiques.

Enfin s'arrêta cette longue et rude guerre : elle avait embrassé quatre périodes, de 1618 à 1625, la période *bohème* ou *palatine* ; de 1625 à 1630 , la *danoise* ; de 1630 à 1635, la *suédoise* ; de 1635 à 1648, la *française*. Après sept ans d'efforts , les puissances belligérantes signèrent , à Munster et à Osnabruck , le célèbre traité de Westphalie (1),

(1) La paix de Westphalie se compose de deux éléments : le traité entre la France , l'Empereur et l'Empire, qui fut rédigé à Munster, et celui entre la Suède, l'Empereur et l'Empire, signé à Osnabruck. Mais toutes les stipulations comprises dans l'un sont censées contenues dans l'autre : de là l'unité du traité. Il faut ajouter que c'est à Osnabruck, par l'intervention de la Suède, que les affaires de l'Empire ont été réglées.

Schoell, *Histoire des traités de paix*, tom 1^{er}. Voir Pièces justificatives, lettre B.

l'une des bases fondamentales du droit public européen, l'un des plus mémorables événements de l'histoire moderne.

Il admettait trois religions dans l'Empire, la catholique, la luthérienne et la calviniste, avec égalité de droits, reconstituait l'état politique de la Germanie, donnait l'Alsace à la France, qui dès lors (1) tint les clefs de l'Allemagne et de l'Italie.

Garante des deux traités, cette puissance put désormais intervenir dans les démêlés des princes de l'Empire; en paraissant protéger l'indépendance des plus faibles, elle les gouverna.

(1) Dès lors aussi le cabinet français poursuivait avec constance ce grand but : reculer ses frontières jusqu'au Rhin, et réunir à son territoire les Pays-Bas espagnols, qui sous le nom de cercle de Bourgogne, appartenaient à l'Empire, la Lorraine, ce qui lui manquait encore de l'Alsace, et, autant que possible, tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin. Peuple et roi, tous nourrissaient ces idées d'agrandissement qui ne datent pas de notre temps ni de la période révolutionnaire. L'Empire de Germanie, disait-on, imprimait-on même, l'ancien Empire romain, tel que le posséda Charlemagne, appartenait à Louis XIV et à ses descendants. La chaire sacrée elle-même exaltait ces ambitieuses tendances : « O toi ! » s'écriait l'abbé Colbert, dans un discours à Louis XIV, au nom du clergé français, « toi « qui donnes des lois à la mer, aussi bien qu'au continent ;

Tout ce que gagnait la France, le chef de l'Empire et la maison d'Autriche le perdirent. Comme Empereur, Ferdinand III se voyait enlever une portion considérable de l'autorité que jusqu'alors la loi ou l'usage lui avait attribuée : il était contraint de partager la puissance souveraine avec des princes traités en vassaux par ses prédécesseurs. D'un autre côté pourtant, par l'introduction, dans le collège des princes, de huit membres nouveaux, presque tous vassaux de l'Autriche, et dont la reconnaissance ou l'intérêt dirigèrent toujours les suffrages, Ferdinand assura à sa maison une grande influence sur les diètes de l'Allemagne. Mais l'ascendant avait changé de place ; le corps germanique subissait une fondamentale transformation ; le principe d'union était ébranlé, l'Empire mortellement frappé au cœur.

Six ans plus tard, la diète de Ratisbonne consacra définitivement la pacification de Westphalie.

« qui lances, quand il te plait, la foudre sur les rives africaines ; toi qui abaisses l'orgueil des peuples, et, quand tu le veux, forces leurs souverains de reconnaître, à genoux, la puissance de ton sceptre et d'implorer ta miséricorde, » etc.

Une ardente soif de conquête embrasait tous les esprits.

Aussitôt après la paix, la bizarre fille de Gustave-Adolphe, Christine avait abdicqué en faveur de son cousin Charles-Gustave, prince palatin de Deux-Ponts. Impatient de continuer la gloire de son oncle, Gustave, sous prétexte de l'ancienne querelle de famille touchant la succession au trône, attaqua Jean-Casimir, roi de Pologne, le repoussa jusqu'en Silésie, battit l'électeur de Brandebourg, le força de reconnaître la Prusse ducale pour fief de la Suède, comme à se déclarer contre les Polonais, et, le 30 juillet 1656, écrasa, près de Varsovie, Jean-Casimir coupable d'y être rentré avec l'appui des Turcs.

Inquiet de voir la Suède détruire ainsi la balance politique dans le Nord, Ferdinand, après avoir vainement demandé des secours à la diète de députation alors rassemblée à Francfort, tâcha de réunir par un lien commun les princes intéressés à arrêter les Suédois : une alliance offensive et défensive avec le Danemark et l'électeur de Brandebourg fut donc conclue. Mais, au moment même où son armée allait se mettre en marche, trois jours seulement après la signature de son traité avec la Pologne, l'Empereur cessa de vivre, moins craint et plus regretté que son père.

Vingt ans chef de l'Empire , à travers les plus orageuses circonstances , il eut le droit de dire :

« Durant tout mon règne , nul n'a pu me reprocher
« d'avoir commis , en connaissance de cause , une
« seule injustice. »

Cinq mois plus tard , la diète électorale s'ouvrit à Francfort. Malgré les efforts de Mazarin pour découronner l'Autriche et placer à la tête de l'Empire son jeune maître Louis XIV, ou du moins l'électeur de Bavière , le second fils de Ferdinand fut élu.

Autrefois Rodolphe de Habsbourg avait été choisi pour sa faiblesse : Léopold fut choisi pour sa puissance. On voulait un chef en état de protéger l'Allemagne contre les Turcs , contre les Suédois , contre les Français. Ce ne fut pas , il est vrai , sans subir de dures conditions ; car , pour se consoler de leur insuccès , le maréchal de Grammont et M. de Lionne , ambassadeurs de France , firent imposer au nouvel Empereur la plus onéreuse capitulation. Ainsi il lui était interdit de prendre part , soit directement , soit indirectement , à la guerre entre la France et l'Espagne , pas même comme archiduc d'Autriche ; toutes les dispositions du traité de Westphalie s'y trouvaient confirmées , avec l'obli-

gation formelle de maintenir la liberté des dix villes d'Alsace.

On voulait étendre à la guerre du nord la même interdiction que pour l'Italie, et stipuler que, si Léopold violait un seul article de sa capitulation, il serait censé avoir abdiqué ; mais il sut faire rejeter ces deux propositions.

A la mort de Ferdinand III, l'autorité impériale n'était plus qu'une ombre. Resserrée par le traité de Westphalie dans les bornes les plus étroites, on l'avait subordonnée à celle des États. Ceux-ci, encore effrayés des souvenirs de Charles-Quint et de Ferdinand II, regardaient les rois de France et de Suède comme les défenseurs de la liberté germanique, comme leur plus sûr rempart contre les ambitieuses tentatives de la maison d'Autriche ; et, tandis que l'Allemagne leur accordait toute sa confiance, elle surveillait d'un œil jaloux les Empereurs ; tout de leur part devenait suspect. Au delà du Rhin, Louis XIV était plus puissant que le chef de l'Empire.

Charles-Quint et Ferdinand II avaient voulu écraser les États d'Allemagne sous le déploiement de leur puissance : Léopold tenta de les ramener à lui par l'étalage artificieux de sa faiblesse ; Sixte-Quint

de la pourpre impériale, il marcha au pouvoir, déguisé en valétudinaire.

Néanmoins, il faut le dire, ce rôle fut l'œuvre de ses ministres plutôt que la sienne propre. Destiné dès son enfance à l'état ecclésiastique, Léopold avait appris plusieurs sciences, mais non celle de régner. Sentant tous les embarras de sa situation et de son inexpérience, cet Empereur de vingt ans s'abandonna à la direction de ses ministres qui, durant un règne de près d'un demi-siècle, gouvernèrent seuls. La condition de leur pouvoir, c'était de le dérober à ses yeux, et de n'exécuter que par ses ordres leurs propres volontés. Une prompte disgrâce réprimait toute imprudence en ce genre; car, de sa nature, la faiblesse est plus ombreuse encore que la tyrannie. Léopold ne changeait un ministre que pour se livrer à un autre avec non moins d'abandon. Au reste, presque tous ses choix furent heureux; or, le bonheur constant ressemble fort à l'habileté.

Dirigé par des hommes expérimentés, ce monarque déplaça les terreurs de l'Empire: il sut lui persuader que la maison d'Autriche, affaiblie, n'était plus à craindre. En même temps, il exagéra les forces de la France. Tout secondait ses

efforts : d'une part, Vienne assiégée par les Turcs ; les armées et les finances impériales , anéanties ; les Hongrois , en pleine insurrection ; de l'autre , Louis XIV , à la tête de deux cent mille hommes , couvrant l'Océan de ses flottes , et l'Europe de ses triomphes ; un tel spectacle parlait assez haut.

Bientôt des réunions menaçantes pour la nationalité germanique , et l'odieux incendie du Palatinat allumèrent la haine dans toute l'Allemagne. Alors il y eut réaction : la France devint le torrent dévastateur ; l'Autriche , la digue ; et l'Allemagne mit autant d'ardeur à se sacrifier pour la maison impériale que naguère à la combattre. Révolution telle dans les esprits , que la Suède , jadis si formidable aux Ferdinand , perdit presque toute son influence en Allemagne ; encore le peu qu'elle en conserva , ne le dut-elle qu'à son étroite alliance avec la maison d'Autriche (1).

Voilà le trait caractéristique du règne de Léopold.

Plus d'ardeur et de fierté eussent tout compromis : une politique calme , molle en apparence , mais pa-

(1) Pfeffel. *Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public de l'Allemagne.*

tiente, gagna cette grande partie si aventurée. Léopold, que le moindre prince avait d'abord pris à tâche de contrarier, gouverna en maître plus absolu que la plupart de ses prédécesseurs.

De 1665 à 1699, il avait réuni à ses possessions les biens de la ligne d'Inspruck qui venait de s'éteindre, Brieg, Leignitz, Wolhaw, la Transylvanie, le restant de la Hongrie et l'Esclavonie.

L'organisation militaire (1) et l'administration de la justice durent beaucoup à Léopold ; il établit, tant en matière civile qu'en matière criminelle, des règlements fort sages. On se plaignait du code Carolin, rigoureux à l'excès dans ses dispositions pénales : ce prince le supprima. Il substitua la langue allemande au latin, jusqu'alors en usage dans les tribunaux, fit un digeste pour l'Autriche, encouragea l'étude des lois, réforma nombre d'abus, et créa dans la capitale une police régulière.

Favorisé par un heureux concours de circonstances, entouré d'habiles ministres et de grands généraux, le plus indolent des Empereurs, depuis Frédéric III, releva donc l'autorité impériale, et rendit

(1) En mourant, il laissa un effectif de 74,000 hommes : 29 régiments d'infanterie, 8 de cuirassiers, 6 de dragons, 5 de cavalerie légère, dont 5 de hussards.

à la maison d'Autriche sa splendeur. On l'a surnommé le *Grand* : appliquée aux événements de son règne, l'expression devient juste ; à son caractère personnel, elle ne serait qu'une flatterie. Était-il grand l'homme qui ne sut pas trouver de reconnaissance pour Sobieski, glorieux libérateur de Vienne, de l'Empire, de la chrétienté ?

A cette époque, une sorte de fermentation agitait les maisons princières. En 1696, après la mort du héros polonais, Frédéric-Auguste de Saxe était monté sur le trône des Jagellons ; un prince d'Orange s'établissait sur celui d'Angleterre ; à Kœnigsberg, l'électeur de Brandebourg devenait Frédéric I^{er}, roi de Prusse, le 17 janvier 1701, date funeste pour l'Autriche ! Aussi en apprenant la reconnaissance du nouveau roi par Léopold, « l'Empereur, » s'écria le prince Eugène, « devrait faire pendre les ministres qui lui ont donné un conseil aussi perfide. » Le grand capitaine semblait prévoir Frédéric II.

Le fils aîné de Léopold, Joseph I^{er}, sacré roi héréditaire de Hongrie en 1687, élu, à Augsbourg, roi des Romains en 1690, lui succéda, le 5 mai 1705. Par sa capitulation, il s'engageait à observer toutes les clauses du traité de Westphalie, « excepté

« dans ce qui concernait l'avantage de la France. »

L'Allemagne avait beaucoup espéré de Joseph : il remplit cette attente.

Son règne fut court, mais illustré par de mémorables événements.

Continuant la célèbre guerre pour la succession d'Espagne, Joseph soutient vivement la cause de son frère Charles ; la lutte s'étend, l'Empire est en feu ; nobles champs de bataille où brillent Villars, Marlborough, Vendôme, le prince Eugène, Berwick ; et plus loin Charles XII, Pierre le Grand !

Mais la victoire d'Almanza couronne Philippe d'Anjou. Entre la France et l'Espagne les Pyrénées s'abaissent !

La politique extérieure ne détournait pas l'Empereur des affaires allemandes. Sous Léopold, la maison de Hanovre avait obtenu la dignité électoral ; elle dut à Joseph son admission dans le collège des électeurs. Ce prince fit aussi reconnaître toutes les prérogatives de l'électorat de Bohême. Son influence, en 1710, calma les troubles qui agitaient Hambourg. Depuis huit ans, les insurgés hongrois luttèrent contre les forces impériales ; vers 1711, ils succombent ; Joseph reçoit leur soumission.

En Italie, Clément XI trembla plus d'une

fois : Joseph y agissait en véritable empereur romain.

Doué d'une infatigable activité, brave dans les combats, prudent au conseil, connaissant à fond l'histoire générale de l'Europe et la constitution des divers pays sur lesquels il régnait, ce monarque eût introduit dans ses États d'importantes réformes ; mais il cessa de vivre, avant la pacification générale, trop tôt pour son pays, trop tôt pour sa propre gloire. Il ne vit pas les immenses résultats, attribués un peu légèrement peut-être à la disgrâce d'une favorite en Angleterre.

Au milieu de tant de commotions en Europe, Joseph n'avait augmenté ses États que du duché de Mantoue.

Sous ce dernier rapport, son successeur, deuxième fils de Léopold, fut plus heureux. Ainsi, de 1713 à 1735, Charles VI sut acquérir les Pays-Bas espagnols, Naples, Milan, la Sardaigne, Gradiska et ses dépendances, Temeswar, Krajowa, la Serbie et la Bosnie jusqu'à la Save, la Sicile en échange de la Sardaigne, Parme et Plaisance.

Il est vrai que l'Empereur ne conserva pas tous ces accroissements, le traité de Belgrade ayant modifié les largesses des traités d'Utrecht, de Rastadt

et de la paix de Passarowitz. Néanmoins la monarchie autrichienne restait encore sensiblement agrandie.

Éclairé par les malheurs de sa dernière guerre, Charles VI se préparait à remédier aux désordres des finances et de l'administration militaire ; il songeait même à se rapprocher des puissances maritimes ; la mort ne lui en laissa pas le temps.

Avec lui, le 20 octobre 1740, s'éteignit la ligne masculine de la maison d'Autriche.

Pendant plus de trois cents ans, elle avait gouverné l'Allemagne.

Tous ces souverains, sauf Charles-Quint, se montrèrent pacifiques.

Leurs conquêtes furent souvent des mariages.

Avec l'amour du bien, Charles VI ne rendit point ses sujets heureux. Ses défauts étaient devenus plus forts que ses bonnes qualités.

Généreux, mais sans discernement, appliqué, mais sans pénétration, travaillant beaucoup, mais faisant peu ; possédant à fond le droit germanique, parlant plusieurs langues et surtout le latin, mais, en même temps, très-préoccupé des procès du conseil aulique et des minuties de l'étiquette, Charles VI n'était point à sa place sur le trône.

Aussi tout son règne fut-il agité ; cette couronne qu'il avait trouvée splendide et glorieuse, il la laissa humiliée.

C'est qu'on l'avait élevé, non pour commander, mais pour obéir.

L'élection de Charles VI fut signalée par une modification considérable à la constitution politique de l'Allemagne. Jusqu'alors, les capitulations avaient été personnelles à chaque Empereur : le successeur n'était pas lié par elles. Mais le despotisme de Léopold et de Joseph I^{er} ayant donné l'éveil, l'Allemagne prit ses précautions : tout chef d'Empire dut, à son avènement, signer une capitulation perpétuelle. Là, les privilèges du corps germanique trouvaient une confirmation ; et l'autorité impériale, des limites. On décida en outre que nul changement n'y serait introduit sans le consentement de la diète. *Volunt Imperatorem, potentiam abhorrent.*

L'acte auquel le défunt Empereur avait attaché le plus d'importance, c'était la pragmatique sanction, nouvelle loi de succession pour les États de la maison d'Autriche.

D'après le pacte de famille établi par Léopold I^{er}, et confirmé par ses fils Joseph et Charles, les filles de Joseph devaient posséder les États héréditaires

de préférence à celles de Charles, si ces deux princes mouraient sans laisser d'héritier en ligne masculine.

Mais malgré l'adhésion donnée aux dispositions paternelles, Charles, à peine sur le trône et encore sans enfants, les changea, en ordonnant, qu'à défaut de postérité masculine, sa succession passerait, d'abord à sa fille aînée et à ses descendants, ensuite à ses autres filles et à leurs descendants, selon le droit d'ainesse ; en troisième lieu, aux archiduchesses ses nièces, filles de Joseph, et à leurs descendants ; enfin, à la reine de Portugal et aux filles de l'empereur Léopold I^{er}.

L'impératrice, peu de temps après la promulgation de ce décret, était accouchée d'un fils qui mourut bientôt. Elle eut ensuite trois filles, dont l'aînée fut l'illustre Marie-Thérèse.

Non content, en mariant ses nièces aux électeurs de Saxe et de Bavière, d'obtenir leur renonciation à toutes prétentions, Charles VI fit reconnaître la pragmatique sanction par les divers États de ses possessions. Pour plus de sûreté encore, il l'avait placée sous la garantie des principales puissances de l'Europe.

Mais à peine l'Empereur eut-il fermé les yeux

qu'on reconnut la justesse prophétique de ces paroles du prince Eugène : « Sire, pour garantir votre succession, une armée de cent mille hommes vaudrait mieux que cent mille traités. »

Avant d'aller plus loin, un mot sur les lois fondamentales de la monarchie autrichienne, et sur la constitution politique de l'ancien empire d'Allemagne.

Les lois qui régissent l'ensemble des États héréditaires, sont :

1° Le testament de Ferdinand 1^{er}, daté de 1545, et le codicille de 1547;

2° Le testament de Ferdinand II, daté de 1621, et le codicille de 1635. Cet acte règle le droit de succession, la tutelle et la majorité du successeur ; il établit l'intégrité des États autrichiens ;

3° La pragmatique sanction de Charles VI, qui confirme ce grand principe de l'intégrité, et règle la succession par droit d'ainesse (1).

(1) 4° Enfin l'ordonnance de François 1^{er}, par laquelle ce dernier empereur d'Allemagne se réduit au titre d'empereur d'Autriche ; les ordonnances des 1^{er} et 6 août 1806, déclarant que le nouvel Empire doit être considéré comme distinct et indépendant des autres États allemands.

A Francfort sur le Mein, dans la salle où figurent les

Voilà l'ensemble.

D'autres lois particulières et locales s'appliquent aux diverses parties de ce vaste corps.

Pour l'Autriche, ce sont, depuis 1156, la grande charte de l'empereur Frédéric I^{er} ;

Des règlements de famille déterminant l'âge où le jeune prince peut gouverner, et le choix d'un régent pendant la minorité ;

Divers privilèges concédés par plusieurs souverains aux États de l'archiduché.

Pour la Bohême, l'ordonnance de Ferdinand II (1627), et les déclarations de Ferdinand III (1640). Dans quelles circonstances les États du royaume peuvent élire leur souverain, la forme de l'hommage et la formule du serment ; l'inviolable maintien de la religion catholique, apostolique et romaine ; le pouvoir de promulguer et d'abroger les lois, conféré au roi seul ; l'organisation des États et les conventions relatives aux mines, cette princi-

bustes des Empereurs, la case occupée par François est la dernière ; l'étendue de la galerie n'en comportait pas d'autre. Il n'y avait plus de place pour un successeur, comme si l'architecte avait su d'avance le compte de ces têtes couronnées !

pale richesse de la Bohême : tels sont les graves intérêts qu'elles régissent.

Pour la Moravie, comme pour la Bohême, une seule loi fondamentale, l'ordonnance de Ferdinand II (1628) ; les dispositions en sont à peu près les mêmes. Le souverain ne confirme les privilèges des États qu'autant qu'ils ne sont point contraires aux principes fondamentaux de l'Empire.

Dans la Silésie autrichienne, chaque principauté a ses lois particulières.

En Galicie et en Lodomérie, la loi fondamentale, c'est le traité de cession du 18 septembre 1773.

La Hongrie (1), royaume à part, ayant son existence distincte, se régit d'après plusieurs lois particulières, telles que :

1° Le pacte fondamental passé, vers la fin du neuvième siècle, entre la dynastie des ducs d'Almus et les Hongrois encore nomades ;

2° Le privilège concédé en 1222 par le roi André II à la noblesse hongroise ;

3° Le diplôme inaugural.

Quant à la Transylvanie, sa constitution reposait sur le diplôme du 4 décembre 1691, que Léo-

(1) Voir pièces justificatives, lettre C.

pold I^{er} fit adopter par les États d'Hermanstadt, le 15 mars 1792.

Depuis l'extinction des Carlovingiens, les Empereurs ont toujours été élus, mais rarement hors de la maison d'Autriche.

A dater de 1427, une exception à cette série de souverains de même sang, c'est Charles VII, électeur de Bavière ; encore payait-il bien cher sa couronne d'un moment.

Au reste, il faut voir là un fait et non un droit. Le sceptre impérial n'était pas devenu, entre les mains de la maison d'Autriche, un patrimoine. Chaque Empereur promettait même dans sa capitulation de ne point chercher à le rendre héréditaire.

L'empereur romain était donc le chef, toujours élu, de l'Empire, et son représentant.

Néanmoins, sans manquer à la foi jurée, il lui était permis de solliciter le suffrage des électeurs pour son successeur, mais loyalement, sans employer la violence ni la corruption.

Ainsi, par le *Pactum fœderis et unionis* du 22 mars 1692, entre l'empereur Léopold et l'électeur de Brunswick-Lunebourg, celui-ci s'engage à ne jamais donner sa voix, pour la couronne impériale

ni pour celle de roi des Romains, qu'au prince aîné de la maison d'Autriche ; et , ce qui est plus fort, il engage à perpétuité la voix de ses successeurs.

L'intervention du pape dans les élections impériales fut de bonne heure écartée, les décrets de 1538 et 1540 ayant décidé que l'onction et le couronnement par les mains du souverain pontife étaient superflus.

La Bulle d'or exigeait qu'on fit choix d'un prince *juste, bon, utile.*

Les protestants et les réformés n'étaient point exclus de la dignité impériale. Le titre II du traité de Westphalie, § 1^{er}, établit au contraire, entre les diverses communions chrétiennes, une parfaite égalité.

L'Empereur était élu pour gouverner l'Empire selon les lois fondamentales, pour assurer l'observation des traités des États de l'Empire entre eux, et des traités de l'Empire avec les puissances étrangères.

La couronne n'était que la première charge de l'Empire, majesté déléguée avec mandat.

L'Empereur était tenu d'assurer à chaque individu en Empire la pleine et paisible jouissance de ses droits et privilèges.

Il exerçait le pouvoir de trois manières : ou de sa propre autorité, ou conjointement avec les électeurs et quelques États, ou conjointement avec tous les États réunis.

Les droits que l'Empereur exerçait seul, ou avec l'assistance d'un autre État, s'appelaient réserves, *Reservata* ; terme impropre, plus applicable aux droits que les électeurs et États se réservaient dans leurs capitulations.

Un Empereur, qui eût voulu soutenir par la violence une prétention contraire aux lois fondamentales, fût devenu ennemi de l'Empire ; le recours à la force était permis contre lui.

Bien que sujets, pour certains cas, à la juridiction de la chambre impériale et du conseil aulique, les États, vassaux de l'Empire et non de l'Empereur, étaient incontestablement souverains. Sentant, pour se soutenir, la nécessité d'être unis et de rester confédérés ; ne voulant pas vider par les armes les contestations qui pourraient s'élever entre eux, ils s'étaient, d'eux-mêmes et volontairement, soumis à ces tribunaux. Mais n'avaient-ils pas le droit de battre monnaie ? celui de vie et de mort sur leurs sujets ? celui d'envoyer et de recevoir des ambassadeurs ? Ne pouvaient-ils pas conclure des

alliances et faire la guerre sans consulter les tribunaux ?

L'Empire, c'était donc la réunion constitutionnelle d'États souverains, obéissant à un chef électif, dans certains cas déterminés par les lois fondamentales. Chacun d'eux avait une voix à la diète, *Reichstag*, assemblée suprême, hors de laquelle aucune puissance humaine n'aurait pu établir une loi organique.

Trois collèges divers composaient la diète : celui des électeurs, celui des princes, celui des villes, chacun d'eux s'assemblant, délibérant à part, et prononçant à la majorité des voix. De l'accord des trois collèges sortait un *Placitum* de l'Empire (*Reichsgutachten*). Cette résolution, une fois ratifiée par l'Empereur, prenait l'autorité d'un décret, d'un *Conclusum* (*Reichsschluss*).

En même temps, nul ne pouvait priver l'Empereur d'une des prérogatives légalement attachées à sa couronne.

On le voit, le gouvernement impérial n'était, dans sa forme, ni despotique, ni républicain, ni aristocratique : c'était une monarchie mixte et tempérée.

L'élection d'un roi des Romains offrait à l'Au-

triche le plus sûr moyen de perpétuer la couronne impériale dans sa maison. Il est vrai que , faite du vivant de l'Empereur, elle devenait réellement illégale. Au xvi^e siècle , la France , invoquant la Bulle d'or et les lois fondamentales , voulut s'y opposer. Mais l'Autriche l'emporta : les Empereurs conservèrent cette puissante influence sur le choix de leur successeur , usage bien contraire sans doute à la liberté des élections , mais qui , d'un autre côté , prévenait les interrègnes si funestes à l'Empire.

La Bulle d'or disait , en termes exprès , qu'on élirait un roi des Romains toutes les fois que la situation de l'Empire l'exigerait absolument.

Ne recevant de son élection que le droit de gouverner l'Empire dans le cas unique où son chef en serait empêché, le roi des Romains ne possédait pas , tant que vivait l'Empereur, la plénitude du pouvoir.

Aucun hommage ne lui était adressé ; nulle autorité ne lui appartenait en propre.

De tout temps , la France a cédé le pas aux Empereurs ; dans le xiv^e siècle , elle le disputa au roi des Romains. Ce prince qualifiait de *Majesté* l'Empereur , et n'en était traité que de *Dilectio Vestra*. Sauf celui d'*Invincible* , on lui attribuait les mêmes titres qu'à l'Empereur.

Par État (1) de l'Empire , on entendait un souverain ayant acquis le droit de paraître , de siéger , de voter dans la diète. Ce droit s'obtenait par élection : ainsi les ecclésiastiques ; par succession : ainsi les laïques ; par privilège : ainsi les villes libres.

On comptait trois collèges ou classes d'États ; 1° les électeurs ; 2° les princes , les prélats , les abbesses, les comtes et seigneurs ; 3° les villes libres.

La qualité d'État de l'Empire se perdait de plusieurs manières :

1° Par punition , quand un État était mis au ban de l'Empire ;

2° Par la conquête ;

3° Lorsqu'un État se détachait lui-même de l'Empire , ou se soumettait à une autre puissance ;

4° Quand , soit par la force , soit en vertu d'une décision des tribunaux , un État en avait dépouillé un autre.

Ce fut sous les Carlovingiens qu'eut lieu la séparation des États en ecclésiastiques et laïques.

Depuis la division des religions catholique et protestante , il existait en Empire des États catholiques et des États protestants.

(1) Bilderbeck, *État de l'Empire*.

A titre égal, les États ecclésiastiques prenaient rang avant les autres.

Sous les Carlovingiens aussi l'hérédité commença à s'établir pour les dignités de duc, de comte, etc.

La charge de comte, *graf*, c'est-à-dire, gouverneur d'un district, devint héréditaire sous les empereurs saxons. Depuis, presque toutes les maisons régnantes d'Allemagne introduisirent la succession par primogéniture : de là les majorats.

Quelques exceptions se maintinrent et amenèrent, avec beaucoup de pactes de famille, beaucoup de confusion.

Quant à la noblesse immédiate, la chevalerie d'Empire, *Reichsritterschaft*, bien que jamais elle n'ait possédé voix ni séance à la diète, elle jouissait d'une complète indépendance, et ne relevait que de l'Empereur.

Jadis les États avaient un rang entre eux. Cette prééminence devint la source d'interminables disputes.

La Bulle d'or fixait le rang des électeurs.

Les États de la religion catholique formaient le corps catholique ; ceux de la religion protestante et réformée, le corps évangélique. Tous deux réglaient leurs intérêts religieux dans des assemblées, l'un,

sous la présidence de l'électeur de Mayence ; l'autre, sous la présidence de l'électeur de Saxe.

Leurs décisions étaient souveraines.

On distinguait les pays de l'Empire en deux classes ; c'étaient ou des allodiaux ou des biens de famille possédés en pleine propriété , ou des fiefs qui, par succession, revenaient, en certains cas, au seigneur féodal.

Les princes et États de l'Empire prêtaient à l'Empereur le serment de vassal , *Juramentum vassallaticum*. Retenus par ce lien , ils ne pouvaient ni servir ni s'allier contre lui. Contrevenaient-ils à cette obligation ? l'Empereur pouvait les citer à la diète, et les mettre au ban.

Un État , mis au ban de l'Empire pour félonie , était personnellement privé de la souveraineté et de son fief ; sa succession suivait l'ordre légitime. A défaut d'héritier, les fiefs retournaient à l'Empereur.

Outre le ban , une autre cause ramenait un fief à l'Empereur : c'était l'extinction d'une maison. Mais telle ne pouvait jamais être la condition d'un État ecclésiastique ; car un chapitre ne s'éteignait pas. Quant au ban , un prince , un État ecclésiastique avait-il encouru cette punition ? une autre élection du chapitre le remplaçait après la déposition pro-

noncée par le saint-siège. Si, au contraire la cour de Rome soutenait ce dignitaire, l'Empereur séquestrait ses revenus jusqu'à sa mort.

En matières féodales, les lois fondamentales et les capitulations imposaient à l'Empereur les obligations suivantes :

1° Ne point mettre d'entraves à l'investiture , et l'accorder sans délai.

1° Ne pas faire sortir les feudataires de l'Empire pour recevoir l'investiture ; ne pas même leur occasionner des voyages inutiles.

3° Recouvrer les fiefs de l'Empire perdus.

4° Les maintenir. Ce soin , d'après le *Conclusum* du 9 décembre 1722 , s'étendait jusqu'aux fiefs d'Italie ; l'Empereur devait aussi forcer les feudataires d'en venir recevoir l'investiture.

3° Protéger , contre toutes violences , les feudataires et leurs sujets.

6° Ne souffrir qu'aucun tribunal portât atteinte à la souveraineté des feudataires , ni à leur juridiction souveraine sur leurs sujets.

7° Recevoir lui-même ses propres fiefs , et , en cas d'impossibilité, se reconnaître par des *réversales* État et feudataire de l'Empire.

Autrefois , c'étaient les États qui prononçaient

sur les litiges féodaux. Cette attribution passa plus tard au conseil de l'Empire (*Reichsregiment*), et enfin au conseil aulique.

Les électeurs s'appelaient anciennement *Septemviri*, la Bulle d'or ayant fixé leur nombre à sept, par allusion au candélabre à sept branches du temple de Jérusalem, et aux sept chandeliers de l'Apocalypse (1).

Depuis, il fut porté à neuf.

A quelle date remonte la fondation du collège électoral ? Les uns le découvrent avant Tacite (2) ; d'autres l'attribuent à Othon le Grand, et même à Grégoire X. Là où manque la preuve historique, commence l'obscur domaine des conjectures.

C'étaient les électeurs qui, après avoir fait choix d'un Empereur dressaient avec lui sa capitulation.

A ce droit suprême ils joignaient d'autres privilèges. Ainsi leur collège, dont l'origine remontait à

(1) *Septem Electores sacri Imperii per quos velut septem candelabra lucentia in unitate spiritus septiformis sacrum illuminari debet Imperium.*

Dans l'hymne *Veni, Creator*, le Saint-Esprit est appelé *Septiformis munere.*

(2) Liebhardt, *In diss. de Electorali collegii origine.* Ludewig. *Ad auream Bullam*, tom. 1^{er}.

Frédéric III , était d'un ordre supérieur et séparé des autres États. Ils s'assemblaient entre eux, distinctement , sans nul concours étranger. Comme s'ils eussent pressenti les redoutables tentations d'un tel chef , les électeurs , dans la capitulation de Charles-Quint , s'étaient réservé le droit de convenir , avec l'Empereur , du temps et du lieu où se tiendraient les diètes : il y était stipulé que l'Empereur n'en pourrait convoquer sans leur consentement.

Parmi les électeurs , la préséance appartenait aux ecclésiastiques. Le premier de tous était celui de Mayence.

Pour entourer le chef de l'Empire d'une pompe et d'un appareil imposants , on avait créé les archichargés. Ainsi , l'électeur de Mayence était archichancelier et archichapelain de l'Empire ; le roi de Bohême , archiéchanson ; l'électeur de Saxe , archimaréchal ; le margrave de Misnie , archigrand veneur ; l'électeur de Brandebourg , archichambellan , et depuis la mort de l'électeur de Bavière , l'électeur de Hanovre , architrésorier. L'électeur de Cologne se qualifiait d'archichancelier d'Italie , et celui de Trèves , d'archichancelier du royaume d'Arles.

Venaient ensuite les charges héréditaires. Les comtes de Pappenheim étaient maréchaux hérédi-

taires de l'Empire; les comtes de Limbourg, échevons héréditaires; et, quand leur maison s'éteignit en 1713, Charles VI, roi de Bohême, conféra la même charge à Michel-Jean d'Althan. Depuis le seizième siècle, époque où finit la maison Seinsheim, les princes et comtes de Hohenzollern furent chambellans héréditaires.

Dans le même siècle, la maison de Seldeneck ayant cessé d'exister, la charge héréditaire de sénéchal passa aux comtes de Walbourg. Les comtes de Zinzendorff étaient, depuis 1625, trésoriers héréditaires, et les comtes de Werthern, portiers héréditaires de l'Empire.

Deux ordres religieux, fils des croisades, siégeaient à la diète, l'ordre Teutonique et celui de Saint-Jean.

On a vu que, par lettres patentes du 6 janvier 1455, Frédéric IV avait érigé l'Autriche en archiduché. Mais déjà elle en avait pris le titre.

Frédéric lui ayant préféré la dignité royale (1), depuis elle réclama pour ses ambassadeurs, la préséance sur tous les princes d'Empire en personne.

L'archiduc était avocat et protecteur des cha-

(1) Goldast, *Constitutio Imperii*, tom. 1^{er}.

pitres de Lorch , de Trente et de Brixen ; sa souveraineté s'étendait sur ceux de Vienne, de Seckau, de Gurch , de Saint-André et de Laubach.

Par un privilège qu'elle tenait de l'empereur Henri IV, cette maison paraissait, devant le chef de l'Empire , précédée du glaive et du drapeau.

Exempte de toute charge envers l'Empire, elle ne devait fournir que douze hommes contre la Hongrie, et les entretenir pendant un mois , fardeau assurément fort supportable. Pour s'en affranchir entièrement , l'Autriche prit un excellent moyen : elle s'empara de la Hongrie même.

Par un autre privilège, un archiduc ne demandait ni ne recevait l'investiture du fief hors de ses États ; c'était chez lui qu'il remplissait cette formalité, armé, à cheval, en costume d'archiduc, le sceptre en main , le chapeau ducal sur la tête.

Cette maison , même après citation à la diète, n'était pas tenue d'y comparaître.

L'Empire ne pouvait accorder aucun fief en Autriche, circonstance qui donnait à ce pays une homogénéité particulière.

Libre de s'opposer aux décisions du conseil aulique et de la chambre impériale, elle ne pouvait être assignée par devant aucune autre juridiction ;

de plus, pour l'appréciation des prétentions qu'on élevait contre elle, il lui était permis de choisir des arbitres parmi ses vassaux.

Les lois données par les archiducs à leurs sujets défiaient tout contrôle ; nulle autorité ne pouvait les annuler.

Autre immense avantage, leurs pays héréditaires formaient un cercle à part.

De Frédéric II, de Charles-Quint et de Rodolphe II, la maison d'Autriche tenait le privilège de créer des comtes, des barons, des chevaliers, des nobles et des docteurs ; de Charles-Quint, celui de *non appellando*, et de protéger sur son territoire les personnes mises au ban de l'Empire.

Comme héritière de la maison de Bourgogne, elle conférait l'ordre de la Toison d'or.

Ce n'étaient pas là ses seules prérogatives.

L'Autriche put donc se croire prédestinée dès longtemps aux honneurs de l'Empire.

Voici un point important de l'ancien droit public d'Allemagne ; il s'agit du règlement des intérêts communs à tout l'Empire.

Des questions de cette nature ne pouvaient être résolues que devant l'Empereur et les trois collèges réunis.

Le traité de Westphalie énumère presque tous ces cas. L'Empereur s'engageait dans ses capitulations à maintenir intacte une aussi précieuse garantie.

En remontant jusqu'à ces mâles réunions d'hommes libres qui délibéraient au sein des forêts de la Germanie ; en descendant, avec le cours des âges , aux diètes et diétines de l'Allemagne , on voit que la liberté est l'antique hôtesse de cette noble terre ; là , de tout temps , il y eut une patrie.

Assemblées d'électeurs , assemblées de princes , de prélats , de comtes et de villes , une vie puissante animait ce grand corps.

Dès le quatorzième siècle , il existait des assemblées de villes : elles avaient lieu de quatre manières :

- 1° Quand toutes les villes se réunissaient ;
- 2° Quand les villes d'un seul cercle ;
- 3° Lorsque les villes se faisaient représenter par un certain nombre d'entre elles ;
- 4° Lorsque la réunion se bornait aux seules villes qui l'avaient provoquée.

L'Empire était partagé en dix cercles : celui d'Autriche , de Bourgogne , du bas Rhin , de Franconie , de Bavière , de Souabe , du haut Rhin , de Westphalie , de la haute Saxe , de la basse Saxe.

Mais si les États avaient imposé de sages limites à

- l'autorité impériale , eux aussi ils se trouvaient contenus dans des bornes non moins prudemment déterminées.

Par le serment féodal , ils juraient d'honorer l'Empereur comme chef de l'Empire, et de ne rien entreprendre contre sa personne ni contre son pouvoir.

Attenter à la personne de l'Empereur , c'était donc commettre le crime de lèse-majesté , comme celui de félonie , en attaquant l'Empereur. Aucun État ne pouvait donner à ses sujets des lois contraires aux lois fondamentales de l'Empire. Toutes sentences des tribunaux supérieurs de la diète , tant qu'elles ne blessaient ni les lois fondamentales , ni les constitutions , devenaient obligatoires pour les États et pour leurs sujets.

Telle était même l'autorité des décisions de la diète , que nul État ne pouvait demeurer neutre , dès qu'au nom de l'Empire , elle avait déclaré la guerre.

La tranquillité de l'Empire étant un intérêt supérieur à tous les autres , les États en aucune circonstance n'avaient le droit de la troubler.

Dans les querelles particulières , au lieu de recourir aux armes , c'était aux tribunaux supérieurs

qu'ils devaient s'adresser ; jamais il n'était permis à la violence de prendre la place de la justice. Cependant la force pouvait repousser tout agresseur, fût-ce même l'Empereur lui-même ; alors c'était le cas de légitime défense.

Les trois crimes possibles des États étaient ceux-ci :

1° Lèse-majesté envers l'Empereur, et félonie envers l'Empire ;

2° Perturbation du repos public ;

3° Tyrannie envers leurs sujets.

Confédérés pour la défense commune, les États concouraient à ce but par trois sortes de secours :

Par des troupes que chacun entretenait proportionnellement à ses ressources.

Par des subsides (appelés *mois romains* depuis les expéditions d'Italie), pour subvenir aux dépenses militaires, et par des subventions destinées à l'entretien de la chambre impériale.

La matricule de l'Empire assignait à chaque État sa quote-part contributive.

Ces détails, exposition du drame, étaient nécessaires (1).

(1) Schmettow, *Abrégé du droit public d'Allemagne*.
— Pfeffel, *Abrégé chronologique de l'histoire et du droit*

Avant de parler de Joseph II , il importait d'indiquer rapidement la vraie situation de l'Empereur, comme souverain héréditaire d'Autriche , comme chef électif et constitutionnel de l'Empire.

public d'Allemagne. — Will. Coxe, Hist. de la Maison d'Autriche.—Heiss, Histoire de l'Empire, contenant son origine, son progrès, ses révolutions, la forme de son gouvernement, sa politique, ses négociations, et les nouveaux règlements qui ont été faits par les traités de Westphalie et autres.

LIVRE PREMIER.

A peine Charles VI a-t-il fermé les yeux , que , de toutes parts , des prétendants convoitent la riche proie.

Il s'agit en effet de la Hongrie et de la Bohême , de la Souabe autrichienne , ou Autriche antérieure , de la haute et basse Autriche , de la Styrie , de la Carinthie , de la Carniole , de la Flandre , du Bur-gaw , des quatre villes forestières , du Brisgaw , du Frioul , du Tyrol , du Milanais , du Mantouan , du duché de Parme.

Ici , Auguste III , roi de Pologne , électeur de Saxe , allègue les droits de sa femme , fille aînée de l'empereur Joseph I^{er} , frère aîné de Charles VI ;

il se fonde sur les lois qui régissent la primogéniture.

Là , l'électeur de Bavière , Charles-Albert , invoque le testament de l'empereur Ferdinand I^{er} , frère de Charles-Quint. De l'autre côté des Pyrénées , le roi d'Espagne étend ses prétentions sur tous les États de la maison d'Autriche. Philippe V ne descend-il pas , par la ligne féminine , de la femme de Philippe II , fille de l'empereur Maximilien II ?

Louis XV , descendant , en droite ligne , de la branche aînée masculine d'Autriche par la femme de Louis XIII et par celle de Louis XIV , pouvait , autant que personne , élever des prétentions. Mais , concurrent , il aurait toute l'Europe à combattre ; arbitre , il peut , avec la moitié de l'Europe , décider de la succession et de l'Empire. Ce dernier rôle lui convient mieux. Puisse-t-il s'y maintenir , et ne pas assumer sur la France , à force de fautes et d'imprévoyances , toutes les charges d'une guerre sans profit et sans gloire !

De tous les compétiteurs , le plus redoutable c'est le jeune souverain de cette Prusse ducale , si imprudemment érigée par l'Autriche même , depuis quarante ans , en royaume. Ressuscitant une ancienne prétention sur les duchés de Troppau et de Jægerndorff en Silésie , Frédéric mesure déjà de l'œil l'ennemi que son bras terrassera tant de fois.

Avant d'agir, il envoie à Vienne le comte de Gotter, avec des propositions. Si Marie-Thérèse lui cède la basse Silésie, il lui offre, en retour, son assistance armée et cinq millions de livres.

Pour mieux appuyer son négociateur, le roi quitte Berlin, au sortir d'un bal masqué, entre en Silésie avec vingt bataillons et trente-six escadrons. En même temps, il distribue des mémoires où ses droits sont discutés. Frédéric y déclare qu'il va occuper pour la maison d'Autriche, les duchés de cette province ; que c'est là, de sa part, une démarche purement conservatoire.

Marie-Thérèse ne voulut pas recevoir le comte de Gotter ; avant toute négociation, elle exigeait la retraite des troupes prussiennes. Pressé d'en finir, Frédéric remporte la victoire de Molwitz. Ce premier triomphe que bien d'autres doivent suivre, fit du camp prussien le centre des négociations.

Le petit-fils des électeurs de Brandebourg commençait son grand rôle en Europe.

La cour de Vienne était dans la consternation.

Pour faire face à un tel orage, une jeune reine sans expérience, des ministres sans énergie, ou affaiblis par l'âge.

Mais cette jeune reine est Marie-Thérèse.

Depuis Charles-Quint, la France regardait la maison d'Autriche comme son ennemie naturelle ; le souvenir de ses provinces longtemps dévastées

vivait toujours. Un successeur de François I^{er} devait penser sans cesse à la journée de Pavie ; un petit-fils de Henri IV pouvait-il oublier que les drapeaux de Philippe II avaient flotté sur les murs de Paris avec les drapeaux de la Ligue ?

L'occasion d'abaisser une vieille rivale était favorable : on la saisit, non que le cardinal de Fleury désirât la guerre ; la pragmatique sanction , solennellement garantie , et , plus encore peut-être , ses quatre-vingt-cinq ans le retenaient (1). Mais l'esprit ardent de Belle-Isle triompha de sa résistance.

Le plan de la cour de Versailles était de créer et de fortifier , avec les dépouilles de l'Autriche , des États secondaires qui , trop faibles pour lutter contre la France , seraient forcés de suivre son impulsion.

A la suite d'une négociation avec l'électeur de Bavière , le cabinet français venait de s'engager à mettre la couronne impériale sur la tête de ce prince. L'Espagne, les deux Siciles, la Prusse, la Pologne, la Sardaigne accédaient à cette ligue offensive. Comme on craignait que la Russie ne marchât au secours de Marie-Thérèse , on allait l'occuper en excitant la Suède à lui déclarer la guerre. Le démembrement de la monarchie autrichienne une fois décidé , on convint des parts : à l'électeur de Ba-

(1) Koch, *Abrégé de l'Histoire des traités de paix*.

vière , la Bohême , la haute Autriche , le Tyrol et la Souabe autrichienne ; à l'électeur de Saxe , la Moravie avec la haute Silésie ; au roi de Prusse , tout le reste de cette province. Un Infant d'Espagne recevrait la Lombardie. Il ne resterait à la fille des Césars que la Hongrie avec la basse Autriche , les duchés de Styrie , de Carinthie , de Carniole , et les provinces belgiques.

Jamais encore danger semblable n'avait menacé la maison d'Autriche : au fond de sa tombe, Richelieu dut tressaillir de joie.

Déjà l'électeur de Bavière , créé , par lettres patentes , lieutenant général du roi de France , s'avance à la tête d'une armée.

Ses partisans poussent jusqu'à trois lieues de Vienne ; l'effroi s'y répand. Le Danube se couvre de bateaux emportant des effets précieux : pour soutenir un siège , on détruit presque tout un faubourg ; le gouverneur , comte de Khevenhuller , est sommé de rendre la ville.

Forcée de fuir sa capitale , abandonnée de tous ses alliés , sans troupes , sans argent , sans vrais ministres , la jeune Marie-Thérèse , s'interrogeant elle-même , ne désespéra pas de la fortune.

Les Hongrois n'avaient eu que trop à se plaindre de son père et de ses aïeux : elle courut noblement se jeter entre leurs bras. Déjà , lors de son avènement , Marie-Thérèse avait conquis les cœurs , en prêtant

le fameux serment (1) d'André II, aboli par Léopold I^{er}.

Ayant convoqué une diète dans le château de Presbourg, elle y parut tout à coup, vêtue de deuil, en costume hongrois, ceinte de l'épée royale, et portant sur la tête la révéérée couronne de saint Étienne (2).

Après avoir lentement traversé la salle, Marie-Thérèse monta à la tribune d'où le souverain harangue les États. Un profond silence régnait dans l'assemblée. Dès que le chancelier eut exposé la triste situation des choses en demandant de prompts secours, Marie-Thérèse prit la parole, en latin, selon l'usage national. « Le déplorable état de nos affaires, » dit-elle à l'assemblée, « nous a portée à entretenir les fidèles États du très-cher royaume de Hongrie, de l'invasion de nos provinces héréditaires autrichiennes, des dangers qui assiègent ce

(1) A l'exception de l'article 31, ainsi conçu : « Si moi, ou quelqu'un de mes successeurs, à quelque époque que ce soit, nous voulons enfreindre vos privilèges, qu'il vous soit permis, en vertu de cette promesse, à vous et à vos descendants, de vous défendre, sans pouvoir être traités de rebelles. »

Voltaire (*Siècle de Louis XV*) s'est donc trompé, en avançant le contraire ; cette erreur, la plupart des historiens modernes n'ont pas manqué de la reproduire.

(2) Premier roi de Hongrie, mort à Bude, le 15 août 1038.

« royaume, et du remède à employer. La Hongrie,
« notre personne, nos enfants, notre couronne,
« tout est menacé. Abandonnée de tous, notre
« unique refuge, c'est l'éclatante fidélité des États,
« c'est l'antique valeur des Hongrois. Dans ce péril
« extrême, nous vous exhortons, vous, États et
« Ordres du royaume, à délibérer, aussi promptement
« que possible, sur les moyens de sauver notre
« personne, nos enfants, notre couronne, et à y
« recourir sans retard. Quant à nous, en tout ce
« qui peut rendre au royaume son ancienne félicité
« et à la nation sa splendeur, les fidèles États et
« Ordres de Hongrie éprouveront notre bienveillance
« et notre affection royales. »

Transportés d'enthousiasme à l'aspect de cette jeune princesse, si belle, si malheureuse, si confiante en leur loyauté, tous les magnats et délégués s'écrient en agitant leurs sabres : « *Moriamur pro Rege nostro, Maria Theresia!* Mourons pour notre roi (2) Marie-Thérèse ! »

(1) Voir *pièces justificatives* (lettre C.)

(2) Deux fois déjà, dans les actes publics, le titre de *Rex* avait été donné à des femmes : témoin, Marie d'Anjou, au xiv^e siècle, et Élisabeth de Luxembourg, au quinzième.

Tout récemment, moins de vingt ans avant le fait personnel à Marie-Thérèse, Charles VI avait obtenu des États de Hongrie que le droit de succession au trône serait étendu aux femmes.

Jusqu'à ce moment , la reine était restée calme et maîtresse d'elle-même : mais attendrie par tant de dévouement , elle fondit en larmes. Alors l'exaltation de l'assemblée fut au comble ; chaque Ordre s'étant retiré dans le lieu de ses séances , on vota de grands secours en hommes et en argent.

Bientôt les délégués se rassemblèrent au pied du trône, pour recevoir le serment du duc de Lorraine, nommé , du consentement de la diète , corégent ; et alors éclata une autre scène, non moins touchante. Dès la solennité terminée , « Je consacre ma vie , » s'écrie François , « au royaume , à la reine de Hongrie ! » Prenant alors entre ses bras le jeune archiduc Joseph son fils , âgé de six mois , Marie-Thérèse le présente à l'assemblée. Un long cri d'amour lui répond de toutes parts : « Mourons pour la reine et pour sa famille ; mourons pour notre roi Marie-Thérèse (1) ! »

Comme la diète , la nation entière s'exalte ; tout s'ébranle ; des bords de la Save , de la Theiss , de la Drave , du Danube , s'élancent des guerriers jusqu'alors inconnus à l'Europe , Croates , Pandours , Esclavons , Waradiniens , Tolpachs ; bandes valeureuses et féroces , dont le costume , les armes , la cruauté répandent au loin l'effroi.

Tandis que la Hongrie se lève comme un seul

(1) William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

homme , la même ardeur se propage dans toute la monarchie autrichienne. Les soldats abondent : bientôt Vienne , qui avait tremblé un moment , se redresse en état de défense ; étudiants et bourgeois rivalisent d'ardeur avec la garnison.

Digne d'inspirer un tel mouvement , Marie-Thérèse semble grandir aussi en courage : elle ranime , en sa faveur , l'Angleterre et la Hollande , agit dans l'Empire , négocie avec la Sardaigne.

Un si haut caractère émut la nation anglaise : les femmes surtout , fières et reconnaissantes de la gloire qui en rejaillissait sur leur sexe , résolurent d'offrir à la jeune reine une somme de 100,000 liv. sterl. La duchesse de Marlborough , veuve du grand capitaine qui avait si glorieusement combattu pour Charles VI , fut l'interprète de ce vœu. Marie-Thérèse , profondément touchée , refusa néanmoins , ne voulant recevoir de subsides que du parlement.

Dans cet immense péril , ce fut le bras qui avait fait le plus de mal à Marie-Thérèse , qui la sauva.

Déjà la division s'était glissée parmi les alliés. Mécontent des hauteurs du maréchal de Belle-Isle , peu rassuré sur le bon vouloir de la France à son égard , inquiet des prétentions de Charles-Albert , qui , une fois bien établi en Bohême , pourrait revendiquer la Silésie , Frédéric avait accueilli l'entremise conciliatrice de lord Hyndford , ministre d'Angleterre. Bartenstein , secrétaire du conseil de

conférence, et naguère très-ardent contre le roi de Prusse, ne voyait de salut pour la maison d'Autriche que dans un prompt accommodement avec ce prince. Marie-Thérèse, maîtrisant son ressentiment, consentit à traiter; lord Hyndford fut autorisé à offrir au roi la basse Silésie avec Breslaw.

Mais Frédéric ne s'était pas jeté dans la guerre pour se contenter de pareilles propositions. Voici son ultimatum : « Toute la Silésie jusqu'à la rivière
« de Neiss; la ville de ce nom et Glatz; au delà
« de l'Oder, les anciennes limites entre les duchés de
« Brieg et d'Oppeln subsisteront; Breslaw m'appartiendra; la religion demeurera dans l'état où elle se trouve; point de dépendance de la Bohême;
« une cession à perpétuité. En retour, nous n'irons pas plus loin; nous assiégerons Neiss pour la forme;
« le commandant rendra la place et se retirera;
« nous prendrons tranquillement nos quartiers d'hiver, et l'armée autrichienne se portera où elle voudra. Que tout soit terminé dans douze jours. »

Au moment de conclure, la cour de Vienne hésitait encore, trouvant dur de payer une neutralité aussi cher qu'une alliance. Mais le progrès des armes françaises et bavaïses, l'immobilité du Hanovre, un mouvement des troupes prussiennes qui força le général autrichien à sortir de Neiss, toutes ces circonstances décidèrent Marie-Thérèse : l'ultimatum fut adopté à Ober-Schnellendorf.

On se promit mutuellement d'envelopper cette convention d'un secret inviolable , et de conclure , autant que possible , un traité définitif avant la fin de l'année.

L'Autriche venait de ratifier une perte douloureuse. Les arrière-pensées de Frédéric ne lui inspiraient aucune confiance, et néanmoins la convention d'Ober-Schnellendorf fut pour elle très-avantageuse; car , momentanément délivrée de son plus actif ennemi , elle put tourner toutes ses forces contre les Français , les Bavares et les Saxons.

D'abord Marie-Thérèse envoya des forces considérables au secours de Prague menacée par les alliés. Le duc de Lorraine, suivi du feld-maréchal Neuperg, du comte de Khevenhuller et du prince de Lobkowitz, y marchait en toute hâte , quand , à trois lieues de cette capitale , il apprit qu'elle était tombée au pouvoir de l'ennemi. Le même jour , l'électeur de Bavière entra dans Prague en triomphe ; proclamé roi de Bohême, il se rendit à Francfort, où se tenait la diète de l'Empire.

Déjà Charles-Albert avait été couronné archiduc d'Autriche à Lintz ; bientôt il fut élu Empereur et couronné à Francfort.

C'était l'apogée de l'influence française. Représentant d'un roi qui donnait le sceptre impérial , le maréchal de Belle-Isle semblait le premier des électeurs. Ses pleins pouvoirs avaient été remis en fran-

çais : pour la première fois , la chancellerie allemande renonçait , en sa faveur , au vieux langage de l'empire romain.

Mais que d'infortunes pour Charles VII allaient suivre cette grandeur d'un jour !

En effet , tout changea bientôt de face.

Tandis que Marie-Thérèse , soutenue de son propre courage , des subsides de l'Angleterre , de la Hollande , de Venise , d'emprunts en Flandre , multiplie ses défenseurs et les électrise , les armées françaises , sous des chefs inhabiles , se consomment sans gloire. Détruites en Bavière et en Bohême , il ne leur reste pas même la mâle consolation d'avoir héroïquement succombé dans quelque grande bataille.

Trois fois l'Empereur créé par la France avait été chassé de ses États.

Du fond de l'Autriche , la guerre était revenue au Rhin.

Un incident grave compliqua un moment les affaires de Marie-Thérèse : Frédéric , craignant pour la Silésie à la vue des succès de cette princesse , avait rompu la convention d'Ober-Schnellendorf. Par ses ordres , le feld-maréchal de Schwérin s'empara d'Olmütz ; Glatz assiégée fut prise , et lui-même , toujours ardent adversaire de la maison d'Autriche , il courut à Dresde , espérant réveiller la frivole apathie d'Auguste III. Mais la nouvelle

qu'un opéra allait commencer rompit la conférence.

De là , Frédéric vole à Prague , pour y régler un plan de campagne avec le maréchal de Broglie. Ayant rejoint son armée , il s'avance jusqu'à Iglau , et maître des bords de la Taya , depuis Znaym jusqu'à Gœdingen , petite ville sur les frontières de la Hongrie , fait des irruptions dans la haute Autriche ; les hussards de Ziethen poussent jusqu'à Stockerau (1), à une poste de Vienne.

De leur côté , les Autrichiens ne restaient pas inactifs. Dix mille hommes avaient été tirés de la Bavière , pour couvrir la capitale ; une division hongroise , rassemblée sur les confins de la Moravie , menaça les magasins de l'ennemi dans la haute Silésie , où le prince Charles de Lorraine , à la tête de la grande armée , allait pénétrer. Contraint , pour les protéger , de détacher des forces considérables , Frédéric ayant évacué la Moravie , se retira en Bohême , aux environs de Chrudim. Ce fut alors que les Saxons l'abandonnèrent. Vainement , heureux de se débarrasser d'alliés suspects , les engagea-t-il à se joindre aux Français ; ils traversèrent les quartiers prussiens , pour se cantonner dans le cercle de Satz , sur les frontières de leur électorat.

Frédéric ne fut pas mieux secondé par les Français , qui , maîtres d'Égra , s'étaient avancés jusqu'à

(1) Cercle de Moravie.

Piseck. Tout le poids de la guerre retombait donc sur lui (4).

Dans de si graves circonstances, réfléchissant au peu d'accord qui régnait entre les alliés, à l'incapacité des généraux de Louis XV, et à la faiblesse des troupes de l'Empereur, le monarque prussien cherchait une issue à ce labyrinthe. Lord Hyndford, qui déjà avait une fois réconcilié les deux puissances, lui parut plus propre que personne à préparer un accommodement.

Mais les temps étaient changés : aussi la cour de Vienne se montra-t-elle moins facile que par le passé. La reddition de Lintz par le comte de Ségur, l'évacuation de la Moravie, la défection des Saxons, de secrètes négociations à Versailles, toutes ces circonstances lui avaient rendu sa fierté : de part et d'autre, on résolut donc de s'en remettre aux chances d'une bataille.

Frédéric fut vainqueur à Chotusitz, et la paix signée à Breslaw (2).

La reine de Hongrie cédait au roi de Prusse, en toute souveraineté, la haute et la basse Silésie, avec le comté de Glatz, excepté les villes de Troppau, de

(1) Frédéric, *Histoire de mon Temps*, tom. 1^{er}. Will. Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*, tom. V.

(2) Ou du moins les préliminaires. Ce fut à Berlin, le 28 juillet, qu'on signa le traité définitif dont le roi d'Angleterre se rendit garant.

Jægerndorff et les hautes montagnes situées au delà de l'Oppa (1). Les Prussiens se chargeaient de rembourser aux Anglais 1,700,000 écus hypothéqués sur la Silésie.

Auguste III fut compris dans le traité comme électeur de Saxe. Il s'engageait à rappeler les troupes qu'il avait à l'armée française , et à reconnaître la pragmatique sanction.

Tranquille de ce côté , au prix , il est vrai , d'un grand sacrifice, Marie-Thérèse entama des négociations partout où ses ennemis ne dominaient pas exclusivement. Une opinion générale alors en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, en Russie, en Danemark, c'était que la maison d'Autriche étant l'unique contre-poids à la maison de Bourbon , l'indépendance européenne dépendait de son existence (2). Cette opinion , Marie-Thérèse sut l'exploiter , et bientôt la fortune commença à s'adoucir pour elle.

Dans la Grande-Bretagne, lord Carteret, successeur de Walpole, était dévoué à l'Impératrice-reine ; ses actes le prouvèrent.

En Hollande , malgré l'ambassadeur de France qui les exhortait à la neutralité , les États-Généraux avaient accordé des subsides considérables.

A Saint-Pétersbourg, la révolution qui mit Éli-

(1) Petite rivière de Silésie qui prend sa source en Moravie, passe à Jægerndorff, et va se jeter dans l'Oder.

(2) Will. Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

beth sur le trône, et le jeune Iwan dans un cachot, favorisait l'Autriche : car le bannissement du feld-maréchal de Munich enlevait au roi de Prusse un puissant ami.

Vers les Alpes, mêmes symptômes rassurants ; le roi de Sardaigne, blessé par l'Espagne, embrassait la cause de Marie-Thérèse.

Cependant le cardinal de Fleury, ouvrant enfin les yeux, voyait à quel rôle humiliant il avait condamné la France. « Bien des gens savent, » écrivait-il au général de Kœnigseck, « combien j'ai été opposé
« aux résolutions que nous avons prises, et que j'ai
« été, en quelque façon, forcé d'y consentir. Votre
« Excellence est trop instruite de tout ce qui se
« passe pour ne pas deviner celui qui mit tout en
« œuvre pour déterminer le roi à entrer dans une
« ligue si contraire à mon goût et à mes principes. » Et, singulier esprit d'à-propos, la lettre était remise par le personnage même qu'on signalait ainsi, par le maréchal de Belle-Isle !

Pour toute réponse à une dépêche où se peignait si bien la faiblesse du cabinet français, Marie-Thérèse la fit imprimer. Piqué de cette publicité maligne, le cardinal, qui aurait dû être dégoûté de la correspondance, adressa une seconde lettre au général autrichien, pour se plaindre, en lui disant « qu'il ne lui écrira plus désormais ce qu'il pense. »

L'effet de ces deux démarches fut déplorable :

croyant remédier au mal, le cardinal les fit désavouer dans quelques gazettes ; c'était combler la mesure.

Des conférences néanmoins eurent lieu.

Renfermé dans Prague, le maréchal de Belle-Isle offrit d'évacuer la place et les territoires de la reine de Hongrie, mais avec armes et bagages. Les généraux autrichiens se montraient favorables à la proposition ; Marie-Thérèse rejeta toute idée de paix avec hauteur. « Je ne veux pas accorder de capitulation à l'armée française, » dit-elle devant toute sa cour : « je défends qu'on me présente ni proposition, ni projet venant du cardinal ; tout ce qui m'arriverait de sa part me serait suspect. Qu'il s'adresse à mes alliés : c'est la seule grâce que je lui accorde. »

Comme on annonçait une nouvelle démarche du maréchal, « Je suis bien surprise, » dit-elle encore plus haut, « de la demande du maréchal de Belle-Isle. Il faut être tel que lui pour oser la faire. Afin de soulever l'Allemagne contre moi et m'écraser, il a surpris, par l'argent et par diverses promesses, la religion de presque tous les souverains de l'Empire. En pleine paix, n'a-t-il pas entretenu des espions dans le Luxembourg, pour séduire la garnison et embraser la ville ? Jamais, ni moi ni mes descendants nous ne l'oublierons.

« Je n'ai que trop fait auprès de la cour de France ; forcée par la nécessité des temps, j'ai oublié ma

« dignité royale, au point d'écrire à M. le cardinal
« en des termes qui auraient attendri les plus durs
« rochers. Il a mis mes prières au rebut. On m'a
« répondu que je venais trop tard , et que le roi
« Très-Chrétien avait contracté des engagements
« qu'il n'était plus en sa puissance de rompre. J'ai
« des pièces originales en main ; elles prouvent
« qu'on a voulu allumer le feu aux quatre coins de
« l'Allemagne , renverser les lois fondamentales de
« l'Empire, et exciter ici des séditions. Je transmet-
« trai ces preuves à la postérité : désormais l'Em-
« pire évitera de tomber dans un piège qui lui ferait
« recevoir la loi d'une puissance étrangère (1). »

Alors eut lieu cette fameuse retraite de Prague qui sauva les débris de l'armée française. Sorti de la place dans la nuit du 18 décembre, et gagnant trois marches sur le prince de Lobkowitz, M. de Belle-Isle sut ramener à Égra , avec tous ses canons , par une route détournée de trente-huit lieues, à travers des marais glacés et des forêts impénétrables , sans autre nourriture qu'un pain gelé , sans autre lit que la neige , treize mille hommes environ. Durant cette marche, la plus douloureuse qu'eût encore affrontée une armée européenne, plus de douze cents hommes périrent de fatigue et de froid. Malade , ne pouvant plus se tenir à cheval , le maréchal se faisait porter

(1) *Mémoires du maréchal de Richelieu*, tom. VI.

sur tous les points, exhortant du geste et de la voix ses compagnons d'armes (1). Un dévorant typhus attendait à Égra ces braves, dignes pères des héros qui, soixante et dix ans après, déploierent, dans les steppes de Moscou, un courage plus grand encore que leur infortune.

Six mille Français, presque tous malades ou blessés, restaient dans Prague, et le prince de Lobkowitz, irrité de la retraite du maréchal, exigeait qu'ils se rendissent à discrétion ; mais Chevert était à leur tête.

« Dites au prince, » répondit-il à l'envoyé autrichien, « que s'il ne m'accorde pas les honneurs de la guerre, je vais mettre le feu aux quatre coins de Prague et que je m'ensevelirai sous ses ruines. » Comme on le savait homme à tenir parole, il fut écouté, et rejoignit l'armée française à Égra.

Voilà l'intrépide guerrier auquel de petits talons rouges osaient reprocher sa roture, non en face, il est vrai !

(1) Tandis que ces mauvais esprits, qui ne savent jamais prendre aux sérieux les désastres de leur patrie, et ne sont aptes qu'à trouver du ridicule dans une grande et vaillante infortune, chantaient le maréchal de Belle-Isle, un étranger, d'une tout autre nature, il est vrai, portait un jugement plein de justice : « Les dispositions de M. de Belle-Isle étaient bonnes, » dit Frédéric : « le seul reproche qu'on puisse lui faire, est de n'avoir pas, dans sa marche, assez ménagé ses troupes. » *Hist. de mon temps*, tom. II.

Peu de temps après, le cardinal de Fleury sortit, en mourant, des embarras où sa faiblesse avait engagé la France. C'était pour lui la seule issue possible.

Quatre fois, en de graves circonstances, Fleury déserta le noble et national drapeau de Henri IV, de Richelieu, de Mazarin, de Louis XIV :

Quand l'Empereur, au mépris des traités, avait établi la compagnie d'Ostende, le cardinal, au lieu de fomenter le mécontentement de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Hollande et de toutes les puissances maritimes ; au lieu, une fois l'Autriche attaquée de toutes parts, de fondre sur elle, prend la parole, instrument aveugle des puissances maritimes, menace l'Empereur si la compagnie n'est pas dissoute, et épargne ainsi à la maison d'Autriche une redoutable crise.

En 1734, victorieuse en Italie et en Allemagne, maîtresse de Philipsbourg et des barrières de l'Empire, la France pouvait donner à la maison d'Autriche le coup de grâce : l'occasion était magnifique. Eh bien, le vieux ministre, se contentant de la Lorraine, garantit, politique déplorable, la pragmatique sanction.

Cinq ans plus tard, les Turcs victorieux assiégeaient l'Autriche en péril ; l'Espagne ne demandait que la guerre avec elle ; le roi de Sardaigne, pour s'agrandir, était dans les mêmes dispositions. Que

fait le cardinal ? Il déclare à ces deux puissances qu'il s'opposera à toute hostilité contre la cour de Vienne, et, par ses ordres, le marquis de Villeneuve négocie la paix entre l'Autriche et la Porte, sous la médiation de la France ! Tout cela dans un moment où la santé de l'Empereur était fort compromise, et, pour ainsi dire, la veille de sa mort.

Enfin, en 1742, comme si ce n'était pas assez déjà de concessions et d'imprévoyances, tandis que Marie-Thérèse, serrée de près à l'orient par les Turcs, au nord par Frédéric, à l'occident par les armées française et bavaroise, était aux abois, Fleury, loin de concentrer toutes ses forces sur Vienne, les égare en Bohême, à Prague ; Marie-Thérèse respire, et bientôt, Français et Bavaois, tous sont en pleine retraite (1).

Il était impossible de mieux démolir le glorieux édifice des règnes précédents.

Mais de toutes les fautes du cardinal la plus grave, c'est d'avoir négligé l'armée et la marine.

Vivant, on l'avait trop loué : mort, ses qualités furent trop méconnues : une exagération remplaça l'autre.

Louis XV annonça dès lors l'intention de gouverner par lui-même ; mais il se vantait. La Providence n'avait pas fait de lui un roi.

(1) *Mémoires du maréchal de Richelieu.*

Bientôt un pouvoir oligarchique, composé d'instruments dociles, remplaça le gouvernement d'un vieillard (1) ; le vrai successeur du cardinal fut la duchesse de Châteauroux.

Tandis que la France allait s'affaiblissant pour une cause qui lui était étrangère, Marie-Thérèse s'appropriait toutes les forces enlevées à sa rivale.

Après plusieurs défaites successives, les Suédois ne pouvaient plus continuer la guerre, et la Russie avait conclu une alliance défensive avec l'Angleterre toujours favorable à l'Autriche.

Chassé de ses États héréditaires, l'empereur Charles VII errait en Allemagne. De Francfort, théâtre de son élection, et son dernier refuge, il put presque entendre le canon de Dettingen et les fanfares du vainqueur. Dans cette journée, tristement célèbre, les dispositions du maréchal de Noailles avaient été très-belles : tout lui présageait un triomphe ; mais l'ardeur irréfléchie du comte de Grammont, son neveu, perdit les affaires. Comme aux funestes batailles de Poitiers, de Crécy, d'Azincourt, la fougue et l'indiscipline paralysèrent les efforts d'un admirable courage.

Sans ressources au sein de sa ville impériale, l'infortuné Charles VII en était réduit à accepter du

(1) Lacretelle, *Histoire de France pendant le XVIII^e siècle*.

maréchal de Noailles une lettre de crédit de quarante mille écus , à se déclarer neutre tandis qu'on le dépouillait (1) !

Égra ayant été reprise , il ne restait plus d'ennemis dans les États de Marie-Thérèse.

Déjà même les alliés avaient songé à démembrer la France.

Tandis que son armée, partagée en trois colonnes, s'avancait dans la direction de l'Alsace, le prince Charles , accompagné du maréchal de Khevenhüller, se rendit à Hanau , pour y concerter avec Georges II un plan d'invasion.

Cinquante mille Anglais , Hanovriens , Hollandais, Hessois, devaient traverser le Rhin à Mayence, et marcher droit sur l'Alsace, pour faciliter au prince Charles le passage du Rhin à Bâle , l'invasion de la Lorraine et de la Franche-Comté. Maître de ces provinces , le général autrichien donnerait , pour quartiers d'hiver , à ses troupes victorieuses , la Bourgogne et la Champagne. Ainsi Marie-Thérèse comptait se dédommager, avec des provinces françaises, de la perte de la Silésie.

Tranquille sur ses possessions en Italie, elle espérait recouvrer Naples. Cette Flandre française , laborieuse conquête des lieutenants de Louis XIV, l'Angleterre et la Hollande lui en offraient le partage.

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XV*.

Trop faible de caractère pour n'être pas toujours du parti des vainqueurs, le roi de Pologne, électeur de Saxe, se montrait aussi ardent à soutenir Marie-Thérèse que naguère à la dépouiller.

Réduit aux dernières extrémités, l'Empereur fit à Georges II des propositions d'accommodement. Entre autres conditions, non moins avantageuses à la maison d'Autriche, il renonçait à tout droit sur les États autrichiens, et s'engageait à rompre avec la cour de Versailles. Reconnu Empereur à ce prix, Charles VII recevrait un subside provisionnel, et recouvrerait ses États.

Telles n'étaient point les intentions de Marie-Thérèse. Implacable dans son ressentiment, elle voulait arracher à Charles VII la couronne impériale et garder la Bavière. D'accord avec les ennemis de lord Carteret, elle fit donc avorter ce plan.

Du côté de l'Italie, la guerre suivait son cours; le comte de Traun y luttait contre le général espagnol de Gages, successeur du comte de Montemar.

Mais Marie-Thérèse, exaltée par ses succès en Allemagne, et perdant trop de vue l'importante alliance du roi de Sardaigne, refusait les cessions promises à ce prince l'année précédente. Vainement Georges II la pressait de remplir ses engagements. « L'Angleterre, » lui répondait-elle, « veut m'en-

« traîner de sacrifice en sacrifice. Si je cède aujourd'hui, le peu qui me restera en Italie ne vaudra pas la peine d'être défendu ; et l'alternative qu'on me laisse, c'est d'être dépouillée par l'Angleterre ou par la France (1). »

Irritée de ces obstacles, l'impatience du roi de Sardaigne allait toujours croissant. Enfin, pour dernier argument, il menaça de se joindre aux ennemis de l'Autriche.

De cette menace sortit le traité de Worms.

Charles-Emmanuel y gagnait la ville, avec une partie du duché de Plaisance, le Vigévanasque, une portion du duché de Pavie et le comté d'Anghiera (2). Le cabinet de Vienne renonçait aussi à toutes réclamations sur le marquisat de Final engagé aux Génois ; il s'obligeait à tenir sur pied, en Italie, trente mille hommes aux ordres du roi de Sardaigne.

La fortune semblait sourire avec amour à Marie-Thérèse rassurée, du côté de la Prusse, par la paix de Breslau.

Mais comment tromper le vigilant Frédéric ?

Calculant toutes les conséquences du traité qui venait d'unir la reine de Hongrie, l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe et la Hollande ; alarmé des pressantes avances faites aux puissances du Nord, à la

(1) Will. Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*.

(2) Sur le bord oriental du lac Majeur.

Russie surtout ; suivant pas à pas les progrès de Marie-Thérèse en Allemagne, le monarque prussien doit tout craindre pour lui-même. L'ambition , qui rêve de vastes conquêtes en France et en Italie , renoncera-t-elle à la tentation de ressaisir la Silésie ? Ne fera-t-elle point , par un démembrement , payer cher au vainqueur de Molwitz et de Czaslaw ses triomphes ?

Il faut donc un contre-poids au traité de Worms.

Le 13 mai 1744 , Frédéric conclut en secret , à Francfort , avec l'Empereur, la France , l'électeur palatin et le roi de Suède comme landgrave de Hesse , une convention , sans vouloir y admettre nombre de petits princes dont la faiblesse n'eût été qu'à charge.

Précédé d'un manifeste , où il déclare ne rien vouloir pour lui-même , mais ne s'être armé qu'afin de rendre au corps germanique sa liberté , à l'Empereur sa puissance, et à l'Europe la paix, le roi de Prusse entre en Bohême , avec quatre-vingt mille hommes ; vingt-deux mille Prussiens marchent , en même temps, sur la Moravie.

Cette invasion sauve l'Alsace à la France.

Bientôt Prague, Tabor, Budweiss , Frauenberg , toute la partie du royaume située à l'orient de la Muldau , sont au pouvoir de Frédéric. Pénétrant en Bavière , le feld-maréchal de Seckendorf remet l'Empereur en possession de sa capitale. L'armée

française va rentrer en Allemagne ; la cause de Charles VII semblait triompher.

Mais un mortel engourdissement paralysait les généraux de Louis XV ; l'apathie du maître s'était étendue à ses lieutenants.

M. de Noailles ne sut pas gagner une marche sur le prince Charles de Lorraine , qui repassa tranquillement le Rhin pour arracher la Bohême à Frédéric. Conseillé par l'habile tacticien de Traun , le général en chef autrichien expulsait alors les Prussiens de la Bohême, comme il avait fait des Français en 1742 et 1743.

Frédéric , qui naguère menaçait Vienne , dut craindre pour la Silésie.

C'est en vain que le libérateur de l'Alsace appelle les Français à son aide : ceux-ci refusent de payer leur dette, préférant à des conquêtes qu'on devrait restituer plus tard , celle des Pays-Bas qu'ils espèrent garder. Leurs troupes se trouvaient, en Flandre, plus faibles de vingt mille hommes que l'armée de Marie-Thérèse , composée d'Allemands , d'Anglais et de Hollandais : mais Maurice de Saxe les commandait.

Pour compliquer encore les affaires de l'Europe , il ne manquait plus que la mort de Charles VII. Ce triste objet de tant que de querelles sanglantes était rentré dans sa capitale : pour trône , un tombeau l'y attendait. Écrasé de chagrins , dévoré de mala-

dies , indigent sur le trône , insulté sous la pourpre , Charles VII ne cessa de souffrir qu'en cessant de vivre ; le repos commença pour lui le 20 janvier 1745.

Le pompeux cérémonial institué par Charles-Quint présida aux funérailles d'un monarque sans États. Devant ce fantôme d'Empereur on porta le globe du monde , le titre d'*invincible* ne fut pas même épargné à son néant.

Pour héritier , un jeune prince de dix-sept ans , qui ne semblait se rencontrer là qu'afin de perpétuer les malheurs de sa famille !

On croyait généralement que Marie-Thérèse embrasserait cette occasion de paix , comme une route ouverte au grand-duc son époux vers le trône impérial. Mais si son ambition voulait la couronne , ses ressentiments voulaient aussi la guerre. Quant au cabinet de Londres , convaincu qu'il aurait meilleur marché de la France par les armes que par un traité , il continua à souffler la discorde. Cette tâche lui était facile. En donnant des subsides à ses alliés , ne leur imposait-il pas la loi ?

A Versailles , pour arracher sans retour la couronne impériale à la maison d'Autriche , on redoubla d'efforts. Les agents français travaillèrent toutes les cours d'Allemagne ; on voulait faire un Empereur à tout prix.

Ici , la France excitait vivement le nouvel électeur de Bavière à se mettre sur les rangs ; là , c'était

Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, qu'elle cherchait à improviser candidat. Une telle offre pouvait séduire ce prince prodigue et vain. Mais, déjà à la solde des Anglais, Auguste n'osa rompre avec eux ni affronter Marie-Thérèse. C'était le second électeur de Saxe qui refusait d'être Empereur !

Bientôt, forcé de quitter sa capitale, et craignant de recommencer les infortunes paternelles, le jeune électeur signe, à Fnessen, dans l'évêché d'Augsbourg, sa renonciation à toutes prétentions sur les États autrichiens ; il s'engage à garantir la pragmatique sanction, à renvoyer de ses États toutes les troupes auxiliaires ; il donnera au duc de Lorraine son suffrage électoral.

De son côté, Marie-Thérèse reconnaît valide l'élection impériale de Charles VII, et renonce à tous dédommagements qui pourraient peser sur l'électeur.

Ce traité avait été précédé de la quadruple alliance conclue à Varsovie, le 8 janvier, entre le roi de la Grande-Bretagne, la reine de Hongrie, le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, et la Hollande, pour le rétablissement de la paix générale.

Mais telle avait été jusqu'alors la singulière fortune de Marie-Thérèse, qu'un événement heureux ne marchait pas sans un revers. Ainsi, tandis que le plus cher de ses vœux était exaucé, et qu'enfin Im-

pératrice , elle saluait de ses acclamations son époux élu à Francfort , Frédéric , déjà vainqueur du prince Charles quelques semaines auparavant à Hohenfriedberg , remportait , à Sorr , un nouveau triomphe.

François recevait la couronne , et en même temps Marie-Thérèse perdait la Flandre , enlevée par les armes françaises ; et le roi de Prusse la menaçait sérieusement en Allemagne !

Quant à la France , malgré la gloire de Fontenoi et ses brillantes conquêtes , elle avait manqué le premier objet de la guerre : à l'Autriche appartenait toujours le trône impérial.

Poursuivant ses rapides succès , Frédéric était entré à Dresde. C'était là un grand argument en faveur de la paix. Aussi , bien que Marie-Thérèse eût déclaré vouloir vendre le dernier de ses joyaux , plutôt que de renoncer à la Silésie , cette princesse accepta la médiation de l'Angleterre , médiation habilement préparée par Frédéric. La paix fut signée , à Dresde , le 25 décembre 1745.

Pour la seconde fois , le conquérant prussien voyait la Silésie consolidée entre ses mains. Il reconnaissait , en retour , le droit de suffrage de la Bohême , et l'élection de François-Étienne.

L'Empire avait retrouvé le repos ; mais la guerre continua dans les Pays-Bas , en Italie , dans les deux Indes.

Tout le fardeau restait à la France.

Dès lors la lutte changea d'objet. Contraindre, par ses pertes en Flandre, la reine de Hongrie à des cessions en Italie, et les États-Généraux à la neutralité, tel devint le but du cabinet de Versailles.

De son côté, Marie-Thérèse ne songea plus qu'à se dédommager sur la France des pertes que le roi de Prusse lui avait fait essuyer.

Débarrassée de ce redoutable adversaire, elle envoya en Italie un renfort de trente mille hommes. Bientôt, dépouillés de toutes leurs conquêtes, battus, le 16 juin 1746, à Plaisance, les Français et les Espagnols durent précipiter leur retraite.

Une circonstance, fort imprévue, vint favoriser encore les Autrichiens. Le nouveau roi d'Espagne, Ferdinand VI, fils de Philippe V, ayant tout à coup rappelé son armée d'Italie, les Français repassèrent les Alpes, à la suite des Espagnols, pour se retirer en Provence.

A travers tant de vicissitudes, Louis XV, victorieux en Flandre, ne se décourageait pas d'offrir la paix; mais on la repoussait avec la même persévérance.

Pour imposer au mauvais vouloir des cabinets ce bienfait tant souhaité par les peuples, il fallut donc vaincre encore.

Le triomphe de Lawfeld, la prise de Berg-op-Zoom ébranlèrent enfin ces belliqueux entêtements. « La paix est dans Maestricht, » disait le maréchal

de Saxe, et Maestricht fut cerné. Dès lors on se montra beaucoup plus traitable ; les conférences, ouvertes à Breda, en 1746, recommencèrent à Aix-la-Chapelle, en 1748.

Dès le mois de mars, les divers négociateurs arrivèrent dans cette ville. Pour la France, c'étaient le comte de Saint-Séverin d'Aragon et M. de Laporte du Theil ; pour l'Angleterre, le comte de Sandwich et le chevalier Thomas Robinson ; pour l'Impératrice-reine, le comte de Kaunitz-Rittberg, depuis si célèbre comme premier ministre ; pour l'Espagne, don Jacques Masones de Lima y Soto Mayor ; pour la Sardaigne, le comte de Chavanne et le chevalier don Joseph Ossorio ; cinq représentants, le comte de Bentinck, le baron de Wassenaar, le bourgmestre Hasselaer d'Amsterdam, le baron de Borssele, le grietman Onno Zwier de Haren, pour la Hollande. Enfin, le duc de Modène et la république de Gènes eurent aussi leurs plénipotentiaires : l'un, le comte de Monzone ; l'autre, le marquis François Doria.

Ce congrès ne perdit pas de temps. En effet, Maestricht pris, toute la Hollande eût été ouverte aux Français, et des désastres plus grands que ceux de l'année 1672 eussent menacé la république. Aussi, tous les obstacles qui s'étaient opposés à la conclusion du traité définitif, ayant été levés, la paix fut signée le 18 octobre.

Louis XV avait annoncé par son ambassadeur
« qu'il voulait faire la paix, non en marchand, mais
« en roi. »

Il tint fidèlement parole : la France stipula tout
pour ses alliés, rien pour elle-même.

Relativement à l'Empire ou corps germanique,
la France, après la paix d'Aix-la Chapelle, était au
plus haut point de sa puissance fédérative (1).

Louis XIV s'était posé l'ennemi de l'Empire :
Louis XV en devenait l'arbitre.

Mais comprend-on que la clause humiliante du
traité d'Utrecht, relative au port de Dunkerque, ait
été renouvelée, et que l'épée d'un monarque fran-
çais n'ait pas effacé la tache de l'article 17 (2) !
Sur pareille question, le désintéressement n'est
qu'une honte.

Marie-Thérèse, il est vrai, renonçait à ses con-
quêtes d'Italie. La Silésie et le comté de Glatz lui
échappaient de nouveau. Elle cédait à don Philippe
les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla.
Confirmant le traité de Worms, elle ratifiait, entre
les mains du roi de Sardaigne, l'abandon du Vigé-
vanasque, d'une portion du Parmesan et du comté

(1) Ségur, *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*.

(2) Art. 17 : « Dunkerque restera fortifié, du côté de la
« terre, en l'état où il est actuellement, et, du côté de la
« mer, il restera sur le pied des anciens traités. »

d'Anghiera. Mais en revanche , elle recouvrait les Pays-Bas ; l'élection de l'Empereur était reconnue , la pragmatique sanction garantie.

Menacée dans son existence , au début même de cette lutte , la maison d'Autriche se retrouvait enfin à la tête de l'Empire, puissante, incontestée.

Et néanmoins Marie-Thérèse n'était pas satisfaite. L'ambassadeur d'Angleterre ayant sollicité une audience pour lui offrir ses félicitations , cette princesse lui fit répondre que des compliments de condoléance seraient plus de saison , et qu'il l'obligerait en lui épargnant un entretien désagréable pour tous deux (1).

Ne songeant encore qu'à ses pertes, l'Impératrice-reine les attribuait , en grande partie, au cabinet de Saint-James ; elle s'indignait au souvenir des débats qui s'étaient élevés à Londres sur le contingent et sur les subsides.

Voilà le théâtre sur lequel l'archiduc Joseph allait bientôt monter.

Ce prince était né à Vienne, le 13 mars 1741 , à trois heures du matin : ce qui fit dire au grand-duc de Toscane , François de Lorraine, depuis Empereur , qu'il serait vigilant. Le nouveau-né vérifia la prédiction.

Il eut pour parrains un pape (2) , lui dont les

(1) Will. Coxe, *Histoire de la maison d'Autriche*.

(2) Benoît XIV.

décrets devaient un jour alarmer Rome, et un roi (1) de cette noble Pologne que l'Autriche allait bientôt dépouiller.

Autour de ce berceau grondait une formidable tempête. On eût dit pour Joseph un présage des agitations de son règne.

Trois semaines après sa naissance, Frédéric commençait, à Molwitz, la série de ses victoires; comme Marie-Thérèse, sa laborieuse illustration de femme et de reine.

Pour gouverneur, on lui donna le feld-maréchal comte de Bathiany. L'histoire et la géographie devinrent la base des études prescrites. Le jeune prince se complaisait dans la lecture des Commentaires de César, cet attachant catéchisme de toutes les âmes énergiques. Mais, entouré bientôt de pédagogues qui lui rendirent l'étude odieuse, et d'ecclésiastiques dont le zèle inconsidéré l'asservissait à une foule de pratiques minutieuses, son heureux naturel s'arrêta dans ses développements; une excessive timidité sembla paralyser les plus brillantes dispositions.

Une autre circonstance contribua aussi à ce changement. Joseph voyait toute la tendresse de Marie-Thérèse et de François se concentrer sur son jeune frère, l'archiduc Charles (2); pour lui, il n'y avait

(1) Auguste II, électeur de Saxe.

(2) Né en 1745, mort en 1761.

que froideur et sévérité. Alors cette âme ardente, se reployant sur elle-même, parut s'engourdir ; mais elle fermentait en silence.

Cependant, à peine en jouissance d'une paix qui devait être si courte, Marie-Thérèse s'efforçait de réparer les désastres de la guerre en ranimant l'agriculture, le commerce, les sciences et les arts. Fiume, sur le golfe de Carnero, Trieste la vénitienne, ouvrirent leurs ports à toutes les nations. Des canaux sillonnèrent les Pays-Bas, et les deux Indes purent envoyer leurs richesses jusqu'au sein des villes, comme la Hongrie ses denrées à Ostende. Les grandes routes embellies facilitèrent les communications et appelèrent les voyageurs.

Tandis que des manufactures de drap, de glaces, de porcelaine, d'étoffes de soie, s'établissaient dans les faubourgs de Vienne, la ville était dotée d'écoles et de collèges ; l'enseignement du dessin, de la peinture, de l'architecture, s'organisait. Plusieurs cités obtenaient des universités, des bibliothèques et des observatoires. Le célèbre Van Swieten quittait la Hollande sa patrie, pour ouvrir à la médecine et à la chirurgie une ère nouvelle ; Méta-stase, renonçant à sa chère Italie, apportait aux pieds de Marie-Thérèse une gloire que le temps n'a pas toute respectée.

En même temps, l'Impératrice créait à Vienne,

à Neustadt , à Anvers , des académies militaires ; c'était de la prévoyance. Elle ouvrait des vastes asiles aux soldats mutilés, aux veuves, aux filles des officiers : c'était de la gratitude.

En un mot , partout s'étendait une main bien-faisante.

Voici le témoignage d'un juge compétent :

« Elle mit dans ses finances un ordre inconnu à
« ses ancêtres , et non-seulement répara par de bons
« arrangements ce qu'elle avait perdu par les pro-
« vinces cédées au roi de Prusse et au roi de Sar-
« daigne , mais même augmenta considérablement
« ses revenus. Le comte Haugwitz devint contrô-
« leur général. Sous son administration , les revenus
« de l'Impératrice montèrent à trente-six millions
« de florins ou vingt-quatre millions d'écus. L'em-
« pereur Charles VI , son père , possesseur du
« royaume de Naples , de la Servie et de la Silésie ,
« n'en avait pas eu autant.

« L'Impératrice avait senti , dans les guerres
« précédentes , la nécessité d'une meilleure disci-
« pline ; elle choisit des généraux actifs et capables
« de l'introduire dans ses troupes. De vieux officiers ,
« peu propres aux emplois qu'ils occupaient , furent
« renvoyés avec des pensions , et remplacés par des
« jeunes gens de condition , pleins d'ardeur et d'a-
« mour pour le métier de la guerre. On formait ,
« toutes les années , des camps dans les provinces , où

« les troupes étaient exercées par des commissaires
« inspecteurs bien versés dans les grandes manœuvres de la guerre. L'Impératrice se rendit elle-même , à différentes reprises, dans les camps de
« Prague et d'Olmütz , pour animer les troupes par sa présence et par ses libéralités. Elle savait faire
« valoir, mieux qu'aucun prince, ces distinctions auxquelles on attache tant de prix ; elle récompensait les officiers qui lui étaient recommandés
« par ses généraux , excitant partout l'émulation, les talents et le désir de lui plaire. En même
« temps , se formait une école d'artillerie sous la direction du prince de Lichtenstein. Il porta ce
« corps à six bataillons , et l'usage des canons à cet abus inouï auquel il est parvenu de nos jours ; par
« zèle pour l'Impératrice il dépensa, pour cet objet, au delà de cent mille écus de son propre bien.
« Enfin , pour ne rien négliger de ce qui pouvait avoir rapport au militaire, l'Impératrice fonda,
« près de Vienne , un collège où la jeune noblesse était instruite dans tous les arts qui ont rapport à
« la guerre ; elle attira d'habiles professeurs de géométrie, de fortification, de géographie et
« d'histoire, qui formèrent des sujets capables ; ce qui devint une pépinière d'officiers pour son
« armée. Par tous ces soins, le militaire acquit dans ce pays un degré de perfection où il n'était
« jamais parvenu sous les Empereurs de la maison

« d'Autriche , et une femme exécuta des desseins
« dignes d'un grand homme (1). »

Depuis quelque temps , les liens qui avaient , durant tant d'années , uni l'Autriche et l'Angleterre , se relâchaient ; de vives discussions s'étaient élevées entre les deux cours , relativement au traité de la Barrière , si nuisible à la prospérité des Pays-Bas.

D'un autre côté , le cabinet de Vienne observait avec anxiété la Prusse et sa puissance toujours croissante. Après l'avoir élevée , pour opposer un contre-poids à la maison de Bourbon , il se voyait à son tour menacé par elle. Les rôles s'intervertissant , l'ascendant passait aux mains d'une monarchie récente , naguère simple électorat. Frédéric n'allait-il pas réaliser , à son profit , le vieux plan de la France ?

Frappé de ce péril , le comte , depuis prince de Kaunitz , ne songea plus qu'à le conjurer ; pour y parvenir , expédient bien inattendu , il se tourna vers la France.

Déjà , durant les négociations d'Aix-la-Chapelle , des avances avaient été faites à Louis XV. On lui avait secrètement proposé la Flandre et le Brabant , à condition de faire restituer la Silésie. Non découragée par l'insuccès de sa démarche , Marie-Thérèse l'avait elle-même deux fois réitérée : le

(1) Frédéric, *Histoire de la guerre de sept ans*, t. 1^{er}.

comte de Kaunitz , alors représentant sa souveraine en France , s'était efforcé d'éteindre des animosités héréditaires et de préparer les esprits à un rapprochement. Or , ce que l'ambassadeur avait commencé , le chancelier s'efforça de l'accomplir.

Telle était l'ardeur de Marie-Thérèse vers cette nouvelle alliance , que , par haine pour Frédéric , la fille des Césars , une glorieuse Impératrice , une vertueuse épouse , traita d'égale à égale , dans une correspondance familièrement caressante , avec la maîtresse de Louis XV !

Malgré toutes les tentatives du comte de Starremberg, successeur de M. de Kaunitz à Versailles, le succès semblait encore fort incertain , lorsqu'un incident imprévu vint le décider. Blessé , depuis longtemps , des airs de supériorité que la France affectait à son égard ; observant d'un œil attentif les manœuvres de l'ambassadeur autrichien en France ; inquiet de l'indifférence avec laquelle Louis XV voyait arriver le terme du traité entre la Prusse et lui , Frédéric , qui redoutait d'avoir à lutter contre la Russie et l'Autriche , eut bientôt pris son parti : le 16 janvier , il traita avec Georges II.

Marie-Thérèse fut enchantée de ce résultat qui devenait un précieux auxiliaire. En effet , exploitant avec art les secrets ressentiments de Louis XV , on triompha de toutes les résistances ; les vieilles haines de François I^{er} et de Charles-Quint vinrent expirer

dans les boudoirs de Babiolo (1), triste autel de la paix ; l'union fut signée , et , le 1^{er} mai 1756 , tomba la politique de trois siècles.

En imputant ce fatal succès à l'abbé de Bernis (2), on le calomniait. Une courtisane détruisit l'œuvre de Richelieu !

Cette rupture avec les puissances maritimes causa à Vienne une sensation pénible. Dans le premier moment , on n'épargna pas à Marie-Thérèse le reproche d'ingratitude ; sans l'Angleterre , sans ses subsides , sans ses secours de toute espèce , que serait devenue la maison d'Autriche ? D'importants personnages , le prince de Colloredo , le confesseur de l'Empereur exprimèrent un blâme positif ; plusieurs ministres protestèrent par un significatif silence.

Déjà l'Empereur , quand pour la première fois cette question avait été soumise au conseil , s'était écrié en frappant violemment son bureau : « Une telle alliance est contre nature ; elle n'aura point lieu. » Ainsi disposé , il n'accorda son consentement qu'après une vive résistance.

Le feld-maréchal Bathiany , gouverneur de l'archiduc Joseph , éprouvait la même répulsion. Inspiré par lui , le jeune prince rappela à sa mère tous les

(1) Maison de campagne de la marquise de Pompadour , située au-dessous de Belle-Vue , près de Saint-Cloud.

(2) Voir pièces justificatives , lettre F.

griefs de l'Autriche contre la France. « Quelles garanties, » lui demandait-il, « quelle sécurité peut vous offrir votre plus implacable ennemie ? » Cette intervention était peu du goût de Marie-Thérèse ; aussi Joseph fut-il réprimandé. Mais déjà se manifestait la ténacité de son caractère ; plusieurs fois , revenant à la charge , il avait supplié sa mère de rester unie à sa véritable , à sa fidèle alliée , la Grande-Bretagne.

Parvenue à liguier contre Frédéric la France , la Russie et le roi de Pologne , électeur de Saxe , Marie-Thérèse avait rassemblé deux armées aux environs de Prague et de Königgratz. Déjà même les Russes se montraient sur les frontières de la Livonie , lorsque le monarque prussien , justement inquiet de ces préparatifs , fit demander à Vienne des explications ; elles furent vagues , évasives. Frédéric n'était pas d'humeur à se contenter d'un style d'oracle : il insista , déclarant connaître le complot ourdi contre lui , et exigeant l'assurance qu'on ne l'attaquerait , ni cette année , ni l'année suivante.

La réponse hautaine de Marie-Thérèse lui indiqua clairement qu'en voulant la guerre , on voulait aussi lui laisser tout l'odieux de l'agression.

Se décidant aussitôt , et nullement arrêté par ce vain mot d'agresseur qu'on ne peut appliquer , après tout , qu'à celui qui force l'autre à s'armer , ce prince signifie à la cour de Vienne qu'il voit dans

sa réponse une déclaration de guerre, envahit la Saxe, s'empare de Leipsick, entre dans Dresde, investit le fameux camp de Pirna où le roi Auguste s'est réfugié, et gagne sur les Autrichiens la bataille de Lowositz. Les Saxons mettent bas les armes.

Déclaré perturbateur de la paix publique par le conseil aulique, Frédéric, pour se justifier, publie les documents saisis dans le palais de l'électeur, et jusque sous les yeux de l'électrice (1). Mais rien ne peut dessiller les yeux du cabinet de Versailles. Au lieu de vingt-quatre mille hommes, il en accorde cent mille; faute énorme, qui de simple auxiliaire le rend partie principale. Non moins aveugle, la diète de Ratisbonne fournit à l'Autriche soixante mille combattants ardents à détruire le seul contre-poids à la suprématie impériale.

De part et d'autre on redouble d'efforts pour la campagne suivante. A quatre cent mille hommes, Frédéric n'en opposera que cent mille.

Comme plusieurs de ses ennemis ne pourront, vu l'éloignement, commencer leurs opérations que dans une saison très-avancée, il se hâte d'entrer en campagne, pour frapper un grand coup contre les Autrichiens, et briser ainsi le lien de la confédération.

(1) *Mémoire raisonné sur les desseins dangereux des cours de Vienne et de Dresde.*

Dès le mois de mars , tandis qu'on le croit uniquement occupé à mettre Dresde en état de défense , à détruire les ponts de l'Elbe , à tracer des camps dans les environs , Frédéric pénètre en Bohême , s'avance sur Prague à marches forcées , et remporte sur les Autrichiens une victoire mémorable , mais chèrement payée , puisqu'elle lui coûte l'intrépide Schwérin.

Prague est bloquée ; la famine , terrible auxiliaire des Prussiens , menace cent mille hommes. Mais une lettre de Marie-Thérèse , apportée , à travers mille dangers , par un officier autrichien , les soutient tous , habitants et soldats ; un bombardement détruit le quart de la ville , et pas un murmure ne se fait entendre. Néanmoins cette héroïque résignation n'eût pas sauvé la place ; et Prague une fois prise , que de désastres pour la maison d'Autriche ! Déjà le récent triomphe de Frédéric venait d'ébranler l'Empire ; déjà les princes catholiques avaient fait des ouvertures au vainqueur. La capitale occupée , toute la Bohême , tous les États héréditaires subissaient la même loi ; alors Vienne elle-même serait menacée.

Mais sur ce point , les choses allaient changer de face.

A peine instruit de l'invasion des Prussiens en Bohême , le maréchal comte de Daun , traversant la Moravie pour faire sa jonction avec le prince

Charles, n'apprit qu'à Boehmischgrod , non loin de Prague , la défaite de ce prince , et s'arrêta pour rallier les fuyards. Craignant que cette armée qui , chaque jour , s'augmentait , ne troublât ses opérations devant Prague , et ne permit , par ses mouvements , au prince Charles de sortir de la place , le roi , pour la forcer à la retraite , lui opposa d'abord M. de Ziethen ; et le prince de Bevern , à la tête de vingt-cinq mille hommes , se porta sur Kaurzim (1), puis sur Kuttemberg , faisant toujours reculer devant lui le maréchal. Celui-ci se retira jusqu'à Haber : mais chaque pas en arrière le rapprochait de ses secours et lui donnait les moyens d'attirer à lui les débris de la bataille de Prague. Une fois maître de soixante mille hommes, Daun , par un mouvement rapide sur son front , força le prince de Bevern à rétrograder , et , à son tour , marcha en avant pour attaquer le roi de Prusse. En même temps, le prince Charles devait faire une sortie avec toutes ses forces.

Pénétrant le dessein du maréchal, Frédéric , après avoir laissé une partie de ses troupes sous les murs de Prague , s'était dirigé vers Kollin pour rejoindre le prince de Bevern. Sa position devenait critique ; car il était impossible de s'emparer de Prague sans remporter d'abord une seconde victoire,

(1) Jadis Kurim, et plus anciennement encore Zlicsko. C'est une des plus vieilles villes de la Bohême.

et lever le siège en présence de l'ennemi, c'eût été se couvrir de honte. A ces deux grandes raisons d'en venir aux mains, s'en joignait une autre décisive : c'est qu'en gagnant encore une bataille, Frédéric prenait sur les Impériaux une entière supériorité. Déjà ébranlés, les princes de l'Empire l'avaient supplié de leur accorder la neutralité; les opérations des Français en Allemagne se trouveraient compromises; les Suédois deviendraient plus accommodants; le cabinet de Saint-Petersbourg lui-même ferait des réflexions.

Ces calculs étaient justes : mais le sort des armes en décida autrement.

Daun avait retranché ses troupes sur la croupe d'une colline, et sous la protection d'une formidable artillerie. Sept fois, les Prussiens y montèrent comme à un assaut, et sept fois ils furent renversés.

Malgré les plus savantes manœuvres, malgré l'héroïque valeur de ses troupes, Frédéric fut vaincu à Kollin. Dès lors d'immenses dangers l'enveloppèrent : mais, s'élevant avec le péril, il se montra toujours plus grand que son malheur.

En peu d'instant, Marie-Thérèse avait passé d'une extrême infortune à une situation prospère. Ce premier triomphe contre Frédéric la combla de joie. Accompagnée de l'Empereur, elle alla en personne annoncer à la comtesse de Daun la gloire de son mari. Pour perpétuer le souvenir de cette mémo-

nable journée, l'Impératrice donna de splendides fêtes, fit frapper des médailles, récompensa les troupes, et institua l'ordre de *Marie-Thérèse*.

Le premier résultat de Kollin fut la levée du siège de Prague.

De leur côté, les Français payaient noblement leur dette d'alliés à Hastembeck. Mais tandis que le maréchal d'Estrées se couvrait de gloire, une intrigue de cour lui enlevait le commandement.

Bientôt, pour justifier la faveur dont il était l'objet, le maréchal de Richelieu força le duc de Cumberland à signer l'humiliante capitulation de Closter-Severn.

Alors s'ébranla l'alliance des princes de l'Empire avec l'Angleterre et la Prusse. Le duc de Brunswick traita même, abandonnant son territoire à l'armée française, pour toute la durée de la guerre; la Hesse s'appêta à en faire autant. Le cabinet de Versailles put donc concentrer sur Frédéric tout l'effort de ses armes.

Bientôt Richelieu menace Magdebourg où la famille royale s'est réfugiée : une autre armée française, réunie à l'armée des Cercles, s'avance vers la Saxe. Les Suédois fondent sur la Poméranie prussienne; cent mille Russes, commandés par le maréchal Apraxin, prennent l'offensive. Le brave Winterfeld tué, la Silésie a perdu son défenseur. Traversant la Marche de Brandebourg, le général

autrichien Haddick met Berlin même à contribution.

La monarchie prussienne semblait toucher à sa fin ; mais , grâce à Frédéric , des miracles de génie et d'héroïsme la sauvèrent.

A Rosbach , avec vingt-cinq mille hommes , il en met soixante mille en pleine déroute. A Lissa , toujours inférieur de moitié en nombre , il bat le maréchal Daun et le duc de Lorraine. Breslaw et Liegnitz tombent en son pouvoir : Schweidnitz est bloqué. Une réaction s'opère : les princes allemands se tournent de nouveau vers la Prusse et vers la Grande-Bretagne ; dans les sympathies du peuple anglais , Frédéric a pris la place de Marie-Thérèse.

Déjà obérée par les sommes considérables que lui avaient coûté la campagne précédente et le concours de la Russie , l'Impératrice eut à réparer ses pertes récentes en hommes et en matériel , fardeau énorme pour ses finances ; puis la campagne recommença.

Dès le mois de janvier , le général russe Fermor avait pris Kœnigsberg et soumis presque toute la Prusse. Il se disposait , franchissant le Brandebourg , à joindre les Impériaux dans la Silésie ou en Saxe. Mais l'armée autrichienne n'avait pu commencer ses opérations qu'en avril , et l'infatigable roi de Prusse agissait déjà. Bientôt , maître de Schweidnitz , Frédéric investit Olmutz dont le siège fut mal dirigé.

Les Autrichiens enlevèrent aux Prussiens un grand convoi , nécessaire aux opérations.

Daun , qui avait remplacé le prince Charles dans le commandement en chef de l'armée, s'étant approché de l'armée prussienne avec des forces supérieures , Frédéric effectua alors son admirable retraite en Bohême. Daun le suivit , mais en tournant vers la Saxe où l'armée des Cercles avait forcé les vingt mille hommes du prince Henri à se replier sur Dresde. Alors les Russes , arrivés jusque dans la Marche de Brandebourg , bombardaient Custrin. Daun qui espérait , passant l'Elbe à Pilnitz , prendre en queue l'armée du prince Henri campée près de Dresde , et s'emparer de l'électorat , avait écrit au général Fermor de ne point agir avant qu'un grand coup eût été frappé en Saxe. Mais Frédéric brisa toutes ces combinaisons. Confiant la Silésie au margrave Charles , il s'avance contre les Russes , franchit, en vingt jours, deux cent soixante et dix milles, et écrase les Russes à Zorndorf.

De là il vole au secours du prince Henri menacé par Daun , et prend , à Hohenkirchen , un camp mal assuré. « Si Daun ne nous attaque pas ici , » lui dit le maréchal Keith , « il aura mérité d'être pendu. » — « J'espère , » répond Frédéric , « qu'il aura plus peur de nous que de la corde. » Mais cette confiance lui devient fatale.

Surpris pendant la nuit , les Prussiens essuient

une perte considérable. Le meilleur ami du roi , Keith , son beau-frère le prince François de Brunswick , deux de ses pages périssent à ses côtés ; le prince Maurice tombe blessé grièvement. Atteint lui-même d'une balle , Frédéric , après avoir plusieurs fois ramené ses troupes à la charge , les rallie , les forme derrière le village enlevé par surprise , et va en-bon ordre présenter , à une demi-lieue du champ de bataille , le combat à l'ennemi qui n'ose pas l'accepter.

Au comble de la joie , l'Impératrice couvrit d'honneurs son général. Une statue fut élevée à Daun. Les États d'Autriche lui votèrent trois cent mille florins pour racheter un bien de famille , la seigneurie de Ladendorf.

Après ce calme et fier défi de deux jours au vainqueur , Frédéric était allé faire lever le siège de Neiss. De là , accourant sur les bords de l'Elbe , il éloigna Daun de Dresde où ses troupes , d'un instant à l'autre , pouvaient succomber , et prit ensuite ses quartiers d'hiver à Breslaw. Daun prit les siens en Bohême ; l'armée des Cercles , en Franconie ; les Russes , en Pologne et en Prusse ; les Suédois , à Stralsund.

Loin du théâtre des affaires , Joseph suivait avec anxiété l'aigle autrichienne. Se transportant par la pensée sur les champs de bataille , il frémissait aux cris de victoire des Prussiens , il s'élançait

contre le terrible ennemi de sa maison , et rêvait à son tour le triomphe. Puis l'illusion se dissipant , le jeune prince attristé retrouvait l'isolement, l'inaction. Vainement alors , il réclamait de sa mère le droit commun, le droit de tous, celui de tirer l'épée pour la patrie. Marie-Thérèse demeura toujours inflexible. Conduite imprudente et funeste ! Au lieu de comprimer ainsi hermétiquement l'immense activité de corps et d'esprit du futur Empereur, il eût fallu lui ouvrir un cours régulier. Faute d'issue , cette ardeur , inquiète, mal à l'aise , n'aspira plus qu'à la liberté, et , quand tout obstacle eut disparu, elle s'échappa avec emportement, sans pouvoir se maîtriser elle-même.

Blessé des refus maternels , et comprenant dès lors tout ce que sa situation, sur la première marche du trône , lui imposait de réserve et de circonspection , l'archiduc se concentra en lui-même ; il attendit.

Cependant , de plus en plus entraînée dans une voie fatale , la France se consumait aveuglément en efforts pour détruire le roi de Prusse. Un nouveau traité venait d'être signé à Versailles , avec l'Impératrice-reine , le 30 décembre 1758 (1) ; le

(1) OEuvres de Frédéric, *Histoire de mon temps*, t. 1^{er}.

Tenu longtemps secret il n'a été publié qu'en 1795. M. de Ségur en avait donné un extrait dans la *Politique de tous les cabinets de l'Europe*.

duc de Choiseul signalait ainsi son avènement au pouvoir.

Voici le préambule de ce traité ; il mérite d'être cité :

« S. M. T. C. et S. M. l'Impératrice - reine
« ayant conclu, le 1^{er} mai 1756, un traité définitif
« d'amitié et d'union , principalement dans la vue
« d'empêcher que la guerre , allumée sur mer par
« l'Angleterre et la France, ne se communiquât au
« continent , et d'assurer , par ce moyen , autant
« qu'il dépendait d'elles, la tranquillité de l'Europe,
« n'ont pu voir sans un extrême déplaisir qu'un
« dessein si salutaire ait été traversé par l'invasion
« injuste de la Saxe et de la Bohême, de la part
« du roi de Prusse ; et que , malgré les communs
« efforts que S. M. T. C. et S. M. l'Impéra-
« trice-reine ont employés pour arrêter le cours
« des hostilités, et garantir les lois et les États de
« l'Empire des dangers dont ils sont menacés, le feu
« de la guerre , loin de s'éteindre , se soit étendu
« successivement dans presque toutes les provinces
« de l'Allemagne , par une suite de mesures con-
« certées par les cours de Londres et de Berlin, et
« publiquement annoncées par le traité conclu entre
« elles, le 11 avril de la présente année , en vertu
« duquel le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre,
« s'engage à soutenir, par toutes sortes de moyens,
« les entreprises injustes et violentes du roi de

« Prusse. Tout ce qui a précédé et suivi ces mesures fait voir évidemment à quel péril la liberté de l'Europe en général et celle de l'Empire en particulier seraient exposées, si l'on n'employait pas les plus fortes oppositions. Mais comme on ne peut espérer les moyens efficaces, au moins pour rétablir l'ordre et la tranquillité en Allemagne, que par l'affaiblissement de la puissance perniciense du roi de Prusse, S. M. le roi de France et S. M. I. et R. ont jugé nécessaire de resserrer encore plus étroitement leur union, par un nouveau traité confirmatif du traité défensif de Versailles, du 1^{er} mai 1756, et de convenir entre elles des moyens les plus propres pour forcer l'agresseur à donner aux parties lésées une juste satisfaction du passé et des sûretés suffisantes pour l'avenir, ainsi que pour maintenir le système germanique dans toute sa force, et pour établir solidement le repos public, et surtout celui de l'Allemagne, en réduisant le roi de Prusse dans des bornes qui ne lui permettent plus de troubler, au gré de son ambition et de celle de l'Angleterre, la tranquillité générale et celle de ses voisins. »

Par le second article, la France s'engage à continuer à l'Impératrice-reine le secours de vingt-quatre mille hommes stipulé par le traité du 1^{er} mai

1757, ou, au choix de cette princesse, l'équivalent en argent.

L'Impératrice-reine déclare que, pour l'année 1759, elle préfère le secours en argent; en sorte que la France lui payera deux cent quatre-vingt mille florins par mois (Art. 3).

Elle se charge seule, depuis le 1^{er} juin 1758, des subsides à payer à la Suède, d'après le traité du 22 septembre 1757 (Art. 4).

Elle soldera de même en entier le corps de troupes saxonnes qui se trouve joint aux armées françaises, et le met à la disposition de Marie-Thérèse (Art. 5).

Les deux puissances uniront leurs efforts, non-seulement pour rétablir le roi de Pologne, électeur de Saxe, dans ses États, mais aussi pour le dédommager, par une indemnité convenable, de tous les torts et dommages qu'il a soufferts pendant la guerre (Art. 6).

La France emploiera en Allemagne une armée de cent mille hommes (Art. 7).

Les places et ports d'Ostende et de Nieuport seront confiés à la garde de la France pendant la guerre (Art. 8).

Les pays conquis sur le roi de Prusse par l'armée française, seront gouvernés et administrés, au nom de l'Impératrice-reine, par les commissaires qu'elle y nommera. Mais, à l'exception d'une somme annuelle de quarante mille florins pour les frais de

cette administration, les revenus ordinaires et extraordinaires appartiendront à la France. Si l'impératrice de Russie faisait passer un corps de troupes dans ces pays conquis sur la Prusse, ou si un corps autrichien se joignait à l'armée française, le roi leur fera fournir, à ses dépens, les rations ordinaires en pain et en fourrages (Art. 10).

Les deux parties contractantes ajusteront à l'amiable tous les différends qui subsistent entre elles, tant au sujet des limites des Pays-Bas que pour les dettes de la Lorraine (Art. 11).

La France emploiera ses bons offices pour faire assurer à Marie-Thérèse, par la paix, toute la Silésie et le comté de Glatz (Art. 12).

L'article 13 renferme une promesse solennelle de ne faire ni paix ni trêve séparées. La France, on le voit, liait entièrement ses destinées à celles de l'Autriche !

Pour empêcher que le parti protestant ne prenne ombrage de cette alliance, les deux parties renouvellent les traités de Munster et d'Osnabruck (Art. 14).

Marie-Thérèse renonce, en faveur de l'Infant don Philippe, duc de Parme, et de ses descendants mâles, au droit de réversion sur les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla, que le traité d'Aix-la-Chapelle lui avait déféré (Art. 15).

La France cherchera à obtenir du roi des Deux-

Sicules qu'il renonce à ses prétentions sur les biens allodiaux des maisons de Médicis et de Farnèse (Art. 17).

Le duc de Parme y renoncera également, ainsi qu'à ses droits sur les territoires de Bozzolo et de Sabionetta (Art. 18).

La France emploiera ses bons offices pour faire élire roi des Romains l'archiduc fils aîné de l'Impératrice-reine (Art. 19).

Les deux parties se concerteront sur la future élection d'un roi de Pologne, et déclarant d'avance leur satisfaction si le choix tombe librement sur un prince de la maison de Saxe (Art. 20).

Tout ce qui, dans le traité non ratifié du 1^{er} mai 1757, est dit sur le mariage du fils aîné de Marie-Thérèse avec la princesse héréditaire de Modène, est répété dans l'art. 21.

Ainsi l'alliance défensive de 1756 devenait offensive. Non content de ce résultat, M. de Choiseul obtint l'accession de la czarine (1).

Cependant la campagne de 1759 venait de s'ouvrir. Tout favorisait Marie-Thérèse : ses troupes étaient nombreuses, aguerries, et Daun leur avait révélé le secret de la victoire. Ses alliés redoublaient de zèle ; presque tout l'Empire envoyait son contingent avec une exactitude extraordinaire. Chaque

(1) Schœll, *Histoire abrégée des traités de paix*, etc.

jour, l'infatigable dévouement du duc de Choiseul, directeur suprême des affaires étrangères, resserrait les nœuds entre Vienne et Versailles.

Aussi, pénétrée du sentiment de ses forces, l'Impératrice menaçait-elle du ban de l'Empire, l'électeur de Hanovre, le landgrave de Hesse-Cassel, le prince Ferdinand de Brunswick, et les autres alliés de la Prusse, si, rompant tout à coup avec elle, ils ne fournissaient pas leur contingent en hommes et en argent (1).

Pour Frédéric, au contraire, le présent n'avait que des dangers, l'avenir des menaces.

Dès le commencement d'avril, le prince Ferdinand, à la tête de quarante mille hommes, avait voulu surprendre les Français dans leurs quartiers d'hiver, à Bergen près de Francfort. Mais le duc de Broglie, ayant rassemblé en trente-six heures toutes ses forces, vingt-cinq mille hommes, le repoussa avec perte, et reçut de l'Impératrice le titre de prince, de Louis XV le bâton de maréchal. Alors le maréchal de Contade, réuni à M. de Broglie, poussa les alliés jusque dans la Hesse. Mais, le 2 août, le prince Ferdinand prit à Minden une éclatante revanche. L'armée française battit en retraite jusqu'à Francfort.

Par la supériorité numérique de ses ennemis,

(1) *Conclusum* du conseil aulique.

Frédéric semblait réduit à une guerre défensive. Néanmoins, au lieu d'observer seulement les Autrichiens et de n'envoyer contre eux que des détachements qui furent successivement anéantis, il aurait pu d'abord, s'avancant avec toutes ses forces avant l'arrivée des Russes, les terrasser. Ce résultat, Daun l'avait redouté, en n'entrant lui-même en campagne que dans les premiers jours de mai. Le maréchal de Dohna couvrait le Brandebourg avec vingt mille hommes : au mois de juin, Soltikoff et ses soixante et dix mille Russes le repoussèrent. Le 23 juillet suivant, Wedel fut aussi défait à Zulichau dans le duché de Crossen. Maître de Francfort sur l'Oder, le vainqueur menaçait Berlin.

Frédéric, rassemblant alors toutes ses forces disponibles, marche à l'ennemi, rencontre, à Kunersdorff, l'armée austro-russe, et avec quarante mille hommes, en attaque quatre-vingt mille. Ce fut une des plus terribles batailles du siècle : vingt mille Prussiens y périrent ; les alliés n'eurent pas moins de vingt-quatre mille hommes hors de combat. « Si je remportais encore une victoire semblable, » écrivait Soltikoff à la czarine, « c'est à pied, un bâton à la main, que j'en porterais la nouvelle à Votre Majesté. »

Vainqueur d'abord, Frédéric, au milieu de la bataille, l'avait annoncé par un message à la reine. Après l'action, « Éloignez de Berlin la famille

« royale, » lui mandait-il ; « qu'on porte les archives à Postdam , et que la capitale traite avec l'ennemi. »

Dans cette sanglante journée, son courage avait été admirable. Il eut deux chevaux tués sous lui ; ses habits furent criblés de balles ; on dut l'entraîner hors de la mêlée. Sans le dévouement du major Prittwitz , le héros prussien était tué ou pris. Au reste, si les Russes avaient su profiter de leur succès, c'en était fait des vaincus (1). Ils n'avaient qu'à donner le coup de grâce.

Mais irrité que les Autrichiens lui eussent laissé tout le poids de la guerre, Soltikoff refusa de concourir aux opérations ultérieures ; plus tard néanmoins, la réconciliation eut lieu. Mais le lion avait eu le temps de respirer.

Déjà, à la tête de vingt-huit mille hommes, Frédéric couvrait sa capitale et le Brandebourg. Ses belles manœuvres et celles du prince Henri, son frère, empêchèrent la jonction de Daun avec Soltikoff.

Les Prussiens n'avaient pas encore épuisé tous les malheurs de cette campagne. Schmettau capitule à Dresde, heureux à ce prix de sauver sa garnison, son artillerie et sa caisse militaire, mais laissant aux

(1) OEuvres de Frédéric, *Hist. de la guerre de sept ans*, tom. IV.

Autrichiens des magasins considérables qui leur permirent de se maintenir en Saxe ; Finck , imprudemment engagé dans les défilés de la Bohême avec dix-sept mille hommes , met bas les armes. Sur un autre point , trois mille hommes aux ordres du général Dierke , en voulant passer l'Elbe , subissent le même sort.

Après tant d'échecs , il semblait impossible que Frédéric se maintint longtemps contre les forces de Daun. Mais le génie du grand capitaine dominait de toute sa hauteur la lente habileté de son adversaire. Le maréchal , n'osant même pas l'attaquer , se retrancha sous le canon de Dresde , pour couvrir cette place , et le roi , tout mutilé qu'il était , conserva glorieusement la supériorité en campagne.

Par un froid jusqu'alors inconnu à l'Allemagne , les opérations s'étaient prolongées en décembre. Une fois rentré dans ses quartiers d'hiver , Frédéric renouvela ses tentatives à Vienne , à Versailles , à St.-Pétersbourg ; mais en vain : l'espoir de l'anéantir exaltait ces trois cours.

En Italie , une diversion soit contre le roi de France , soit contre l'Impératrice-reine , lui eût été d'un immense secours. Frédéric envoya M. de Cocceii , son aide de camp , auprès du roi de Sardaigne. Mais l'âge avait amorti en ce prince les belliqueux instincts de sa jeunesse ; et de plus , sans alliés , la guerre aurait soulevé contre lui Autri-

chiens , Français , Espagnols , Napolitains , Parmesans. Rien donc à attendre de ce côté : rien , pour Frédéric , à attendre que de soi-même.

Dès le mois de mars 1760 , il fallut reprendre les armes. « L'état de délabrement où se trouvaient les troupes l'obligeait à les employer avec beaucoup de circonspection ; il n'était guère à propos d'agir par détachements , et , sur toute chose , il fallait se proposer de faire une guerre serrée. Les régiments perdus à l'affaire de Maxen , à celle de M. Dierke , avaient été rétablis à la vérité pendant l'hiver : mais ce n'étaient ni de vieux soldats , ni des troupes pour l'usage ; on ne pouvait s'en servir que pour la montre. Car , que faire d'un ramas d'hommes , moitié paysans saxons , moitié déserteurs de l'ennemi , conduits par des officiers qu'on avait engagés par nécessité , et faute d'en trouver d'autres ? Et encore les régiments d'infanterie en manquaient-ils au point , qu'à peine il leur en restait 12 , au lieu de 52 qui est le nombre prescrit par l'ordonnance. Ces inconvénients n'empêchèrent point d'agir , parce que la nécessité le demandait. Au lieu de se plaindre du mauvais état des troupes , on ne s'occupa que des moyens de résister aux ennemis avec plus de vigueur que jamais (1). »

(1) OEuvres de Frédéric, *Histoire de la guerre de sept ans*.

La campagne s'ouvre sous de tristes auspices. A Landshut, Laudon taille dix mille Prussiens en pièces; Glatz, cette clef de la Silésie, tombe au pouvoir des Impériaux; Breslaw est investi; les Russes entrent dans Berlin, y lèvent deux millions de rixdales, repassent l'Oder et ravagent une partie de la Marche.

A peine vainqueur de Laudon à Liegnitz, le roi, pour voler au secours de sa capitale, avait précipitamment quitté la Silésie. Mais à son approche les alliés s'étant retirés, il tourne rapidement vers la Saxe où Daun le suit, et Frédéric remporte, sur les Autrichiens, à Torgau, une sanglante victoire.

Ces deux triomphes relèvent le moral de son armée et lui rendent ses provinces avec presque toute la Saxe.

Mais ses ressources étaient épuisées : « Jamais, » écrivait-il au marquis d'Argens, « je n'ai été dans « une situation plus fâcheuse. Croyez qu'il faut « encore du miraculeux pour surmonter toutes les « difficultés que je prévois. Je fais mon devoir « dans l'occasion, mais je ne dispose pas de la fortune ; et je suis obligé d'admettre trop de casuel « dans mes projets, faute d'avoir des moyens d'en « former de plus solides. Ce sont des travaux d'Hercule qu'il faut que je recommence sans cesse « dans un âge où la force m'abandonne, et où l'es-

« pérance , seule consolation des malheureux ,
« commence à me manquer. »

Daun venait d'être vaincu , mais sans atteinte à sa renommée : une grave blessure attestait son courage , et pouvait même expliquer sa défaite. Aussi Marie-Thérèse , vraiment grande et digne de tels serviteurs , l'entoura-t-elle de plus d'honneurs encore après Torgau qu'après Kollin. Quand le feld-maréchal revint à Vienne , elle alla au-devant de lui , à la distance de deux milles.

Mais déjà une lassitude extrême pesait sur tous les combattants : la campagne de 1761 en fut empreinte. Meurtri de la lutte , chacun y ménageait ses dernières ressources.

Marie-Thérèse néanmoins , pour écraser enfin Frédéric , tenta , d'accord avec les Russes , un puissant effort. Daun commandait l'armée de Saxe , et Laudon celle de Silésie ; il était soutenu d'une grande armée russe , marchant sur Breslaw , sous les ordres de Buturlin , tandis qu'à la tête d'un autre corps , Romanzow , secondé par les flottes russe et suédoise , assiégeait Colberg.

Laissant au prince Henri l'armée de Saxe , Frédéric se chargea de défendre la Silésie. Ne pouvant plus risquer le sort d'une bataille , il s'établit dans le fameux camp de Bunzelwitz , position admirable pour couvrir à la fois Schweidnitz et Breslaw. Bientôt , faute de vivres , Buturlin repasse l'Oder pour

gagner la Pologne , laissant à peine vingt mille hommes sous les ordres de Czernischeff. Favorable aux Prussiens, ce général ne prêtait aux Autrichiens qu'un faible concours. En outre , l'impératrice Élisabeth touchait à sa fin , et le grand-duc Pierre , son héritier présomptif , professait pour Frédéric une fanatique admiration. De là une coopération russe beaucoup plus apparente que réelle.

Ainsi contrarié dans ses opérations , Laudon dut regagner les montagnes , et tomba malade de chagrin. Mais à son tour , manquant de vivres , Frédéric s'est éloigné de Neiss : dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre , l'infatigable Laudon s'empare de Schweidnitz. Il ne reste plus en Silésie aux Prussiens que Glogaw , Neiss et Breslaw. En Poméranie , Colberg tombe au pouvoir des Russes.

Quant au prince Henri , depuis la perte de Dresde , il ne se soutient en Saxe qu'à grande peine. Comme si ce n'était point assez de tant de désastres , l'Angleterre , qui n'était plus aux mains de lord Chatham , refuse les subsides accoutumés.

Un moment Frédéric parut accablé par l'infortune. Renfermé dans Breslaw , ne se montrant même plus à la parade , il portait sur lui du poison ; car on venait de découvrir un complot pour le livrer vivant à ses ennemis. Nulle ressource ne restait : malgré tant d'efforts du génie et du patriotisme , c'en était donc fait de la monarchie prussienne , quand

la mort d'Élisabeth plaça sur le trône de Russie , au lieu d'une ennemie acharnée , un enthousiaste ami. La paix avec Frédéric ne suffisait pas au dévouement de Pierre III : le czar fit marcher au secours de ce prince en Silésie le corps de Czernischeff qui déjà s'était retiré en Pologne.

Le même changement politique se manifesta à Stockholm.

A l'aide de cette double paix , Frédéric , concentrant toutes ses forces en Saxe et en Silésie , n'eut plus à combattre que les Autrichiens et leurs alliés , les Français , les Saxons , les troupes de l'Empire.

Cependant l'Angleterre avait offert sa médiation à l'Impératrice-reine. Encore sous le prestige de succès récents , Marie-Thérèse repoussa fièrement cette proposition.

La campagne s'ouvrit donc. Mais le départ des Russes et leur paix avec Frédéric avaient découragé les Autrichiens. De plus , durant l'hiver , la cour de Vienne avait commis la faute de réduire son armée ; en outre , une espèce de lèpre mettait hors de service la moitié des régiments ; enfin , l'armée de Silésie venait d'être donnée au feld-maréchal Daun. Laudon , qui devait lui remettre le commandement , ne se pressait pas de travailler pour un successeur qu'il détestait. Toutes ces circonstances influèrent puissamment sur les premières opérations. Aussi , Frédéric put-il réunir toutes ses forces sans grande

opposition. Il se trouvait à la tête de soixante et dix mille hommes contre Daun qui n'en comptait pas soixante mille. Mais au moment de faire sa jonction avec les Russes et de frapper un coup décisif, une révolution détrône et tue l'infortuné Pierre III ; Catherine II déclare Frédéric ennemi héréditaire , irrécconciliable de la Russie. Déjà ses commissaires saisissent les revenus de la Prusse royale. Czernischeff vient annoncer au roi qu'il a reçu l'ordre de rentrer en Pologne.

Tout semble annoncer une rupture imminente. C'est que Catherine craint que Frédéric , en apprenant la catastrophe de Pierre III , n'oblige le corps de Czernischeff à se déclarer pour le czar , ou , sur son refus , ne le désarme. En saisissant les deniers de la Prusse , elle prend donc un gage de la conduite du roi.

Mais ces menaçantes appréhensions étaient sans fondement. Frédéric ne s'opposa point au départ de M. de Czernischeff ; seulement il lui demanda un délai de trois jours , et le général russe s'y prêta de bonne grâce.

Ces trois jours , Frédéric les mit à profit.

Daun ignorait encore la révolution de Russie. Le roi , condamné par les circonstances à la témérité , attaque audacieusement les deux postes redoutables de Burkersdorf et de Leutmannsdorf , en chasse les Autrichiens , force Daun à se retirer jusqu'à

Tannhausen , fait ainsi ses adieux aux Russes , investit Schweidnitz , s'en empare , et consolide à jamais entre ses mains la Silésie.

En Saxe, le prince Henri , vainqueur à Freyberg , cueillait le dernier laurier de cette guerre. L'étoile de Frédéric avait retrouvé son éclat.

Catherine refusa d'unir ses armes aux ennemis de la Prusse. Épuisée d'hommes et d'argent , malheureuse sur terre et sur mer , la France fit des propositions à l'Angleterre ; un traité entre elle , la Grande-Bretagne , l'Espagne et le Portugal , fut signé à Fontainebleau , le 4 novembre 1762.

Réduite à ses propres forces , menacée chez elle par les Prussiens , en Hongrie par les Turcs , la fière Marie-Thérèse , malgré ses profonds ressentiments , dut obéir à ce mouvement général. Sous l'entremise de la Saxe , elle demanda la paix , et enfin le traité d'Hubertsbourg annonça à l'Europe qu'elle allait respirer.



LIVRE II.

Réduit au rôle passif de spectateur , Joseph avait attentivement observé , du fond de sa retraite , tous les accidents de cette lutte mémorable. La paix le trouva sérieux , impatient de l'avenir.

A peine âgé de dix ans , il avait épousé l'infante de Parme , Isabelle , petite-fille de Louis XV , femme éminente dont les sages conseils calmèrent bien des fois en lui une fougue trop prompte à déborder. Joseph la chérissait. « Je souffre , » disait-il souvent , « de n'avoir qu'un cœur à lui donner. »

Plein de déférence et de gratitude pour cette douce autorité , il réprima toutes ses passions , l'ambition exceptée. En ouvrant à la naissante ardeur de son

fils un champ plus vaste , Marie-Thérèse l'eût ainsi modérée. C'eût été un grand bonheur pour Joseph , comme pour ses sujets.

Bientôt la force d'âme du jeune prince allait être soumise à de rudes épreuves. Au sein d'un bonheur sans nuages , la petite vérole lui enleva cette compagne adorée. Dès les premiers symptômes du mal , trop affectueux pour n'être pas dévoué, Joseph s'était enfermé avec elle; il ne la quitta qu'après l'instant suprême.

Contre une telle douleur , un seul refuge, l'étude : il s'y jeta tout entier.

Deux ans s'étaient à peine écoulés dans cette mélancolique solitude , quand Marie-Thérèse annonça à son fils qu'on allait l'unir à Marie-Joséphine de Bavière, fille de l'empereur Charles VII.

La politique , plus que l'attachement , avait préparé cette alliance , l'Impératrice voulant faire hériter son fils des biens allodiaux du frère de la princesse. De tels calculs ne donnent guère le bonheur.

Froissé dans ses plus chers souvenirs , Joseph obéit avec résignation ; mais en sacrifiant sa liberté , il garda son cœur. La jeune princesse ne trouva que froideur , plus tard même aversion.

Comme sa devancière , la nouvelle archiduchesse mourut de la petite vérole. Alors Joseph dit , pour toujours , adieu au mariage.

Dès la plus tendre jeunesse , il avait contracté

d'austères habitudes. Archiduc, Empereur, sa vie privée fut constamment irréprochable. Il plaçait parmi les premiers devoirs des rois le respect et la pratique des bonnes mœurs. Il faut que toutes les familles puissent regarder le trône, sans qu'un mauvais exemple blesse leurs regards : telle était sa maxime. Or ce qu'il pensait, il le pratiqua.

Par un article secret du dernier traité de paix, Frédéric avait promis sa voix au fils aîné de l'Impératrice pour la couronne de roi des Romains. Le 27 mai 1764, Joseph fut élu, sans contestation, à Francfort. Ainsi, naguère prête à s'anéantir, la maison d'Autriche renaissait ; le sceptre impérial se consolidait entre ses mains rajeunies.

Mais quelle est la joie humaine qu'un deuil ne vienne bientôt assombrir ? Y a-t-il trône si élevé que la douleur n'y monte ?

Tandis qu'on célébrait, à Inspruck, le mariage de l'archiduc Léopold et de Marie-Louise, infante d'Espagne, tout à coup, au milieu des fêtes et des chants d'allégresse, la mort vint saisir l'Empereur et l'étendre brusquement au tombeau.

Affable, humain, mais indolent et peu apte au rang suprême, François avait mis, à éviter l'exercice du pouvoir, la même persévérance que d'autres à s'en emparer. Heureux de s'effacer devant Marie-Thérèse, ce prince s'était arrangé une sorte de vie privée à l'ombre du trône.

« L'Empereur , qui n'osait se mêler des affaires
 « du gouvernement , » dit Frédéric (1) , « se jeta
 « dans celles du négoce. Il ménageait, tous les ans,
 « de grosses sommes de ses revenus de Toscane ,
 « et les faisait valoir dans le commerce. Il établis-
 « sait des manufactures et prêtait sur gages. Il en-
 « treprit la livraison des uniformes, des armes ,
 « des chevaux et des habits d'ordonnance , pour
 « toute l'armée impériale. Associé avec un comte
 « Bolza et un marchand nommé Schimmelmänn ,
 « il avait pris à ferme les douanes de la Saxe ; et ,
 « en l'année 1756 , il livra même le fourrage et la
 « farine à l'armée du roi de Prusse qui était en
 « guerre contre l'Impératrice son épouse. Durant
 « la guerre , l'Empereur avançait des sommes con-
 « sidérables à cette princesse , sur de bons nan-
 « tissemens. Il était , en un mot, le banquier de la
 « cour. »

Néanmoins , dans une occasion mémorable , lors
 du traité de 1756 , comme on l'a vu , François I^{er}
 avait énergiquement lutté contre l'Impératrice et
 son conseil ; sa haine pour la France ne s'affaiblit
 jamais.

Avec autant de bonté que Marie-Thérèse , Fran-
 çois avait plus de tolérance religieuse.

L'Impératrice adorait son époux , et , sans mur-

(1) *Oeuvres posthumes*, tom. III.

mure , fermait les yeux sur de nombreuses infidélités. Cette mort la plongea dans une affliction profonde. De ses mains royales elle avait préparé elle-même le linceul , ce dernier manteau des Empereurs. Jusqu'à son dernier jour , Marie-Thérèse ne quitta plus le deuil , ses appartements restèrent tendus de noir. Souvent elle descendait dans le caveau funèbre où cet époux chéri dormait en attendant le grand réveil. Comme pressée de le rejoindre, elle avait fait ouvrir d'avance son propre mausolée; là , à genoux, en prières durant de longues heures, elle se disposait à comparaître aussi devant le juge souverain.

Mais de telles âmes ne s'affaissent pas sous la douleur : elles s'y retrempent. Puisant , dans la religion, une résignation inébranlable, et dans le sentiment de ses devoirs une énergie nouvelle, l'Impératrice ressaisit d'un bras ferme le timon des affaires.

Le roi des Romains prit le titre d'Empereur. Son frère Léopold devint grand-duc de Toscane.

François I^{er} avait été corégent des royaumes et des États héréditaires de Marie-Thérèse. Cette princesse appela aux mêmes fonctions le nouvel Empereur , en stipulant , ainsi qu'en 1740, qu'elle n'aliénait nullement sa souveraineté personnelle sur tous ces États (1).

(1) Comme dernier rejeton de l'ancienne maison d'Autriche.

Bientôt elle se démit , en faveur de son fils , de la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Étienne , rétabli , depuis peu , en Hongrie.

Joseph était assis sur le trône à ses côtés : mais seule elle gouvernait , laissant néanmoins à son fils la direction de toutes les affaires de l'armée.

Dès 1762 , adoptant le système prussien , l'Empereur organisa la conscription dans tout l'Empire , sauf le Tyrol , la Hongrie , les Pays-Bas et le Milanais. Ardent à poursuivre les abus , il ne tarda pas à introduire , dans l'administration militaire , une économie , une régularité jusqu'alors sans exemple. Pour atteindre ce but , l'expérience et les lumières du feld-maréchal de Lascy lui furent d'un grand secours.

Originaire du comté de Limerick en Irlande ; fils d'un feld-maréchal au service de Russie , gouverneur de Lithuanie ; neveu d'un autre officier général tué , sous Catinat , à la journée de la Marsaille , le comte de Lascy , né à Pétersbourg , en 1725 , était entré de bonne heure au service d'Autriche. Colonel pour sa conduite au siège de Maestricht , en 1748 ; général-major , après la bataille de Lowositz où il fut blessé et sauva l'armée autrichienne ; lieutenant général et chef d'état-major après Breslau : auteur des belles dispositions de la bataille de Hochkirchen ; général d'artillerie , l'année suivante , c'est lui qui , à la tête de 15,000 hommes , avait pénétré , en 1760 , jusqu'à Berlin. Deux ans plus

tard , il était feld-maréchal , et bientôt membre du conseil aulique. Plus apte aux calculs de la science qu'au maniement des troupes , Lascy créa le système de fortifications appliqué aux frontières de la Bohême , répara la forteresse de Kœnigsgratz , et éleva celles de Thérésienstadt et de Josephstadt , que tous les hommes de l'art admirent. Mais dans la suite , son système de lignes et de cordons contre les Turcs et les Français ne produisit que de fâcheux résultats.

La première solennité religieuse à laquelle Joseph assista , comme Empereur , fut celle du 13 septembre ; noble et touchante commémoration , où , tous les ans , Vienne , au pied des autels , bénissant Sobieski et ses vingt mille Polonais , célèbre sa délivrance. Cette pompe à la fois pieuse et guerrière , cette imposante réparation de l'ingratitude de Léopold , lui arrachaient des larmes.

De bonne heure , malheureusement , au milieu des plus éminentes qualités , se révéla en lui la précipitation peu réfléchie à faire le bien , qui devait un jour lui susciter tant de soucis ! Un employé de Saint-Pölten (1) avait enlevé de la caisse confiée à sa gestion six cents florins pour soutenir sa nombreuse famille. L'Empereur arrête l'instruction criminelle , pardonne au coupable , et le maintient

(1) Petite ville de la basse Autriche.

dans son emploi , en doublant ses appointements. Certes , il n'était pas possible de faire un moins judicieux usage du droit de grâce , ni de plus égarer la bonté aux dépens de la justice.

Généreux , libéral , Joseph s'effrayait néanmoins quelquefois des excessives largesses de sa mère , et quand il cherchait à les modérer : « Mais il faut me tuer , » lui répondait l'Impératrice , « si l'on veut m'empêcher d'être bienfaisante. »

Toujours en action , ce prince , après avoir inspecté les régiments de Bohême et de Moravie , partit , en 1769 , pour l'Italie. Roi nominal des Romains , il lui tardait de voir l'ombre du Capitole.

Rome alors était dans l'attente : le conclave assemblé allait donner un successeur à Clément XIII.

Joseph y entra. Autrefois les princes n'obtenaient cette faveur qu'en déposant leurs armes à la porte. Mais au XIX^e siècle, c'eût été une véritable anomalie , un grave contre-sens que d'exiger semblable condescendance. Deux cardinaux se contentèrent de lui dire : « L'Empereur ne portant l'épée que pour la défense de la patrie et de la religion, elle ne pourrait être mieux qu'à son côté. » C'était réserver le droit , sans le compromettre.

Ayant aperçu , dans la sainte assemblée , un ecclésiastique vêtu de noir , selon la règle des cordeliers , et ne devinant par une Éminence sous ce costume modeste , Joseph lui demanda qui il était : « Un

« pauvre prêtre qui porte la livrée de saint François, » répondit humblement l'inconnu. Le pauvre prêtre était Ganganelli, le futur pape (1) !

Pendant un assez long séjour dans la capitale du monde chrétien, Joseph étudia tous les monuments anciens et modernes, avec un enthousiasme d'artiste; pas un homme, pas un objet remarquables n'échappèrent à son ardente curiosité. Dans cette docte investigation, chacun de ses trois compagnons de voyage avait des attributions particulières; le soir, ils remettaient leurs notes à l'Empereur, qui les rédigeait et les classait.

La puissance des souvenirs, la majesté des ruines, la splendeur du génie moderne, frappèrent profondément Joseph. C'est que jusque dans son imposante décadence, Rome, encore debout sur ses douze collines (2), conserve une attitude de souveraine. La ville éternelle est toujours là. Ses vieux temples, les tombeaux de ses grands hommes, son Capitole (3) s'appuient sur la croix.

De Rome, Joseph courut admirer la riante Naples, toujours en habits de fête, le Vésuve, ce phare redoutable, et, en descendant du cratère, il alla

(1) Élu le 24 mai 1769.

(2) Les monts Capitolinus, Palatinus, Quirinalis, Aventinus, Vaticanus, Viminalis, Esquilinus, Janiculus, Cœlius ou Lateranus, Testaceus, Citorius, Pincius.

(3) Aujourd'hui le *Campidoglio*.

interroger le linceul de cendres dans lequel, depuis dix-sept siècles, la souterraine Pompéïa, à peine entrevue (1), dormait encore, avec ses dieux, avec ses chefs-d'œuvre et ses enfants.

Au retour, il salua cette délicieuse Florence qu'on ne devrait, disait un voyageur, montrer que le dimanche. Il s'arrêta à Bologne, où Auguste, électeur de Saxe, en échange du trône de Pologne, abjura le protestantisme.

A Milan, laissant la douce indépendance de l'artiste, pour reprendre son rôle d'Empereur, Joseph consacrait, chaque matin, deux heures à des audiences publiques. En partant, il allégea de deux cent mille florins l'impôt annuel : adieu digne d'un bienfaisant monarque.

Malheureusement le même homme descendait parfois à de trop minutieux détails. Ainsi, dans cette dernière ville, visitant les couvents de filles, et ne trouvant pas les religieuses assez occupées, il leur envoya de la toile pour faire des chemises à ses soldats. Ce petit empiétement sur l'autorité de la mère supérieure n'était-il pas bizarre chez le chef de l'Empire ?

Dans une autre occasion, en Moravie, Joseph, pour honorer l'agriculture, laboura solennellement

(1) Les premières fouilles avaient eu lieu vers 1755, mais ce grand travail ne marcha activement qu'à dater de 1799.

un champ , de ses propres mains , parodie sérieusement puérile d'un usage touchant et respectable ailleurs.

Le 29 juillet de la même année , il rentra à Schoenbrunn.

Cependant commençait pour l'héroïque Pologne un drame terrible.

Depuis la mort de Jean Sobieski , l'Autriche exerçait dans ce royaume une puissante influence. C'est elle qui , d'accord avec la Russie , avait placé la couronne sur la tête d'Auguste II , électeur de Saxe.

Quand Auguste eut cessé de régner et de vivre , Marie-Thérèse voulut continuer , en faveur de cette maison , son haut patronage. Mais plusieurs seigneurs polonais se mirent sur les rangs , et parmi eux Stanislas Poniatowski que Catherine , encore grande-duchesse , avait honoré d'une affection particulière.

Depuis , dans un moment d'abandon , il était échappé à l'Impératrice de dire que le plus grand bonheur d'une femme serait de couronner son amant. Ce bonheur , elle ne voulut pas s'en priver. Malgré l'Autriche , Stanislas , soutenu par la Prusse et la Porte , fut élu.

Vivement blessée de l'échec de son candidat , le prince Xavier de Saxe , Marie-Thérèse rappela de Varsovie son ambassadeur , et exploita les ferments de troubles.

Ce déplorable exemple, Catherine et Frédéric ne tardèrent pas à le suivre, en excitant les mécontents, en embrassant la cause des dissidents, c'est-à-dire des non catholiques.

Sous ce prétexte, ils paralysaient les efforts de Stanislas qui cherchait, d'une main timide, il est vrai, mais loyalement, à réformer les vices de la constitution; vices précieux pour l'étranger, et source de son déplorable ascendant.

En tout pays, la guerre civile est un fléau moindre que la domination du dehors; car si elle mutile les corps, du moins elle exalte les âmes sans les corrompre. De ces luttes énergiques l'honneur national sort intact et vainqueur.

Une diète avait été rassemblée pour examiner les plaintes des dissidents; violemment brisée par le sabre russe, après l'arrestation des plus marquants catholiques, un comité la remplaça.

Bientôt, sous l'influence de la menace ou de l'or, tous les vieux abus, le fatal *liberum veto*, entre autres, ressuscitèrent.

Les dissidents avaient aussi retrouvé leurs privilèges.

Une nouvelle diète confirma ces décisions.

Révoltée d'un tel arbitraire, la Pologne frémit, et, la confédération de Bar ayant arboré sa bannière, on en vint aux mains. C'était là que l'étranger attendait l'infortunée république.



La Russie envoya des troupes. Marie-Thérèse ouvrit ses États aux chefs des confédérés ; d'accord avec la France et la Porte , elle fit passer aux catholiques des hommes , des armes , de l'argent.

Cette situation ne tarda pas à se compliquer. Un parti russe ayant poursuivi les Polonais sur le territoire turc, le Divan déclara la guerre à la Russie. Mais de rapides succès couronnèrent les armes de Catherine.

Déjà l'armée russe , commandée par le prince Gallitzin, avait battu les Turcs près de Choczim (1) ; la conquête de la Moldavie suivit de près la prise de cette ville. De tels avantages étaient de nature à alarmer les alliés mêmes de la Russie ; et à Berlin on voyait avec anxiété les menaçants progrès d'une aussi redoutable amie. Ne devait-on pas prévoir qu'un jour , là aussi , comme en Pologne , l'ambition moscovite voudrait peut-être imposer des lois ?

Les mêmes réflexions s'offraient au cabinet de Vienne.

Devant des appréhensions communes, les vieilles animosités s'apaisèrent ; un même péril rapprocha les deux cours.

Dès l'année 1766 , Frédéric avait proposé à Joseph

(1) Ville forte de la Bessarabie, sur le Dniester, à six lieues ouest de Kaminieck.

une entrevue : le jeune Empereur la souhaitait vivement ; mais jusqu'alors Marie-Thérèse et le prince de Kaunitz s'y étaient opposés. Cette fois, il en fut autrement. Du consentement de sa mère, Joseph fit les premiers pas : l'entrevue eut lieu à Neiss en Silésie.

Voulant garder l'incognito, l'Empereur avait pris le nom de comte de Falkenstein (1).

Entre les deux monarques, il y eut assaut de courtoisie. « Ce jour est le plus beau de ma vie, » dit Frédéric à Joseph, « puisqu'il doit servir d'époque à l'union de deux maisons trop longtemps ennemies, et dont l'intérêt véritable est de s'en-tr'aider au lieu de se détruire. » L'Empereur répondit qu'il n'y avait plus de Silésie pour l'Autriche ; donnant ensuite à entendre, mais avec une adroite réserve, que, du vivant de sa mère, il ne lui serait sans doute pas possible de réaliser toutes ses intentions.

Néanmoins, il ne dissimula pas que, vu la situation actuelle des affaires en Europe, ni sa mère, ni lui ne souffriraient que les Russes demeurassent en possession de la Moldavie et de la Valachie. Pré-

(1) « Ce jeune prince affectait une franchise qui lui semblait naturelle ; son caractère aimable marquait de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité. Mais avec le désir d'apprendre, il n'avait pas la patience de s'instruire. »

(Oeuvres de Frédéric. *Mémoires de 1763 jusqu'à 1775.*)

voyant ensuite une guerre entre l'Angleterre et la France, Joseph proposa des mesures pour maintenir la neutralité en Allemagne. Frédéric ayant adhéré aux vues de l'Empereur, les deux princes s'engagèrent, par écrit, au maintien de cette neutralité et de la paix entre eux. Ils étaient convenus d'entretenir une correspondance particulière, et de décider, sans l'intervention de leurs ministres, toutes les contestations qui pourraient naître entre les deux gouvernements.

L'année suivante, de nouveaux sujets d'alarme vinrent préoccuper la cour de Vienne. L'incendie de la flotte turque à Tchesmé; Bender, célèbre par le séjour forcé de Charles XII, au pouvoir du comte Panin, et la Valachie conquise, tels étaient les nouveaux triomphes des Russes. On forma des magasins en Hongrie; des renforts furent envoyés vers les frontières.

Dans ces circonstances, une seconde entrevue sembla opportune. Elle eut lieu au camp de Neustadt, en Moravie. Frédéric et ses généraux portaient l'uniforme autrichien : « Mon frère, » dit-il à l'Empereur en l'abordant, « j'amène des recrues à Votre Majesté. » Mais la présence du prince de Kaunitz disait aussi que cette visite ne se bornerait pas à des échanges de politesses. Le roi et le premier ministre eurent de longues conférences. Après avoir déclaré que jamais l'Impératrice-reine ne permettrait aux

Russes de passer le Danube, ni d'arriver par des acquisitions au voisinage de la Hongrie, M. de Kaunitz ajouta qu'une seule barrière, l'union de la Prusse et de l'Autriche, pouvait arrêter le torrent qui menaçait l'Europe.

La position de Frédéric devenait embarrassante : placé entre son alliance avec la Russie et ses nouvelles relations avec l'Autriche, il tourna habilement la difficulté, en offrant son intervention pour réconcilier les deux cours. Le monarque prussien promit d'engager la Porte Ottomane à accepter la médiation du cabinet autrichien. Poussant la déférence plus loin, il consentit à communiquer à Vienne toutes les ouvertures que la France pourrait faire à la Prusse. Enfin, pour mieux cimenter la bonne harmonie, on promit réciproquement de terminer à l'amiable les discussions qui ne s'élèvent que trop souvent, sur les frontières, parmi les agents des finances.

Comme tout ceci s'était passé entre le roi et le prince de Kaunitz seul, Frédéric crut en devoir rendre compte à l'Empereur qui parut très-sensible à ce procédé.

Le lendemain de la conférence, on reçut à Neustadt des dépêches de Constantinople. Le Grand Seigneur invitait les deux cours de Vienne et de Berlin à se rendre médiatrices entre la Porte et la Russie, déclarant qu'il n'accepterait de paix que

par leur entremise. Joseph, reconnaissant qu'il devait cette médiation aux actives démarches de Frédéric à Constantinople, le remercia avec effusion. Quant au prince de Kaunitz, il affecta de recevoir cette importante nouvelle avec une sorte d'indifférence, il dissimula sa joie ; mais elle n'en était pas moins vive.

Au reste, d'autres intérêts furent malheureusement aussi débattus dans cette conférence. Là, devant une carte de la Pologne, on arrêta les bases de l'odieux partage. Déjà, sous prétexte d'organiser un cordon sanitaire, grande ressource pour de pareilles iniquités, des troupes autrichiennes et prussiennes s'étaient établies sur cette terre condamnée. Les spoliateurs étaient prêts à fondre sur leur proie.

Cependant l'aversion de Marie-Thérèse pour la Russie l'engageait à une démarche bien singulière, à une contradiction vraiment inexplicable chez une telle femme. Au moment où toutes les bases du partage venaient d'être arrêtées, l'Impératrice écrit de sa propre main à Stanislas, cet élégant et vain simulacre de roi. Elle lui parle de son affection pour lui, de sa bienveillance pour la république. A l'entendre, jamais l'Autriche n'a tourné un regard d'envie vers la Pologne ; jamais elle ne permettra un démembrement quelconque.

En entendant de pareilles assurances, on aime-

rait à penser que l'indigne complot avait pu rester un secret entre Frédéric, Joseph et Kaunitz.

Ce n'est pas tout. Marie-Thérèse conclut un traité avec la Porte : elle s'engage, si la Russie ne restitue pas ses conquêtes, si elle persiste dans son système oppressif contre la république, à lui déclarer la guerre. C'était l'époque où les confédérés polonais organisaient leur patriotique résistance : on les combla de promesses.

En même temps, la cour de Vienne, admettant l'hypothèse où elle attaquerait les Russes partout ailleurs qu'en Pologne, réclamait de Frédéric une entière neutralité.

Mais une proposition de cette nature ne pouvait convenir au monarque prussien ; il la rejeta, et son frère, le prince Henri, après avoir été rendre visite à la reine de Suède, princesse de Prusse, partit pour Saint-Petersbourg (1). Le motif ostensible du voyage était le désir de revoir l'Impératrice qu'il avait autrefois connue à Berlin : son but réel était d'abord de préparer la paix entre la Porte et la Russie, puis de rapprocher l'Autriche et la Prusse par l'appât du partage.

Cependant, un corps autrichien, entré en Pologne, occupait le comté de Zips. C'était, car il fallait un prétexte, à titre d'ancienne dépendance du

(1) Voir pièces justificatives, lettre F.

royaume de Hongrie , et comme gage de sommes dues par la république.

De son côté , Catherine s'était emparée d'une autre partie de la Pologne , trouvant tout naturel de s'indemniser ainsi aux dépens du plus faible , et de faire payer aux Polonais la restitution de la Moldavie et de la Valachie.

Personne ne voulait se donner l'odieux de la première exécution ; mais chacun déclarait à son voisin qu'à la moindre tentative de démembrement , il en ferait autant.

Exploitant ces avides dispositions , le prince Henri conclut , à Pétersbourg , un projet de partage. Il ne s'agissait encore que de la Prusse et de la Russie. Mais Frédéric se hâta d'en informer le cabinet autrichien.

Prête à signer aussi , Marie-Thérèse hésita : elle craignait d'irriter la France et de briser l'alliance de 1756. Ce qu'elle allait gagner , valait-il une semblable chance , et le sacrifice des avantages de ses relations avec la Porte ? Plus d'un scrupule aussi alarmait sa conscience. Ce n'était pas sans une sorte d'effroi qu'elle regardait la route où une irrésistible fascination l'entraînait.

D'un autre côté , en n'accédant pas , l'Impératrice-reine se voyait seule contre Catherine , seule contre Frédéric , sans pouvoir rien attendre de la France (1),

(1) « Je tiens du prince de Kaunitz , du comte de Co-

sans rien espérer de l'Angleterre. Une pieuse princesse céda à la plus coupable tentation : le traité définitif de partage fut signé.

En annonçant cette nouvelle au duc d'Aiguillon , le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur de l'Empereur , ajouta que son maître reconnaissait l'injustice du démembrement , mais qu'il avait cru devoir y participer pour en diminuer les effets et y mettre de justes bornes.

Plus , vers le nord et l'orient , grandissait l'ascendant de la Russie , et plus aussi le cabinet français cherchait à se relever de sa longue déconsidération. Une occasion lui sembla heureuse. Le prince royal de Suède était à Paris quand mourut son père. Par des engagements secrets avec ce jeune prince ,

« bentzel et de M. de Vergennes, un fait qui me paraît certain : c'est que la cour de Vienne, dès qu'il fut question du partage qui devait donner à la Prusse un accroissement qu'elle redoutait, en prévint la France, et fit entendre qu'elle s'y opposerait, si la cour de Versailles voulait la soutenir. Louis XV alors ne s'occupant que de ses plaisirs et M. d'Aiguillon de ses intrigues, le cabinet autrichien ne reçut point de réponse rassurante, et il aima mieux concourir au partage de la Pologne que de soutenir seul la guerre contre les Prussiens et les Russes réunis. »

Ségur, *Politique de tous les cabinets de l'Europe, pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*. Tom. I.—(Mémoire du comte de Broglie aux comtes du Muy et de Vergennes, etc., 16 février 1775.)

le duc d'Aiguillon s'efforça de concourir à une révolution qui devait restaurer l'autorité royale. Un plein succès couronna la hardiesse de Gustave III ; en peu d'heures l'aristocratie fut vaincue : mais , vingt ans plus tard , il devait expier son triomphe sous le plomb meurtrier d'Ankarstroëm.

Cette révolution qui arrachait la Suède aux influences étrangères , excita chez Catherine un vif ressentiment. Frédéric , par son traité avec la Russie , s'était engagé à soutenir la forme de gouvernement établie en Suède depuis 1720. Le nouvel état de choses le plaçait donc lui-même dans une situation fort délicate vis-à-vis de son ambitieuse alliée. Il employa la cour de Vienne , dont l'influence conciliatrice sut calmer la czarine. Mais la principale cause de ce résultat fut l'énergie des Turcs : leur opiniâtre résistance aux dures conditions qu'on voulait leur imposer , attira toute l'attention de Catherine.

Ce fut le 2 septembre que Varsovie désolée apprit , par la déclaration du comte de Stackelberg , ministre de Russie , la résolution des puissances partageantes : « Pour ramener la tranquillité et le bon ordre en Pologne , et y établir , sur un fondement solide , l'ancienne constitution de cet État , et les libertés de la nation... , empêcher la ruine et la décomposition arbitraire du royaume , et satisfaire leurs justes prétentions sur plusieurs

« possessions de la république , elles arrêtaient et
 « déterminaient , pour leurs droits et prétentions
 « légitimes (que chacune d'elles justifierait en temps
 « et lieu) , de prendre un équivalent qui y fût pro-
 « portionné , et de se mettre en possession effective
 « des parties de la Pologne les plus propres à éta-
 « blir dorénavant entre elles une limite plus natu-
 « relle et plus sûre ; Leurs Majestés l'Impératrice-
 « reine , l'Impératrice de Russie et le roi de Prusse ,
 « renonçant à tous les droits , demandes , préten-
 « tions et répétitions de dommages et intérêts
 « qu'elles pouvaient avoir à former sur les autres
 « possessions et sujets de la république , etc. »

Une commission de sénateurs , et plus tard une diète ratifièrent les nouveaux traités. Ne se trouve-t-il pas toujours de serviles complaisances à la solde de toutes les indignités ?

Tandis que l'astuce et la violence triomphaient ainsi du bon droit , de plus nobles hauts faits étendaient la puissance de Catherine. L'épée victorieuse du feld-maréchal Romanzow avait enfin dicté la paix aux Ottomans , dans son camp de Koudjouk-Kainardgi , à quatre lieues de Silistrie ; le grand vizir Mouchsin-zade-Mouhammed alla mourir de douleur à Andrinople.

La Russie ne conservait de ses conquêtes que le territoire de Kilburn , d'Azoff , de Taganrog , fondée , en 1706 , par Pierre le Grand , et où plus tard

devait mourir un empereur (1). Pour mieux préparer l'assujettissement de la Crimée, elle en faisait reconnaître l'indépendance : le passage des Dardanelles lui était ouvert ; son pavillon pouvait flotter librement sur toute la mer Noire.

Tant d'avantages semblèrent , un moment , balancés par la menaçante révolte des Cosaques : mais, tranquille du côté des Turcs , Catherine envoya contre les rebelles toutes ses troupes de Romélie. Après une lutte sanglante , Pugatscheff fut enfin écrasé.

Cependant les relations de la France et de l'Autriche se modifiaient sensiblement. L'exil du duc de Choiseul avait été pour la czarine une bonne fortune ; car l'influence de ce ministre à Constantinople , déjà si funeste aux Russes , aurait pu se retrouver à Varsovie , à Stockholm. Ne semblait-il pas probable aussi qu'un jour il eût fomenté contre Catherine la jalousie de Marie-Thérèse ?

Le mariage du Dauphin avec l'archiduchesse Marie-Antoinette fut l'adieu de M. de Choiseul à l'Autriche. Sa chute suivit de près cette quatrième alliance entre les deux maisons. Dès lors , à Versailles , le parti anti-autrichien reprit le dessus.

Autant M. de Choiseul avait embrassé l'alliance autrichienne , autant le duc d'Aiguillon , son suc-

(1) Alexandre, décembre 1825.

cesseur , travailla à se rapprocher de la Prusse. Plus tard , à la veille du partage de la Pologne , il voulut même opposer aux puissances copartageantes une alliance entre la France , l'Espagne et la Sardaigne.

Louis XV mort , on se refroidit de plus en plus. Vainement l'Autriche avait compté sur l'ascendant d'une jeune souveraine , belle et parée de toutes les séductions. Louis XVI , pieusement docile , même sur le trône , aux volontés de son père , s'était hâté d'accorder sa confiance au comte de Maurepas , constant adversaire du parti autrichien.

Le jour même de son avènement , un mémoire d'une haute importance avait été remis , par l'ordre prévoyant du grand Dauphin , au jeune roi. Là se trouvaient énumérés tous les malheurs nés , pour la France , du traité de Versailles : l'Autriche y apparaissait comme une ennemie naturelle ; la nécessité d'un nouveau système y était démontrée.

Pour se maintenir au pouvoir , le duc d'Aiguillon , s'il se fût rendu justice , aurait moins compté sur lui-même que sur sa parenté avec le comte de Maurepas : mais le neveu ne sauva pas le ministre. Le comte de Vergennes , recommandable par ses succès au congrès de Hanovre , comme par ses ambassades à Constantinople et à Stockholm , fut placé aux affaires étrangères (1).

(1) « Je connais bien toutes le cours, » disait le nou-

C'était la consécration du retour aux grandes vues de Richelieu.

Tendre la main aux puissances de second ordre , soutenir la Prusse , afin de conquérir et de perpétuer l'influence française en Allemagne , empêcher tout agrandissement de l'Autriche , et isoler l'Angleterre du continent , tel devint l'esprit du cabinet de Versailles.

Dès lors , on vit la France , appuyant l'Autriche dans les petites choses , l'arrêter aussitôt qu'elle voulait s'étendre.

Ce changement si imprévu causa beaucoup d'humeur à Vienne. Vivement blessé , Joseph n'épargnait , dans ses caustiques attaques , ni les ministres de son royal beau-frère , ni la nation elle-même. Un revirement vers l'Angleterre commença à se manifester.

L'Autriche se trouvait alors dans une situation très-florissante. Tous les ans , ses revenus excédaient , de deux millions d'écus , ses dépenses : elle avait une armée de deux cent mille hommes bien disciplinée , qui , sans efforts , pouvait s'augmenter beaucoup.

Après tant de rudes épreuves , Marie-Thérèse , heureuse et fière de la prospérité publique , n'aspirait qu'à terminer paisiblement son règne.

veau ministre en arrivant de Suède , « excepté celle de Versailles. »

Pour son fils , dominé par un tout autre besoin que celui du repos , il épiait en silence une occasion. Fatigué de la gloire de Frédéric , Joseph voulait , maîtrisant à son tour la renommée , marcher à la tête de l'Europe.

Vers l'orient , il convoitait la Servie et la Bosnie. Au midi , l'œil fixé sur les possessions vénitiennes , il s'apprêtait à joindre Trieste et le Milanais au Tyrol.

L'Empereur ne bornait pas là ses prétentions. Il comptait bien , après la mort du duc de Modène , dont un archiduc avait épousé l'héritière , revendiquer le Ferrarais en la possession des papes , et dépouiller le roi de Sardaigne du Tortonais et de l'Alexandrin , comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan.

A l'occident , la Bavière offrait une proie séduisante : voisine de l'Autriche , c'était un passage vers le Tyrol ; avec elle , le Danube devenait un fleuve presque tout autrichien.

En outre , l'Empereur souffrirait-il la réunion de la Bavière et du Palatinat dans les mêmes mains ? L'événement devait bientôt prouver le contraire. Trouvant que cet héritage eût rendu l'électeur palatin trop redoutable , Joseph , pour se l'approprier , attendait l'ouverture de la succession.

Portant ses regards au delà du Rhin , le jeune prince demandait souvent aussi à l'avenir si l'Alsace et la Lorraine étaient françaises sans retour ; tandis

qu'au nord, malgré ses gracieuses assurances de Neiss, la Silésie lui semblait toujours un dernier compte à régler avec la Prusse, sur quelque champ de bataille.

Tout préoccupé de si vastes desseins, Joseph se laissait quelquefois emporter à d'imprudentes manifestations. Ainsi, vers la fin de 1775, Frédéric ayant ressenti de violents accès de goutte, Van Swieten, ministre autrichien à Berlin, se hâta d'annoncer à sa cour qu'atteint d'une hydropisie incurable, le vieux roi ne passerait pas l'année. Aussitôt toutes les troupes impériales furent en mouvement, avec ordre de se concentrer en Bohême. Mais avant le rassemblement de l'armée, Frédéric se trouva guéri. De telles dispositions n'étaient pas de nature à cimenter l'union des deux cours (1).

Depuis longtemps, Joseph songeait à visiter la France. Il désirait approfondir par lui-même les vrais motifs du changement opéré dans la politique du cabinet de Versailles, et essayer de son influence sur l'esprit de la reine sa sœur. Ce voyage, la froideur de Louis XVI et de ses ministres l'avait retardé autant que possible. M. de Vergennes crut devoir même, dans un mémoire digne d'une sérieuse attention (2), prémunir le roi contre la remuante ambition de son beau-frère.

(1) Frédéric, *Mémoires de 1775 à 1778*.

(2) Voir pièces justificatives, lettre H.

En effet, déjà l'opinion publique interprétait diversement la démarche de l'Empereur. Selon les uns, Joseph, pour resserrer les liens de famille au profit de sa politique, venait demander en mariage madame Élisabeth, sœur du roi; selon d'autres, il voulait obtenir du cabinet français son consentement au partage de la Turquie; dans cette hypothèse, il aurait cédé les Pays-Bas.

L'Empereur, ou plutôt, le comte de Falkenstein arriva à Paris, le 18 avril 1777.

Durant un séjour de six semaines dans cette capitale, sous le voile si transparent de l'incognito, il attira et, ce qui est plus difficile, il sut soutenir la curiosité générale. Seulement un peu d'affectation compromettait une simplicité bien nouvelle et presque étrange au milieu des palais de Louis XIV.

Occupant un appartement modeste dans une maison garnie, souvent l'Empereur sortait en fiacre ou à pied. Tous les monuments publics, tous les établissements dignes d'intérêt, reçurent sa visite. L'hôtel des Invalides excita son admiration: il s'étonnait que Louis XVI n'eût jamais vu ni ce noble asile de la valeur guerrière, ni l'école militaire, son berceau. A l'Hôtel-Dieu, il ne put contenir son indignation, en remarquant étendus dans le même lit, un malade, un mourant, un mort. « Cet asile, » dit l'Empereur, n'est pas un bienfait. »

Jusqu'alors, le vertueux abbé de l'Épée avait re-

cueilli les sourds-muets dans une école spéciale, sans même obtenir l'attention du public, ni de la cour. Joseph, surpris de cette ingrate indifférence, signala hautement au respect de tous ce modeste bienfaiteur de l'humanité. En lui offrant son portrait enrichi de diamants, il le pria de lui former un disciple capable d'obtenir, à Vienne, les heureux résultats de sa méthode.

Chez Buffon, Joseph s'annonça modestement comme un disciple du grand naturaliste. Buffon souffrant et en robe de chambre, voulait prendre un vêtement plus convenable. « Non, non, » lui répondit l'Empereur, « quand un maître reçoit son élève, il ne doit faire aucune cérémonie pour lui. »

A la cour, son humeur frondeuse ne manquait pas d'aliment; il s'y abandonnait d'autant plus qu'un secret dépit l'excitait, et que son amour-propre de monarque autrichien souffrait en face des splendeurs de la France. Ainsi, plaisantant son beau-frère sur son goût pour la chasse, il lui conseillait, au lieu de parcourir les bois, de visiter les principales villes du royaume. Ne ménageant pas davantage sa sœur, dans ses parures, dans ses nouvelles habitudes, dans les fastueuses superfluités qui l'entouraient, Joseph se complaisait à lui rappeler la simplicité de leur éducation première. « Que de choses, » lui disait-il, « dont nous n'avons pas besoin à Vienne ! »

Il voulut tout voir , tout jusqu'à M^{me} Dubarry. L'ex-favorite le reçut dans son élégante retraite de Lucienne. Joseph se montra froid , mais poli ; il respecta la dignité de femme , même chez celle qui l'avait le plus oubliée.

Un jour , dans un cercle nombreux , une dame célébrait avec enthousiasme le congrès américain et l'héroïque persévérance des milices nationales ; Joseph l'écoutait en silence. Blessée de cette réserve : « Qu'en pensez-vous , monsieur le comte , » lui demanda-t-elle , « et de quel côté vous rangez-vous ? » « Eh ! mais , madame , » répondit-il , « mon métier » à moi , c'est d'être royaliste. »

Joseph quitta Paris , le 31 mai , peu satisfait de la cour de Versailles qui , sur toutes les questions politiques , avait observé une grande réserve. L'accusant d'envie et de mauvais vouloir , il se plaignait qu'on cherchât d'avance à entraver son ascendant futur en Europe.

De là , il parcourut la Normandie , la Bretagne , la Provence , le Languedoc , la Bourgogne , la Franche-Comté.

Mais , soit fatigue d'un incognito qui le livrait à une importune curiosité , soit sentiment pénible à l'aspect de Lyon , de Bordeaux , de tant d'autres villes florissantes , réunies sous le même sceptre , tandis que lui , dans son empire germanique , il trouvait plus d'un souverain assez puissant pour lui

faire la guerre , Joseph manifesta parfois des mouvements d'humeur et même d'injustice. Aussi les provinces furent-elles moins contentes du voyageur couronné que la capitale.

Par goût , il eût accueilli et fréquenté les philosophes : fils respectueux, pour ne pas blesser Marie-Thérèse , il s'abstint de les voir.

Voltaire , leur roi , l'attendait à Ferney sa capitale , et l'Europe comptait sur l'entrevue des deux souverains : l'Empereur passa sans entrer.

En traversant Berne, Joseph alla visiter le célèbre Haller. Il le trouva affaibli par l'âge , accablé d'infirmités , mais entouré de livres , et travaillant encore.

L'Empereur lui ayant demandé s'il s'occupait toujours de poésie : « Des vers ! » répondit l'illustre vieillard. « Ce sont les péchés de ma jeunesse ; il n'appartient qu'à M. de Voltaire de caresser les Muses à quatre-vingts ans. »

Joseph était revenu de ce voyage plus décidé que jamais à fortifier entre ses mains l'unité du pouvoir impérial , et à s'affranchir , en les absorbant autant que possible , de toutes les souverainetés secondaires , groupées autour de son trône électif.

Une occasion de tenter l'entreprise ne tarda pas à s'offrir. Maximilien-Joseph , électeur de Bavière , mourut le 30 décembre 1777 sans postérité masculine.

Si jamais droits à la totalité d'une succession, sauf les alleux proprement dits, avaient paru incontestables, c'étaient ceux de l'électeur palatin, chef de la branche aînée ou Rodolphine de la maison de Wittelsbach. Les deux maisons de Bavière et Palatine descendaient de cet Othon de Wittelsbach qui reçut de l'empereur Frédéric I^{er} l'investiture du duché de Bavière, après que Henri le Lion, duc de Saxe et de Bavière, eut été mis au ban de l'Empire.

Un mariage donna à Louis, fils et successeur d'Othon, le palatinat du Rhin, ainsi que la dignité électorale. Othon l'Illustre lui avait succédé : en mourant, il laissa la haute Bavière, avec le Palatinat, à Louis le Sévère, son fils aîné, et la basse Bavière, à Henri, son second fils. Les États de Louis furent partagés entre ses deux fils, Rodolphe et Louis ; Rodolphe, qui fut électeur palatin, devint la tige de la branche Rodolphine ; Louis, le plus jeune, et qui monta ensuite sur le trône impérial, fut duc de la haute Bavière : de lui est sortie la branche Ludovicienne.

Les titres de l'électeur palatin, en 1777, reposaient :

1^o Sur le droit féodal commun qui appelait à la succession l'électeur palatin, en sa qualité de plus proche agnat et d'héritier féodal du dernier électeur de Bavière, compris comme tel dans la première in-

vestiture , leurs ancêtres communs ayant conjointement possédé les deux États avant le traité de partage de 1529 , partage duquel date la division de la maison de Wittelsbach en deux branches ;

2° Sur la bulle d'or qui , ayant constitué ou sanctionné , dans les maisons électorales , l'ordre de la succession linéale et le principe de l'indivisibilité , assurait toute la succession à la branche palatine , à défaut de la branche de Bavière ;

3° Sur le pacte de confraternité et de succession mutuelle établi entre les deux principales branches de la maison de Wittelsbach , lors du traité de Pavie , en 1529 , pacte plusieurs fois renouvelé par ceux postérieurs de 1524 , 1724 , 1766 , 1771 , 1774 , et confirmés par les capitulations des Empereurs. Aux termes de pacte de 1774 , l'électeur de Bavière avait même admis l'électeur palatin à posséder tous les pays compris dans les pactes de succession antérieurs ;

4° Sur le traité de Westphalie , dont l'art. 4 , §§ 9 et 10 , non-seulement assure à la maison palatine la réversion de l'ancienne dignité électorale et du haut Palatinat , mais confirme tous ses droits en général , et par conséquent son droit à la succession bavaroise.

De semblables titres paraissaient bien à l'abri de toute contestation ; et certes personne n'eût mis en doute leur validité , si la justice , si la bonne foi

n'étaient pas sans cesse étouffées sous les sophismes ou par la violence.

A peine Maximilien-Joseph eut-il cessé de vivre, que plusieurs prétendants s'élevèrent.

Du chef de sa mère, sœur du feu électeur, celui de Saxe réclamait toutes les propriétés allodiales, évaluées par lui à quarante-sept millions de florins.

Le duc de Mecklembourg-Schwérin, s'appuyant sur l'investiture que Henri, l'un de ses ancêtres, avait obtenue, en 1602, de l'empereur Maximilien I^{er}, demandait le landgraviat de Leuchtenberg.

Mais parmi tous les concurrents, nul plus redoutable que Joseph.

Depuis longtemps, l'Autriche convoitait la Bavière. C'était même afin de pouvoir revendiquer un jour l'héritage allodial de cette maison, que l'empereur François avait marié son fils à la sœur de l'électeur. Mais la princesse étant morte sans enfants, le prétexte n'était plus plausible. D'avance la cour de Vienne avait gagné les ministres de l'électeur palatin et ce prince lui-même qui, sans enfants légitimes, désirait assurer à ses nombreux enfants naturels des établissements avantageux. Or l'Autriche promettait tout, pourvu qu'il lui sacrifiât ses successeurs légitimes, à la tête desquels était le duc de Deux-Ponts.

Les prétentions impériales s'élevaient presque à la moitié de la succession. Ainsi, comme reine de Hon-

grie , Marie-Thérèse réclamait tous ceux des fiefs du haut Palatinat que , depuis la convention de Pavie , les souverains de ce royaume avaient conférés à la branche de Bavière.

Comme archiduchesse d'Autriche , et représentant Albert ; elle motivait ses prétentions sur l'investiture de la basse Bavière que Sigismond avait conférée. Ne se bornant pas là , mais invoquant un acte de réversion accordé par Mathias , en 1614 , et confirmé par les Empereurs suivants , elle demandait aussi l'État de Mindelheim , dans la Souabe.

Quant à Joseph , c'était à titre de fiefs masculins dévolus à l'Empire , qu'il réclamait le landgraviat de Leuchtenberg , les comtés de Wolfstein , de Haag , de Shabeck et de Hals , avec d'autres fiefs moins considérables.

L'électeur n'avait pas encore fermé les yeux , que déjà les troupes autrichiennes marchaient vers les frontières. Dès sa mort , avant que ces prétentions fussent connues , elles envahirent tous les pays et districts réclamés. Le jour même , les portes de Munich avaient été fermées. Pendant cinq jours , personne ne put sortir de la ville , sauf un courrier du résident d'Autriche.

Marie-Thérèse n'avait consenti qu'avec répugnance à cette mesure ; elle se troublait à l'idée d'une guerre nouvelle. Déjà trop de sang avait coulé pour sa cause sur les champs de bataille , et parfois ,

comme un remords, la Pologne assiégeait sa conscience. Arrivée à cet âge où le repos des peuples était devenu un devoir à ses yeux, un besoin pour elle-même, la mère de Joseph n'observait pas, sans de vives sollicitudes, l'ardente ambition qui allait bientôt siéger seule sur le trône.

Après quelques réclamations sur des procédés aussi étranges, l'électeur palatin était venu à Munich pour y recevoir l'hommage de ses sujets. Mais bientôt une convention, signée par son ministre, le 5 janvier, et ratifiée par lui, le 15, reconnut la légitimité des droits de la maison d'Autriche. Ainsi se trouvait sacrifié, à une promesse d'établissement en faveur d'un fils naturel, l'héritier présomptif, le duc de Deux-Ponts, issu, en ligne collatérale, de la branche Rodolphine.

Le prince de Kaunitz avait pensé que cette téméraire usurpation se consommerait impunément. La France? Il comptait sur son concours. La Russie? N'avait-elle pas assez d'affaires du côté de la Crimée? L'Angleterre? L'insurrection de ses colonies l'occupait entièrement. Quant au roi de Prusse, l'âge de la guerre était passé pour lui. Conserver en paix les conquêtes de sa jeunesse, tel devait être son but unique.

Calme, impassible en apparence, Frédéric semblait lui-même confirmer une telle opinion. Mais le vieux roi, loin de s'endormir, s'était déjà entendu

avec les cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg

Sûr que la France, sans vouloir rompre avec l'Autriche, faciliterait néanmoins tout obstacle à son agrandissement, tranquille du côté de la czarine, car il avait persuadé à Catherine que le moindre changement dans le corps germanique serait préjudiciable aux intérêts russes, Frédéric se tourna vers le duc de Deux-Ponts, Charles II, chef de la branche de Birkenfeld.

En effet, dans la carrière de violence où elle venait de s'engager, c'était, sans doute, pour l'Autriche, un pas considérable que d'avoir arraché à l'électeur Charles-Théodore son consentement. Mais, afin de valider la convention du 3 janvier 1778, il fallait la ratification du duc Charles.

Bientôt, cédant aux exhortations du monarque prussien, le jeune prince protesta devant la diète; il invoquait l'appui de la Prusse et de la France. L'électeur de Saxe suivit cet exemple. Dès lors Frédéric se sentit en position d'intervenir efficacement. C'était vers lui que toute l'Allemagne tournait ses regards avec anxiété; car il s'agissait de défendre la constitution germanique, et de savoir si le chef de l'Empire en deviendrait le despote.

Le rôle était beau : il convenait au grand homme qui s'en empara.

Avant de recourir aux armes, ce prince engagea une guerre de plume; il y eut, de part et d'autre

échange fréquent de notes, de lettres, de mémoires.

Mais, entre de tels contradicteurs, le seul argument définitif, c'est le canon.

L'Empereur ne voulait que gagner du temps. Frédéric, qui s'en aperçoit, renvoie la discussion à ses ministres.

Enfin pour témoigner de sa modération, il fait à l'Autriche une proposition sage, conciliante. En vertu d'une nouvelle convention qui sera conclue, sous sa médiation, avec la participation du duc de Deux-Ponts et de l'électeur de Saxe, la maison Palatine abandonnera à l'Autriche deux districts de la Bavière, sur le Danube et sur l'Inn, l'un contigu à la Bohême, l'autre à l'archiduché. De son côté, l'Autriche cédera à l'électeur le duché de Limbourg, avec la petite partie du duché de Gueldre dont elle était en possession, et comprenant la ville de Ruremonde, ainsi que quelques villages. L'électeur de Saxe obtiendra Mindelheim et Wisensteig, et Marie-Thérèse renoncera au domaine direct de la Bohême sur les fiefs du haut Palatinat, comme sur ceux de la Saxe et des margraviats de Franconie attachés à cette couronne par le lien vassalitique.

Une ambition modérée eût accepté cette offre : mais il n'en fut pas ainsi. Alors Frédéric déclara les négociations rompues.

La guerre était devenue inévitable.

Aussitôt, la cour de Vienne réclama à Versailles le secours de vingt-quatre mille hommes, stipulé par l'alliance de 1756 (1). Mais le ministère français répondit, avec raison, que les possessions garanties à Marie-Thérèse par le traité, n'étant pas contestées, et la guerre ayant pour objet des acquisitions dont les titres étaient inconnus lors de la conclusion de l'alliance, le *casus fœderis* n'existait pas. Il ajoutait que rien n'autorisait la cour de Vienne à voir, dans cette alliance, un moyen d'agrandissement. D'ailleurs, le roi de Prusse et le duc de Deux-Ponts n'étaient-ils point en droit de réclamer la garantie de la paix de Westphalie, si incontestablement violée par l'Autriche? Louis XVI se retrancha donc dans la neutralité.

Le 5 juillet, Frédéric entra en Bohême, à la tête de cent mille hommes, par le comté de Glatz, occupa Nachod, et, s'avancant jusqu'aux bords de l'Elbe, s'établit en face de Joseph.

L'Empereur, commandant, avec le maréchal de Lascy, la principale armée, occupait une position formidable derrière les rives escarpées de l'Elbe. Sa droite s'appuyait à Kœnigsgratz, ville que ses ingénieurs avaient mise en état de soutenir un siège de quelques semaines. Au delà de l'Elbe, et près de Kœnigsgratz, campait un corps de grenadiers, avec

(1) Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*.

quelque cavalerie , dans des ouvrages plus semblables à une ville fortifiée qu'à des retranchements de campagne. De Semonitz à Schurz, s'étendait un autre corps de 30,000 hommes, couverts par des fossés de huit pieds de profondeur, de seize de large, bien fraisés, bien palissadés, et, de plus, entourés de chevaux de frise qui liaient ensemble les ouvrages séparés. Plus loin s'élevait la hauteur de Kukus, qui, commandant la rive septentrionale de l'Elbe, se prolonge, de colline en colline, par Kœnigsaal, vers Arnau; de là cette chaîne de montagnes va se joindre à Hohenelb et se confondre avec le Riesengebirge (1).

De triples redoutes défendaient tous les passages de l'Elbe. Derrière d'énormes abatis d'arbres faits sur le sommet de ces montagnes boisées, campaient quarante bataillons de réserve, prêts à se porter sur tous les points menacés par les Prussiens. En outre, les bords du fleuve, hérissés de rochers depuis Jaromirtz (2) jusqu'aux montagnes, étaient inaccessibles à l'ennemi.

Cependant le prince Henri, avec une seconde armée, rassemblée dans la marche de Brandebourg

(1) Montagnes des Géants, entre le cercle de Bunzlau en Bohême et la province de Jauer en Silésie; l'une des principales chaînes du système hercynio-carpathien.

(2) Petite ville sur l'Elbe, en Bohême, célèbre par les bains *Koukkousbad*.

et dans le Magdebourg, avait à l'improviste occupé la Saxe, pour la mettre à l'abri d'une invasion. Cette armée, forte aussi de la jonction des troupes de l'électeur, s'élevait à cent treize mille hommes. L'avant-garde, aux ordres du célèbre Mœllendorf, qui devait être un jour prisonnier de Napoléon, entra en Bohême, et s'avança jusqu'à Commotau, suivie du gros de l'armée.

Cependant le prince voulait se rapprocher de son frère : rétrogradant donc, il passa sur la rive droite de l'Elbe, et, à travers des routes presque impraticables, à force de constance et d'énergie, il atteignit Gabel, vers les premiers jours d'août.

Le maréchal de Laudon, s'étant retiré derrière l'Iser, entre Turnau et Jung-Bunzlau, y prit une position respectable, d'où il communiquait avec l'armée de l'Empereur.

Profitant de la retraite précipitée du maréchal, le général prussien de Platen s'empara de Leutmeritz, poussa jusqu'à Budin sur l'Égra : son avant-garde atteignit Welwarn, à trois milles de Prague.

L'alarme se répandit dans cette capitale.

Maître du cercle de Leutmeritz, le prince Henri ne put néanmoins opérer sa jonction avec son frère. L'un et l'autre, ils s'étaient vainement efforcés d'entraîner les généraux Lascy et Laudon à une bataille.

Mais bientôt les deux armées allaient manquer

de vivres. Le prince Henri commença sa retraite , le 10 septembre , et rentra , avec un ordre parfait , le 2 octobre , en Saxe.

Son digne adversaire , Laudon , blessé de l'inaction à laquelle des ordres supérieurs l'avaient condamné , s'était démis du commandement. Haddick le remplaça. Quant au roi , il se replia sur la Silésie. Ce fut dans cette campagne , à son quartier général de Schatzlar , qu'il composa l'éloge de Voltaire , mort le 30 mai 1778.

Ainsi se termina , sans un siège , sans une bataille , sans un combat sérieux , cette singulière campagne où pourtant les premiers généraux du siècle étaient en présence.

La cause principale de ce résultat imprévu , c'était la répugnance de Marie-Thérèse à continuer une guerre commencée malgré elle. Déjà cette princesse , après l'entrée des Prussiens en Bohême , avait envoyé le baron de Thugut à Frédéric , sous un caractère supposé , le chargeant de dire expressément , « qu'elle était désespérée de voir qu'ils fussent sur le point de s'arracher , l'un à l'autre , leurs cheveux que l'âge avait blanchis. »

Cette négociation secrète resta sans succès , Frédéric ayant rejeté les bases proposées. Mais en même temps le roi se déclarait disposé à entamer une nouvelle négociation. Il appela même , à Frankenstein , ses ministres Finkenstein et de Hertzberg. D'après

les nouvelles bases qu'on lui soumettait alors, Marie-Thérèse devait acquérir le district bavarois qui, à partir de Passau, longe l'Inn et la Salza jusqu'à Wildshut, et qui depuis, lui ayant été adjugé par la paix de Teschen, fut nommé quartier de l'Inn.

Renonçant, en retour, à toutes prétentions directes sur les fiefs du haut Palatinat et de la Saxe, elle payerait à l'électeur de Saxe un million de reichsthalers ; ce prince recevrait aussi Mindelheim en Souabe, avec la seigneurie de Rothenberg en Franconie.

Quand Joseph apprit cette démarche, son déplaisir fut extrême : il déclara même que, si toute idée d'arrangement n'était pas immédiatement abandonnée, il établirait sa résidence, hors de la monarchie autrichienne, à Aix-la-Chapelle ou dans quelque autre ville impériale.

Essayant une dernière tentative, l'impératrice envoya l'archiduc Léopold à l'armée auprès de l'Empereur : mais l'unique effet de cette mission fut de désunir deux frères jusqu'alors en parfaite harmonie.

Au reste, son fils n'était pas pour Marie-Thérèse le seul obstacle à la paix. Le prince de Kaunitz luttait aussi de toutes ses forces contre des avances incompatibles, selon lui, avec la dignité de la couronne impériale.

Dans ces circonstances, l'impératrice avait dû se résigner à la continuation des hostilités. Mais dès

que la campagne fut terminée, elle réclama la médiation de la France et de la Russie.

Occupée enfin du rétablissement de sa marine, entraînée, par son traité de commerce et d'alliance avec l'Amérique, dans une guerre ardente non moins que dispendieuse contre l'Angleterre, la France appelait, de ses vœux, la paix du continent, pour tourner toutes ses ressources contre sa formidable rivale. L'intervention de Catherine ne pouvait donc que lui être agréable.

Quant à cette princesse, elle ne se rappelait pas, sans un vif ressentiment, combien le cabinet autrichien l'avait contrariée dans ses démêlés avec la Porte, tandis que Frédéric, en déterminant l'ambassadeur français à conseiller au divan un arrangement, avait exercé sur l'issue de ces différends la plus heureuse influence.

Déjà, vers la fin de la campagne, Catherine avait fait déclarer à Vienne qu'elle se trouverait forcée, bien qu'à regret, de prendre parti dans cette guerre, et qu'elle désirait voir les puissances belligérantes accepter sa médiation. En même temps, pour donner plus de poids à cette proposition, elle envoyait trente mille Russes sur les frontières de la Galicie.

Arrivé à Breslau, 20 décembre 1778, le prince Repnin y déploya la double qualité de général et d'ambassadeur. La veille, avait paru une déclaration de l'impératrice, énonçant les motifs de sa démarche.

De son côté , Frédéric ayant rédigé un projet de pacification , le communiqua à ses alliés et aux deux cours médiatrices. Tous et l'impératrice l'adoptèrent, et un congrès fut indiqué à Teschen , dans la Silésie autrichienne , pour le traité définitif.

Cependant , sous main , Joseph ne négligeait rien pour entraver les négociations. Au moment même où une suspension d'armes allait être signée, il envoya dix mille hommes bombarder Neustadt, dans l'espoir de forcer ainsi le roi de Prusse à continuer les hostilités.

Tout étant presque réglé d'avance , on semblait devoir être bientôt d'accord. Néanmoins , plus d'une difficulté surgit à l'improviste ; les prétentions se croisaient avec chaleur. L'œuvre pacifique semblait même gravement compromise , quand arriva la nouvelle du traité de Constantinople , entre la Russie et la Porte. Ce fait seul obtint plus de succès que les efforts de la diplomatie. Craignant que la Russie , libre du côté des Turcs , ne secondât de toutes ses forces le roi de Prusse , la cour de Vienne devint subitement plus accommodante , et la paix fut signée , le 13 mai 1779 , heureux anniversaire de la naissance de Marie-Thérèse.

Circonstances singulières ! La maison Palatine , pour les intérêts de laquelle la guerre avait été entreprise , n'y prit aucune part. La Bavière , objet du litige , ne fut point enveloppée dans les hostilités , et

l'électeur Palatin, qui avait refusé l'assistance du roi de Prusse, dut à la protection de ce monarque le principal avantage de la paix.

Trois traités principaux, n'en formant qu'un seul, furent signés à Teschen.

1^o Le traité de paix entre l'impératrice-reine et le roi de Prusse ; l'électeur de Saxe y figurait ;

2^o Une convention entre l'impératrice-reine et l'électeur palatin, qui réglait le différend sur la succession de la Bavière, et dans laquelle se trouvait compris le duc de Deux-Ponts ;

3^o Une convention entre l'électeur Palatin et l'électeur de Saxe, relative à la succession allodiale réclamée par l'électeur de Saxe.

Joseph y accéda comme héritier et corégent des États autrichiens ; un acte du corps germanique les ratifia, le 28 février 1780.

Nul événement de son règne n'avait causé plus de plaisir à Marie-Thérèse que le paix de Teschen ; elle le proclama hautement, elle aimait à le répéter.

En apprenant que le roi de Prusse accédait aux propositions des puissances médiatrices : « Je suis ravie de joie, » s'était-elle écriée. « On sait que je n'ai point de partialité pour Frédéric ; mais je lui dois pleine justice, et reconnais qu'il a agi noblement. Il m'avait promis de faire la paix à des conditions raisonnables : il m'a tenu parole.

« C'est pour moi un bonheur inexprimable que de
« prévenir une plus grande effusion de sang (1). »

Le prince de Kaunitz reçut de Marie-Thérèse les plus affectueux remerciements.

Après l'Empereur, il était le premier personnage de la monarchie. Ce ne fut pas une de ses moindres habiletés que de marcher si longtemps entre Marie-Thérèse et son fils, sans jamais heurter aucune de leurs susceptibilités, sans blesser des volontés si souvent contraires; effort d'autant plus remarquable qu'il était continu. Durant surtout le récent litige de Bavière, le dissentiment entre l'impératrice et Joseph rendit cette situation plus difficile encore. Aussi, dès la paix, le prince avait-il sollicité sa retraite. Mais il dut céder aux instances de Marie-Thérèse et de l'Empereur. Néanmoins, sur sa demande, on créa, pour son ministère, un vice-chancelier. Cette dignité fut conférée au comte Philippe de Cobenzel, plénipotentiaire au congrès de Teschen, le même qui depuis figura à Campo-Formio. Frédéric ! Napoléon ! quelles dates dans la vie d'un homme d'État !

(1) *M. M. Keith's Dispatches* (août et septembre 1779); Hertzberg, *OEuvres politiq.*, tom. II; Frédéric, *OEuvres posthumes*, tom. II; William Coxe, *Histoire de la Maison d'Autriche*; Koch, *Abrégé de l'Hist. des traités de paix*; Flassan, *Hist. générale et raisonnée de la diplomatie française*.

A cette époque le cabinet autrichien manifestait une tendance à modifier sa politique extérieure. Oubliant les conditions honorables dues à la médiation de la France, lors de la paix de Teschen, on ne se rappelait à Vienne que le refus des secours stipulés en 1756, et l'opposition secrète au démembrement de la Bavière.

En toute occasion, Joseph laissait éclater son ressentiment. Avec plus de modération dans son langage, Marie-Thérèse partageait les mêmes dispositions. Le prince de Kaunitz n'était pas moins mécontent : mais, maître de lui-même, il gardait le silence, craignant, par-dessus tout, d'ébranler cette alliance française, son but constant, et, selon lui, son premier titre de gloire.

Sans rompre avec la France, l'Autriche inclinait donc à se rapprocher de l'Angleterre et de la Russie.

Aussitôt même après la paix de Teschen, elle avait offert à la Grande-Bretagne son intervention, pour terminer la guerre avec la France, incendie allumé d'abord en Amérique, mais que la vieille haine des deux ennemies avait promptement étendu loin de son foyer.

Quand éclata l'insurrection américaine, on fut dupe, à Vienne, de l'apparente neutralité de la France : malgré toute sa perspicacité, le prince de Kaunitz lui-même s'y était trompé. C'est qu'il ne

considérerait qu'un côté de la question, le principe monarchique à défendre, sans sonder toute la profondeur de la blessure que la France pouvait enfin creuser aux flancs de sa rivale. Or, après tant d'inimitiés invétérées, après tant de luttes séculaires, un gouvernement, excité d'ailleurs par l'entraînement national, ne résiste guère à de telles tentations.

Dans ce mémorable avènement d'un grand peuple à la souveraineté de lui-même, le cabinet autrichien n'avait vu qu'une rébellion : à ce titre, l'antique monarchie française, complice d'une insurrection républicaine, lui semblait une monstrueuse anomalie. Non-seulement il interdit tout accès aux envoyés américains, mais tout commerce entre les Pays-Bas et les colonies révoltées fut prohibé. Robert Keith ayant offert à Joseph les remerciements de Sa Majesté Britannique : « La cause de l'Angleterre, » lui répondit ce prince, « est celle des souverains ; ils sont tous également intéressés à maintenir la subordination et l'obéissance aux lois dans les monarchies qui les environnent. »

L'offre d'intervention entre la France et l'Angleterre était restée sans succès. Mais l'Autriche n'en persévéra pas moins dans ses caressantes avances ; car elle comptait sur les ministres de George pour disposer Catherine en sa faveur.

Bientôt ce fut l'Empereur en personne qui alla

traiter ce grand intérêt à Pétersbourg même. Voici dans quelles circonstances :

Marie-Thérèse avait établi deux de ses fils puînés ; à Léopold , le grand-duché de Toscane ; à Ferdinand , le gouvernement de Milan, et, de plus, par suite de son mariage , l'expectative du duché de Modène.

Maximilien, qui, seul, ne possédant que son rang de prince du sang impérial, avait pris les ordres, postulait les coadjutoreries de Cologne et de Munster. Mais deux redoutables oppositions contrariaient ses vues : la France ne voulait pas que l'électorat échût à un prince de maison aussi puissante ; la Prusse agissait activement, dans le même sens, auprès des chapitres de Cologne et de Munster.

Afin de contre-balancer ces influences hostiles, il devenait donc urgent d'obtenir le concours de Catherine. C'est ce résultat que Joseph alla tenter, bien résolu aussi à saper, auprès de la czarine, le crédit de Frédéric.

Précisément alors Catherine s'apprêtait à visiter ses nouvelles acquisitions en Pologne : l'occasion d'un voyage semblait naturelle.

Joseph témoigna au prince de Gallitzin, ambassadeur russe à Vienne, son ardent désir d'exprimer lui-même et de vive voix, à la grande souveraine du Nord, toute son admiration. Flattée de cet hommage, et voyant dans le concours de l'Autriche un

sûr moyen de réaliser ses projets contre les Turcs, Catherine désigna, avec bonheur, Mohiloff (1), en Lithuanie, pour lieu de l'entrevue. L'incognito avait été convenu : le 25 mai, l'ambassadeur autrichien, comte de Cobentzel, présenta à la czarine le comte Falkenstein. Joseph avait d'avance étudié son rôle : il le remplit d'un bout à l'autre, avec une irréprochable habileté. Déguisant, sous le voile de la franchise, une délicate et spirituelle adulation ; applaudissant, avec un abandon calculé, aux rêves ambitieux de Catherine, et, sans le promettre, laissant espérer son concours, il inspira à cette princesse un véritable enthousiasme. Le fantasque, l'altier Potemkin céda au même prestige.

Sur les instances de Catherine, Joseph la suivit à Saint-Pétersbourg, où il séjourna jusqu'à la fin de juillet. Ce temps fut mis à profit. Ne pouvant plus douter du mauvais vouloir de la France, l'Empereur

(1) Jamais, quoi qu'on ait pu croire et supposer, jamais l'Autriche n'eût consenti à la destruction de l'empire ottoman. Ce qui a pu tromper, c'est la condescendance de Joseph pour la Russie. Mais, en ne s'opposant point à la conquête de la Crimée, Joseph ne songeait qu'à enlever au roi de Prusse l'alliance des Russes qui avaient fait échouer ses projets sur la Bavière. Toute sa pensée était là. Loin d'être disposé à plus de complaisance pour Catherine : « Bien des fois les turbans ont mis l'Autriche en danger, » répétait-il souvent ; « mais la situation deviendrait bien autrement périlleuse si les chapeaux russes régnaient à Constantinople. » (Ségur, *Politique de tous les Cabinets, etc.*)

s'appliqua à gagner le cabinet britannique : « Renversons, » lui disait-il, « le parti prussien ; je vous seconderai de tous mes efforts. »

Parvenu à son but, Joseph quitta Saint-Pétersbourg, emportant avec lui les regrets et les vœux de Catherine. Depuis, il s'établit, entre les deux souverains, une correspondance intime.

Frédéric était peu disposé à se laisser ainsi éconduire d'une confiance laborieusement obtenue. Il envoya, pour reconquérir le terrain perdu, son neveu, le prince royal de Prusse. Mais le négociateur ne fit courir aucun danger aux souvenirs laissés par Joseph. Frédéric-Guillaume ne réussit qu'à confirmer Catherine dans ses dispositions.

Peu de temps après, l'archiduc Maximilien était élu coadjuteur de Munster. Marie-Thérèse, avant de fermer les yeux, vit rétablir les anciennes relations de sa maison avec la Russie.

Cependant cette noble vie touchait à son terme. Depuis longtemps, l'impératrice s'affaiblissait, quand, le 29 novembre 1780, l'hydropisie se déclara avec des symptômes annonçant une fin très-prochaine. Ses dernières souffrances étaient atroces : sa pieuse résignation fut inaltérable. Une seule crainte la préoccupait : c'était de perdre, si sa tête s'égarait, ce calme chrétien envoyé par le ciel.

Une fois les préparatifs du solennel départ ac-

complis, Marie-Thérèse, rassemblant, autour de son lit, toute sa famille, lui adressa les plus tendres, les plus fermes adieux.

Ensuite elle donna à chacun des assistants sa bénédiction, et les engagea à passer dans une chambre voisine, pour calmer leur émotion. Pendant la nuit qui précéda sa mort, elle s'était longtemps entretenue avec son fils. Comme il l'invitait au repos : « Dans quelques heures, » lui répondit-elle, « je dois comparaître au jugement de Dieu, et vous voulez que je puisse dormir ! »

Le 29 novembre 1780, cette grande âme s'exhala.

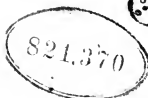
A l'imposant prestige du rang suprême, Marie-Thérèse avait uni une beauté remarquable : dans sa jeunesse, le diadème fut sa moindre parure. Son port était plein de grâce et de dignité. Mais avec les années elle prit un extrême embonpoint. En 1767, la petite vérole, contractée en soignant la seconde femme de son fils, commença l'altération de ses traits ; plus tard, une chute de voiture la défigura. De tant d'avantages, sa physionomie n'avait conservé qu'une inaltérable expression de bonté.

Six fils et six filles étaient nés de son mariage avec François-Étienne de Lorraine. Neuf d'entre eux survécurent à leur mère : 1° Joseph II, son successeur ; 2° Léopold, grand duc de Toscane et empereur ; 3° Ferdinand, gouverneur de la Lom-

hardie autrichienne, et possesseur, par suite de son mariage avec Marie-Béatrix, fille d'Hercule Renaud, duc de Modène, du droit de réversion sur les duchés de Modène, de Reggio et de la Mirandole ; 4° Maximilien, grand maître de l'ordre Teutonique, coadjuteur de Munster et électeur de Cologne ; 5° Marie-Anne, abbesse de Prague et de Clagenfurth ; 6° Marie-Christine, mariée à Albert de Saxe, fils d'Auguste III, roi de Pologne ; 7° Marie-Élisabeth, abbesse d'Innsbruck ; 8° Marie-Amélie, femme de don Ferdinand, duc de Parme ; 9° Marie-Charlotte-Louise, femme de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles ; 10° Marie-Antoinette, Dauphine et reine de France.

Après un règne de quarante et un ans, Marie-Thérèse emportait avec elle le respect de l'Europe, l'amour de ses sujets, et le surnom de *Mère de la patrie*.

FIN DU PREMIER.



169 20 20919



Publications

DE

La Société Belge de Librairie.

- JULVÉCOURT** (Paul de). Nastasie, ou le faubourg Saint-Germain moscovite. 2 vol. in-18.
— Les Russes à Paris. 2 vol. in-18.
GIRARDIN (mad. Émile de, née Delphine Gay). Le lorgnon. 1 vol. in-18.
— Judith, tragédie en trois actes. 1 vol. in-18.
— Contes d'une vieille fille à ses neveux. 1 vol. in-18.
— La canne de M. de Balzac. 1 vol. in-18.
— L'Ecole des journalistes, comédie en 5 actes et en vers, suivie d'une lettre de Jules Janin à l'auteur, et de la réponse à cette lettre par Granier de Cassagnac. 1 vol. in-18.
GAY (mad. Sophie). Scènes du jeune âge. 1 vol. in-18 avec fig.
— Souvenirs d'une vieille femme. 1 vol. in-18.
— Poésies. 1 vol. in-32.
— Marie de Mancini. 2 vol. in-18.
— Salons célèbres. 1 vol. in-18.
— Histoire de Marie-Louise d'Orléans. 2 vol. in-18.
BERTHET (Élie). La mine d'or. 2 vol. in-18.
— L'aveugle-né. 1 vol. in-18.
COOPER. Le feu follet. 2 vol. in-18.
DUMAS (Alexandre). George. 2 vol. in-18.
— Sylvandire. 2 vol. in-18.
DASH (M^{me} la comtesse). Un mari. 1 vol. in-18.
— Maurice Robert. 1 vol. in-18.
KARR (Alphonse). Feu Bressier. 1 vol. in-18.
KOCK (Paul de). La grande ville, tom. 1, 2, 3, 4, 5 et 6 in-18.
ROLLE. Jérôme Paturot. 3 vol. in-18.
SANDEAU. M^{me} de Vandeuil. 1 vol. in-18.
— Vaillance. — Une Pastorale. 1 vol. in-18.
SOULIÉ. Le château des Pyrénées. 3 vol. in-18.
— Huit jours au château. In-18, tom. 1 et 2.

